Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

La Guadeloupe de 1803 à 1816 : de l'Empire à la Restauration

Gérard Lafleur

Numéro 172, septembre-décembre 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035305ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035305ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lafleur, G. (2015). La Guadeloupe de 1803 à 1816 : de l'Empire à la Restauration. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (172), 1-116.
<https://doi.org/10.7202/1035305ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 2015

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La Guadeloupe de 1803 à 1816 : de l'Empire à la Restauration

Gérard LAFLEUR¹

I – INTRODUCTION

Situation de la Guadeloupe en 1803

Le 28 mai 1802, Louis Delgrès se sacrifie avec 3 à 500² de ses proches, parmi lesquels se trouvaient des femmes et des enfants. Une époque s'achève, un tournant dans l'histoire de la Guadeloupe.

Le bilan humain est énorme : pertes dans les combats de 1802 : à Baimbridge 675 morts et 250 prisonniers exécutés les jours suivants, 300 à 500 victimes dans l'explosion d'Anglemont, 600 morts dans les batailles qui précédèrent l'évacuation du fort Saint-Charles, (Delgrès avait 1 000 soldats sous ses ordres, il n'en a plus que 400 lors de l'évacuation). Les pendants, les exécutions qui suivirent la fin des combats réguliers, plus la chasse aux rebelles réfugiés dans les bois, alourdissent le bilan. Ainsi, de novembre à décembre 1802, Lacrosse estime à 940 le nombre de tués dans cette répression³. À ces pertes il faut ajouter ceux qui ont été déportés.

Selon Frédéric Régent, les pertes civiles se monteraient à 3 000 et les militaires à 1 000.

Richepance était arrivé en Guadeloupe avec 3 522 soldats. Après les événements, Lacrosse, le 4 Ventôse an XI (23 février 1803) annonçait qu'il ne lui en restait que 1 200 dans les troupes européennes (66% de perte) alors que le général Ménard, le 24 fructidor an XI (11 septembre

1. Docteur en histoire, trésorier de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, rédacteur en chef du bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe.

2. Le nombre varie selon les auteurs. Le général Ménard mentionne 400 victimes, les historiens du XIX^e siècle ont généralement avancé le nombre de 300 victimes. Il ne s'agit naturellement que de ceux qui se trouvaient à d'Anglemont.

3. CAOM : C7A 56 F° 229 : Lettre de Lacrosse au ministre, 30 frimaire an XI (21 décembre 1802).

1802) en comptait 1 897⁴ (46 % de perte). Quoiqu'il en soit, les pourcentages sont impressionnants pour ceux qui étaient arrivés⁵. Cependant, les principaux chefs qui avaient combattu les rebelles étaient présents, généralement bonapartistes convaincus.

Les nouvelles autorités s'appuyaient sur l'avis de Richepance qui estimait qu'il fallait 3 350 hommes pour contrôler l'ensemble de la Guadeloupe, d'où les demandes de renforts en hommes de troupes européennes. Renforts, lesquels une fois arrivés, donneront une troupe de 3 131 unités⁶.

Dans les pertes humaines pour la Guadeloupe, il faut compter les déportations qui enlevèrent une grande partie de sa force de travail potentielle bien que l'on puisse imaginer qu'il aurait été difficile de remettre au travail des militaires qui avaient quitté la culture pour entrer dans l'armée et qui avaient pris l'habitude de combattre. Pour eux, ce nouveau statut était une promotion sociale et le retour sur les habitations et le travail de la terre étaient considérés comme une régression difficilement acceptable.

Après la défaite des rebelles, Richepance ordonna la déportation de tous les soldats de couleur qui composaient la force armée du 6 mai 1802 et de tous ceux qui avaient servi auparavant dans l'armée et qui ne présentaient pas de témoignages satisfaisants de leur conduite. 1 900 soldats de couleur furent conduits aux Saintes puis à bord d'une division navale. Emmenés pour être vendus comme esclaves dans les colonies espagnoles ou aux Etats-Unis. Peu revinrent en Guadeloupe⁷ et certains furent transportés en Europe. En 1803 encore, 500 hommes furent transportés vers l'Europe sur deux navires⁸. En réalité, ce sont 600 hommes qui furent expédiés à Brest. L'intention des autorités était de les envoyer aux Indes et ils avaient été organisés en compagnies sous l'autorité de gradés blancs. Cependant, le 28 Germinal an XI (18 avril 1803), ils furent mis sous l'autorité du général Berthier qui reçut l'ordre de les organiser en compagnies de 100 hommes et de les envoyer à Mantoue accompagnés de la gendarmerie et de détachements de la cavalerie. A Mantoue, ils devaient être organisés en bataillons de pionniers et rejoindre les 400 noirs qui s'y trouvaient déjà. Les ordres étaient formels : tous leurs officiers devaient être blancs⁹.

Dans son rapport du 11 Floréal an XII (1^{er} mai 1804), le préfet Lescallier jugeait sévèrement, après coup, les conséquences humaines des décisions prises par Richepance et ses adjoints. Cette force de travail faisait lourdement défaut à l'économie de l'île :

4. CAOM : C7A 57 F° 19 : Tableau comparatif ... 11 septembre 1802. In *La rébellion de la Guadeloupe (1801-1802)* Société d'Histoire de la Guadeloupe, p. 302-303.

5. CAOM : C7A82 F° 65 : Rapports et décisions. An XI

6. Aux 1 897 soldats comptés par le général Mesnard (ou Ménard), s'ajoutent 600 hommes du 1^{er} bat. de la 82^e, 580 hommes de l'Artillerie de Marine arrivés par la *Foudroyante*, plus 54 chasseurs partis de Lorient le 16 fructidor.

7. Nous verrons plus loin que certains ont été récupérés par la Grande-Bretagne pour destabuliser la Guadeloupe.

8. Voir Frédéric Régent : *Origines, desseins et destins des rebelles*, in *1802 en Guadeloupe et à Saint-Domingue : réalités et mémoires*, p. 48-51. Actes du colloque de Saint-Claude, 2-3 mai 2002, Société d'Histoire de la Guadeloupe.

9. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}*.... Tome VIII, au général Berthier, Saint-Cloud, le 18 avril 1803.

« Si, au lieu de ces combinaisons malhonnêtes, on avait consulté la raison, la justice et l'intérêt de l'Etat, on aurait fait un examen de tous ces individus, au nombre de plus de 3 000 ; on aurait laissé subsister dans la colonie ceux qui nous avaient servi fidèlement dans cette guerre de rébellion, on les aurait laissé jouir de la liberté promise en leur donnant des terres ou en leur procurant les moyens d'exercer leur industrie ; on en aurait rendu plusieurs à leurs maîtres, connus pour bon sujets, et qui demandaient eux-mêmes à retourner dans leurs ateliers et dans leurs familles. On aurait fait juger et fusiller les coupables de rébellion ; et enfin on aurait pu envoyer vendre par petits nombres au loin ceux seulement suspects ; mais ces ventes auraient dû être faites au profit de la République, qui aurait trouvé là une grande ressource pour faire aller le service¹⁰. »

Selon le général Ménard, la reprise de l'insurrection en Grande-Terre a causé la perte de 2 500 personnes de plus : « Sous mon commandement la guerre de la Guadeloupe a été terminée ; celle qui éclata sur la grande terre a été étouffée ; plus de 2 500 rebelles ont été pris ou tués, se sont rendus dans les habitations ou se sont pendus de désespoir dans les bois... »¹¹

L'époque révolutionnaire a aussi atteint la bourgeoisie créole, propriétaire des grandes habitations. L'arrivée de Victor Hugues se solda par l'exécution des chefs de familles qui se trouvaient avec les Anglais pour le combattre. Abandonnés par leurs alliés et livrés au commissaire de la Convention, 363 furent fusillés immédiatement au Morne Savon, sur la commune de Baie-Mahault, face à Pointe-à-Pitre et selon les documents militaires, il y aurait eu également 140 guillotins sans doute, plus tard, sur la place Sartine qui avait été débaptisée pour prendre le nom de place de la Victoire¹².

Les familles de ceux qui s'étaient déclarés royalistes ou probritanniques pour conserver leurs esclaves qui faisaient leur principale richesse, émigrèrent, soit dans les îles proches : les Saintes et la Martinique occupées par les britanniques, les Antilles anglaises comme la Dominique, Antigua, Saint-Christophe.... soit aux Etats-Unis d'Amérique où ils vécurent difficilement, en ayant, souvent recours à l'hospitalité et aux secours financiers de leurs hôtes.

Le Sénatus-consulte du 6 Floréal an X (avril 1802) leur accordait l'amnistie pour fait d'émigration. Ils devaient prêter serment devant le préfet colonial. Certains habitants qui se trouvaient dans les îles voisines revinrent dès l'annonce de la fin des combats. D'autre attendirent sa confirmation¹³. Ils récupérèrent des habitations complètement ruinées et une main-d'œuvre qui avait fondu. D'ailleurs, le 29 juillet, Richepance supprima la liste des émigrés et fit rendre toutes les habitations à leurs anciens propriétaires ou leurs représentants. Quelques-uns vendirent

10. CHAN, AF IV 1214 : archives du pouvoir exécutif. Secrétairerie d'Etat impériale (AN VIII – 1815) in *La rébellion de la Guadeloupe...* op. cit p. 312-313. Voir aussi : *Mémoire du général de brigade Ménard sur ce qui s'est passé à la Guadeloupe le 28 germinal an 11*.

11. *Mémoire du général de brigade Ménard sur ce qui s'est passé à la Guadeloupe le 28 germinal an 11*, p. 3 – 4. (Googlebooks)

12. ANOM : C7A 47 F° 94 ou ADG 1MI 106. Etat des munitions... non daté.

13. ANOM : G1, section Guadeloupe. Liste nominative des propriétaires de la Guadeloupe... 1^{ère} liste le 19 Thermidor An X, 23 Fructidor an XI.

leurs biens récupérés et partirent s'installer ailleurs. D'autres restèrent, tentèrent de reconstruire leur fortune amoindrie avec une certaine rancœur contre les révolutionnaires qui, à leurs yeux, étaient responsables de leur malheur¹⁴. Cette période fut caractérisée par une mutation sociale. Les petits blancs qui étaient restés, certains anciens libres de couleur¹⁵, des métropolitains arrivés avec les nouvelles administrations, avaient profité des événements révolutionnaires et notamment de la course, pour acquérir des liquidités qui faisaient cruellement défaut aux émigrés de retour. Les terres avec les habitations changèrent de main et une nouvelle classe sociale apparut qui se para des dépouilles des anciens maîtres de l'économie insulaire.

Les principaux gradés de l'armée qui avait combattu les insurgés étaient repartis, ou chassés comme le général Ménard expulsé le 18 avril 1803 (11 germinal an XI)¹⁶, décédés comme Sériziat mais une partie des officiers subalternes (Cambriel, Delacroix, Merlen) était restée avec la troupe survivante. Leurs sentiments bonapartistes et leur patriotisme, alliés à la certitude d'avoir permis la conservation de la Guadeloupe à la France, allaient nécessairement se heurter aux habitants de retour qui étaient pour la plupart, royalistes et en situation de faiblesse par rapport à leur situation ante-révolutionnaire. Certains comme Moyencourt ou Destrellan, avaient combattu dans les rangs britanniques contre leurs compatriotes qui tentèrent de chasser les Anglais de toutes les Petites Antilles. Ils s'opposaient donc aux militaires métropolitains et avaient des accointances avec leurs anciens compagnons d'armes qui se préparaient à envahir les Antilles françaises et particulièrement la Guadeloupe dont la population les avait combattus tout au long de la période révolutionnaire. Ces partisans des Anglais étaient désignés sous le nom d' « *anglo-man* ».

En ce qui concerne la sécurité intérieure, Richepance avait pris immédiatement des mesures afin de contrôler la population et surtout la population de couleur qui était perçue comme une menace potentielle¹⁷.

Par son arrêté du 14 juin 1802, il fit établir une carte de sûreté pour les habitants des villes de Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, laquelle devait indiquer le nom du porteur, son prénom, son domicile et être délivrée par la municipalité.

A la campagne, un cultivateur ne pouvait se rendre dans une autre commune sans un laissez-passer remis par le propriétaire ou le gérant.

Juridiquement, les « cultivateurs » étaient libres en vertu du décret d'abolition du 8 février 1794, cependant, dès le 17 juillet 1802, Richepance prit un arrêté par lequel la liberté était substituée à l'esclavage pour les noirs, sortant l'homme de couleur de la classe de citoyen. Le

14. A propos de l'attitude des émigrés de retour, voir mon ouvrage : *Saint-Claude : histoire d'une commune de Guadeloupe*, Editions Karthala, 1993, p. 188 – 208

15. Voir le cas d'Amé Noël dans mon article « Jean-Antoine Amé-Noël : libre de couleur de Guadeloupe (1769-1845) » in *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, n° 161-162, p. 1-75.

16. *Mémoire du général de brigade Ménard sur ce qui s'est passé à la Guadeloupe le 28 germinal an XI*, googlebooks.

17. Nous verrons plus loin que cette population de couleur était particulièrement antibritannique, sentiment qui s'est manifesté avec éclat lors de l'annonce du retour de l'Empereur en France en 1814.

salaires des cultivateurs qui consistait en $\frac{1}{4}$ des revenus de l'habitation fut remplacé par la nourriture, les vêtements et les soins en cas de maladie ; un retour au Code Noir. Et les noirs non porteurs d'un titre légal d'affranchissement étaient tenus dans les 24 h pour les villes et 5 jours dans les bourgs et les campagnes de retourner sur les propriétés où ils étaient attachés avant la guerre¹⁸.

En réalité, il anticipait la réception de l'arrêté consulaire qui avait été signé la veille en France par Napoléon Bonaparte et qui stipulait dans son article 1^{er} que « La colonie de la Guadeloupe et dépendances sera régie à l'instar de la Martinique, de Sainte-Lucie et Tobago (et des) colonies orientales, par les mêmes lois qui étaient en vigueur en 1789¹⁹ ». Les îles citées qui avaient été rendues à la France par le Traité d'Amiens du fait de leur occupation par les Anglais n'avaient pas appliqué l'abolition de l'esclavage de 1794 et étaient encore régies, en ce qui concerne les statuts personnels, par le Code Noir français. Ni d'ailleurs les Mascareignes du fait de l'opposition de l'administration locale.

Ainsi, pour la Guadeloupe, on en était revenu à une situation sociale sans doute pire que sous l'Ancien Régime. Les esclaves créoles qui avaient été juridiquement libres pendant 8 ans, savaient que la liberté était possible, d'autant que dans la zone, le statut de l'ancienne colonie de Saint-Domingue devenue Haïti, était omniprésent dans les esprits des uns et des autres et une partie des insurgés continuait le combat dans les bois²⁰.

Les hommes de couleur libres, restaient suspects, d'autant qu'une très grande partie des rebelles et notamment leurs principaux animateurs, les chefs de l'armée coloniale qui s'étaient révoltés, étaient issus de cette classe de la population. Le plus gradé de cette armée, avant l'arrivée de Richepance, Magloire Pélagé était l'un des rares officiers à avoir été esclave avant 1789 à l'inverse de la plupart des autres²¹, il resta d'ailleurs fidèle à ses supérieurs hiérarchiques pendant tous les événements qui suivirent l'arrivée de Richepance et l'aida avec efficacité à combattre Louis Delgrès.

Il faut signaler que Richepance avant son départ pour les Antilles avait eu vent de l'état d'esprit de Napoléon à ce propos.

Le 27 avril 1802 (7 floréal an X), ce dernier écrivait au consul Cambacères pour lui demander de préparer pour le surlendemain, 5 projets d'arrêtés à convertir en sénatus-consultes : 1° – Un pour l'île de France, 2° – Un pour Tobago, la Martinique et Sainte-Lucie, 3° – Un pour la Guadeloupe,

18. M. A. Lacour : La Guadeloupe.... op. cit. T. III p. 343 et suivantes.

19. Voir l'article de Jean-François Niort et Jérémy Richard : « A propos de la découverte de l'arrêté consulaire du 16 juillet 1802 et du rétablissement de l'ancien ordre colonial (spécialement l'esclavage) à la Guadeloupe », Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, n° 152, janvier-avril 2009, p. 31-59. Rappelons que le décret d'abolition de l'esclavage ne fut pas appliqué dans les Mascareignes du fait de l'opposition de l'administration locale.

20. ANOM : C7A82, Rapport au Premier Consul, Vendémiaire an XI. Dans la nuit du 18 au 19 fructidor an XI, le chef de bataillon Merlen avec 10 hommes fut assailli dans la nuit par 50 noirs armés. Il fut obligé d'évacuer car les assaillants avaient mis le feu à la case dans laquelle ils se trouvaient. Le général Ménard pense que les rebelles sont encore 600, moitié armés de fusils, moitié de sabres et coutelas. Ils sont dirigés par Palerme et 8 autres chefs exercés au brigandage de tout temps et notamment dans les îles anglaises.

21. Tous les chefs de la rébellion étaient d'anciens libres de couleur ou des petits blancs, seul Pélagé était esclave avant 1789.

4° – Un pour Saint-Domingue et enfin un cinquième pour défendre l'entrée des noirs sur le continent de la République et remettre en vigueur les règlements qui existaient sur cet objet.

Les trois notes qui suivaient en annexes déterminaient les points qui devaient être inclus. Il distinguait les colonies dans lesquelles l'abolition de l'esclavage n'avait pas été appliquée de celles où elle l'avait été. Dans ces dernières, il faudra établir une listes comprenant 1) tous les noirs qui jouissaient de la liberté avant le 26 (16 ?) pluviôse an II (14 (4 ?) février 1794)²², 2) ceux qui ont concouru à défendre le territoire de la République contre ses ennemis et qui de toute autre manière ont servi l'Etat. Ceux-ci seront déclarés libres. Parmi ces derniers, ceux qui ne sont pas propriétaires ou qui n'ont pas un métier leur permettant de subvenir à leurs besoins seront assignés à des propriétaires pour les aider dans les travaux de l'agriculture qui leur attribueront un salaire. Les autres seront assujétis aux lois d'avant 1789 et l'importation des noirs est de nouveau autorisée²³.

Le rétablissement de l'esclavage à la Guadeloupe était décidé et encore le 13 juillet 1802, Napoléon écrivait au ministre Decrès que parmi les mesures à prendre à propos des colonies « La première de toutes d'établir l'esclavage à la Guadeloupe comme il l'était à la Martinique, en ayant soin de garder le plus grand secret sur cette mesure, et en laissant au général Richepance, le choix du moment pour la publier²⁴... ». Il ne fallait pas evenimer la situation à Saint-Domingue en annonçant trop tôt les véritables intentions des autorités bonapartistes. On peut donc dire que si officiellement Richepance était venu pour rétablir l'ordre, il avait, sans doute, des ordres secrets sur le rétablissement de l'esclavage en fonction des événements régionaux, y compris ceux de Saint-Domingue. Le général Richepance n'aurait pas osé prendre une décision aussi importante s'il n'avait eu la certitude de ne pas déplaire à son chef.

Après le décès de Richepance, Lacrosse en partie responsable de l'insurrection de la Guadeloupe par son attitude, resta le chef de la colonie alors qu'il aurait dû être remplacé par le chef militaire si celui-ci était resté en vie. Avec le préfet Lescallier il conforta la division de la société en poursuivant les non-blancs par une législation coercitive qui renforçait la résistance au lieu d'apaiser les tensions.

Face à cette menace perçue ou réelle, les blancs ne constituaient pas un bloc homogène entre ceux, anciens « révolutionnaires » ou opportunistes qui adhéraient à l'Empire et ceux qui avaient fui la Révolution et qui étaient rentrés avec des convictions royalistes renforcée et une anglophilie acquise lors de leur séjour dans les territoires britanniques. Ils se supportaient par nécessité et en réalité, les seconds conservaient une rancœur et un mépris envers les « nouveaux riches ».

22. Il semble y avoir une erreur dans la transcription. Il faudrait lire 16 Pluviôse et non 6 Pluviôse.

23. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}....* Tome VII, p. 445-446. Au Consul Cambacérès, le 27 avril 1802.

24. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}....* Tome VII, p. 519. Au contre-amiral Decrès, 24 messidor an X (13 juillet 1802).

Un fort clivage gangrénait la classe dominante ce qui se révéla franchement nocif pour les intérêts français lorsque les Anglais voudront, à nouveau, occuper la colonie aussi bien en 1810 qu'en 1815.

En attendant, les trois magistrats prenaient des décisions qui tentaient de revenir à l'Ancien Régime en supprimant les ordonnances et règlements qui avaient été appliqués lors de la période révolutionnaire.

Par l'arrêté du 11 Germinal an XI (1^{er} avril 1803) un peu plus d'un mois avant l'arrivée d'Ernouf, ils supprimaient un certain nombre de libertés : suppression du divorce, l'arrêté du 12 brumaire an II (2 novembre 1793²⁵) sur les successions, donations et droits des enfants naturels sans aucune distinction du blanc et de gens de couleur ; celles sur la majorité et sur les tutelles et curatelles. « Plusieurs de ces lois étaient abusives et révoltantes. Elles avaient été abusivement introduites dans la colonie. Néanmoins, ceux qui avaient l'autorité régnante alors les avaient permises... ». Le nouvel arrêté les interdisait et les suspendait en attendant l'application des « nouveaux codes ».

Le gouvernement de la métropole qui savait ce qui se passait dans la colonie, nomma le 8 mars, le général de division Ernouf²⁶, capitaine-général de la Guadeloupe. Il partit avec le général de Brigade d'Houdetot, chargé de la garnison de l'île, 225 hommes de troupe et 54 gendarmes. Ils arrivèrent à Basse-Terre le 8 mai après un passage à la Martinique où Ernouf put se concerter avec le capitaine-général de cette île. Lacrosse remit son pouvoir à son successeur et quitta la colonie le 16 mai.

Avec son départ, une nouvelle page se tournait.

Ernouf trouvait une Guadeloupe, traumatisée, en partie détruite par les combats et avec une population, libre ou servile, fortement diminuée.

Selon Hyppolite Defrasans, habitant propriétaire, avoué près des tribunaux et ancien membre du gouvernement provisoire, la Grande-Terre avait peu souffert des événements, seuls les environs de Pointe-à-Pitre avaient été incendiés, les habitations étaient intactes. Par contre, la Guadeloupe proprement dite avait subi le plus gros des dégâts : les cantons de Goyave, Capesterre, Trois-Rivières et l'Extra-Muros de Basse-Terre²⁷ étaient complètement brûlés, ceux de Petit-Bourg et Baie-Mahault, l'étaient à moitié, ceux du Baillif et du Lamentin, au quart. Était intacte, la Côte-sous-le-Vent de Sainte-Rose à Vieux-Habitants et le nombre des esclaves qui s'élevait à plus de 100 000 avant 1789 était réduit à 60 000²⁸.

Le système administratif qui devait gérer la colonie avait été modifié et ne ressemblait plus à ce qu'il était avant 1789.

L'autorité militaire et la haute police étaient entre les mains du capitaine-général, nouveau grade pour désigner le gouverneur, l'administration des finances et le droit d'imposer, au préfet qui remplaçait l'intendant et l'administration des tribunaux de justice d'un grand juge ou commissaire de justice. Chacun de ces magistrats avait l'initiative dans

25. Le document indique 4 juin 1793.

26. Arrêté du Premier Consul du 17 ventôse an XI (8/3/1803). Nommé Capitaine général en Guadeloupe avec un traitement de 60 000 £ /an

27. Les actuelles communes de Saint-Claude et Gourbeyre (à la réserve de la section de Dolé).

28. *Précis pour Hypolite Defrasans, habitant propriétaire de la Guadeloupe et défenseur avoué près les tribunaux de cette colonie*, Paris, 1803, p. 53. BNF, 8-LK12-79.

sa partie et le concours des trois était nécessaire pour faire une loi dont l'enregistrement était ordonné par le Grand juge à la cour d'appel et aux tribunaux sans représentations. Une sorte d'autonomie locale dans un système que l'on a appelé gouvernement des trois magistrats.

C'est ce système qui a été trouvé par Ernouf qui fera tout pour s'accaparer tous les pouvoirs et marginaliser ses deux collègues²⁹.

Le capitaine-général ERNOUF³⁰

29. ADG : 5J162 : Recueil de la législation locale, 1790-1819. Réponses aux questions établies au 17^{ème} article des instructions de Sa Majesté. Basse-Terre, le 11 avril 1811.

30. Collection des Archives départementales de la Guadeloupe.

PREMIERE PARTIE

La Guadeloupe entre Révolution et occupation (1803-1810)

I – L'ADMINISTRATION APRÈS LE DÉCÈS DE RICHEPANCE

Lorsque Richepance décéda, rien n'avait été prévu pour son remplacement. Lacrosse avait été destitué par l'armée coloniale en 1801 et étaient rentré de la Dominique. Remis à sa place provisoirement afin d'effacer symboliquement le coup de force, il était prévu qu'il reparte rapidement pour laisser tous les pouvoirs à Richepance. Au moment où il aurait dû quitter la Guadeloupe, la disparition de ce dernier lui permit de prendre sa place et le titre du capitaine-général.

Il dirigea au civil avec le préfet Lescallier et le commissaire de justice Bertolio. Il inaugura le gouvernement des trois magistrats. Une situation particulière qui ne convenait pas à une colonie traumatisée par les événements qu'elle venait de subir et qui posait des problèmes de prérogatives entre les dirigeants.

Comme nous l'avons signalé, le 8 mai, le général de division Ernouf arriva à Basse-Terre, Lacrosse lui remit son pouvoir et quitta la colonie le 16 mai.

L'armée était dirigée par une partie des officiers bonapartistes qui avaient combattu les insurgés, bien que les plus importants fussent ou morts comme Sériziat ou partis comme Boudet, Gobert et Delacroix.

Il refondit donc l'Etat-Major en plaçant à sa tête le général de brigade d'Houdetot qui était arrivé avec lui, le plaçant sous son commandement direct.

Nous avons vu que Richepance avait de fait, rétabli l'esclavage alors qu'en Métropole, un arrêté consulaire annulant le décret de la Convention du 4 février 1794 était pris. Il n'avait pas encore été promulgué dans la colonie.

C'est Ernouf qui était chargé de le faire officiellement. Le 14 mai 1803, 6 jours après son arrivée, il le fit publier en le faisant précéder d'une proclamation dans laquelle il rejetait la décision d'abolir l'esclavage sur, dit-il, l'influence perfide que les Anglais avaient exercée sur les conventionnels en vue de causer la perte des colonies françaises. La description qu'il fait des conséquences de cette décision donne des indications sur sa vision de la Révolution et sur l'esclavage : « ... les maux qui ont été le résultat de cette prétendue liberté, indiscretement accordée à des êtres sans civilisation, sans principes et sans patrie. Ce ne fut pas seulement la licence qui se mit en place de la liberté, mais la révolte la plus affreuse et la plus sanglante. La religion détruite, les habitations incendiées, des flots de sang français répandus, tel fut le triste état dans lequel nos colonies furent réduites¹..... ».

1. M. A. Lacour : *Histoire de la Guadeloupe*, op. cit. T. IV p. 4-5.

Dans un premier temps l'administration s'attacha à gommer les vestiges de la période troublée qui l'avait précédée. Les officiers qui avaient poussé à l'arrestation et à l'embarquement du général Ménard qui s'était distingué dans la reprise en main de l'île et notamment dans les combats d'Anglemont, furent renvoyés en France. Les tribunaux d'exception qui avaient été créés par Lacrosse et qui s'étaient illustrés par des décisions arbitraires, furent dissous et ses jugements révisés.

Nous savons que le traité d'Amiens avait ramené la paix en Europe et par voie de conséquence dans les Antilles. La Martinique et Sainte-Lucie rendue à la France, en vertu de l'article 3^{ème} qui rendaient à la République française et à ses alliés, « toutes les possessions et colonies qui leur appartenaient respectivement, et qui ont été occupées ou conquises par les forces britanniques, dans le cours de la guerre à l'exception de l'île de la Trinité ... »

L'article 10^{ème} ne concerne pas directement les Antilles mais il aura des conséquences importantes sur la suite des événements dans nos régions. Il concerne l'île de Malte et ses dépendances Gozo et Camino qui devaient être rendues à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem² (l'ordre de Malte). L'alinéa 4 prévoyait l'évacuation des troupes britanniques dans les trois mois qui suivraient l'échange des ratifications.

En réalité, la Grande-Bretagne n'avait pas l'intention d'évacuer Malte, poste stratégique majeur qui contrôlait tous les passages du bassin occidental au bassin oriental de la Méditerranée et Bonaparte de son côté voulait conserver sa position en Italie, en Suisse et aux Pays-Bas.

Dès le 18 février 1803, il eut une entrevue orageuse avec l'ambassadeur britannique. Le 8 mars, le roi George III demandait aux Communes les moyens financiers de préparer la guerre. Les relations s'envenimèrent et chaque partie se prépara à la guerre. Dès le 1^{er} mai, les Anglais donnèrent un ultimatum à la France exigeant l'évacuation des Pays-Bas en manifestant la volonté de conserver Malte. Le 12 et 17 mai, les ambassadeurs de la France d'un côté et de l'Angleterre de l'autre, regagnèrent leurs pays respectifs, le 20 mai Bonaparte constata la rupture du traité d'Amiens avec l'Angleterre et la guerre reprit.

Aux Antilles, les Anglais prirent l'initiative en attaquant Sainte-Lucie dès le 22 juin. Ernouf averti par les hostilités que la paix avait pris fin, en fit part aux habitants de la Guadeloupe par une proclamation solennelle publiée à Basse-Terre et à Pointe-à-Pitre et prit des mesures afin de faire face à cette nouvelle situation.

Au point de vue militaire, le général d'Houdetot fut nommé en Martinique où il arriva en déjouant les croisières anglaises en mai 1804³. Il fut remplacé en Guadeloupe par le général de division Ambert avec le titre de lieutenant du capitaine général.

La nomination de ce dernier en Guadeloupe était en réalité une mise à l'écart. Critique envers Napoléon, il était perçu comme opposant et son éventuel rival pour et par Napoléon. On estima prudent de l'éloigner du

2. A ne pas confondre avec l'ordre de Saint-Jean de Dieu dont les membres sont connus sous le nom des Frères de la Charité et qui était implanté en Guadeloupe sous l'Ancien Régime.

3. ANOM : C8A 109 F° 249, Houdetot : Rapport de sa traversée de Guadeloupe à la Martinique... 10 Prairial An 12, (10 mai 1804).

pouvoir. Nommé lieutenant du capitaine-général et commandant des troupes de Guadeloupe par arrêté du 13 décembre 1803, il reçut l'ordre de se rendre immédiatement à Rochefort. Là, il s'embarqua avec sa femme et sa fille sur la frégate *La Didon* et arriva à Basse-Terre le 25 avril 1804⁴. Se considérant comme proscrit, il adopta une attitude distante envers l'administration, préférant résider sur l'habitation *Le Fromager* à Capesterre dans laquelle sa femme, née Malartic, avait des droits.

Reçu avec faveur par les colons qui le considéraient comme faisant partie de leur caste du fait des liens familiaux de son épouse, il jouissait de toute leur estime et de leur confiance. Il était en quelque sorte leur représentant dans l'administration insulaire mais en contrepartie, ses relations avec le capitaine-général étaient devenues de plus en plus exécrables car ce dernier ne supportait aucune contestation et aucune critique à propos de ses décisions, lesquelles nous allons le voir, étaient pour le moins contestables militairement et moralement.

Au point de vue militaire, le général Ambert fut limité par sa subordination obligatoire au gouverneur qui conservait ses prérogatives de chef de l'armée alors qu'il avait des références prestigieuses qui auraient dû le placer au-dessus du chef de la colonie. On peut supposer que son exil et sa rétrogradation implicite explique son opposition larvée envers l'Empereur et son représentant local, le gouverneur Ernouf.

Sa fréquentation assidue des colons revenus d'émigration qui montraient des sentiments anglophiles ou tout au moins partisans du système britannique qui réservait plus d'autonomie à la classe dominante, confortait ses sentiments et accompagnait son revirement politique.

Les colons étaient travaillés par des créoles français qui se comportaient en véritables agents de la Grande-Bretagne. En novembre 1806, Bertolio faisait référence à une affaire qui avait défrayé la colonie ; l'affaire de Dubuc de Saint-Olympe. Celui-ci, visitait les habitations et répandait les pamphlets, les sarcasmes contre la France et contre l'Empire et ses dirigeants. Il avait écrit une « comédie » (sans doute satirique) qu'il lisait dans les réunions d'habitants.

Devant ces agissements, Bertolio le fit arrêter, conduire au fort de Basse-Terre et juger rapidement. Mis en liberté après le jugement, il fut expulsé en Martinique où il exerçait la profession de notaire.

Bertolio, informa le ministre et lui dit qu'il avait formé le projet de lui envoyer une copie « de la prétendue comédie » parce-que Dubuc s'était vanté de la lire lui-même (l'avoir lue ?) dans le cabinet de l'Impératrice. Il ne l'avait pas fait car il avait peur que son courrier fut intercepté par les Anglais et que le texte servit la propagande antifranaise de la Grande-Bretagne.

Bertolio fut l'objet d'attaques de la part des colons qui l'accusaient d'avoir agi de son propre chef et ces bruits se répandirent dans la Guadeloupe faisant de Dubuc de Saint-Olympe la victime de l'arbitraire du commissaire de justice et dédouanant de ce fait le gouverneur Ernouf. Aussi, Bertolio fit savoir à ses supérieurs ministériels qu'il avait agi sous les ordres écrits du capitaine-général et qu'il les conservait. Ce dernier

4. M. A. Lacour : *Histoire de la Guadeloupe*, op. cit. T. IV 43-44 et ANOM : C7A61 F° 333, 17 Floréal An XII (7 mai 1804).

trait doit nous faire penser que les habitants avaient perçu l'attitude ambiguë du gouverneur Ernouf qui, déjà, montrait des réticences face au pouvoir impérial.

Et Bertolio concluait en disant que « les pamphlets et les mauvaises plaisanteries ont cessé depuis que M. Dubuc est sorti de la colonie⁵... ». Cela a peut-être servi de leçon aux opposants qui se firent plus discrets.

Avec le recul, on sait qu'il avait vu juste quand il s'était débarrassé de Dubuc de Saint-Olympe. Il était l'agent actif des Britanniques qui ont su le récompenser en le nommant à la tête de l'Administration de la Guadeloupe au moment où cette dernière fut occupée. Cela donne également, une idée de l'état d'esprit des habitants et notamment de ceux qui étaient rentrés. Ils suivaient sans retenue aucune, la ligne politique définie par Dubuc de Saint-Olympe qui agissait pour les Anglais et qui préconisait un passage des îles sous la souveraineté anglaise, plus favorable à la classe des planteurs que celle qui était exercée par la France.

II – LES ESCLAVES ET LIBRES DE COULEUR

Le traité d'Amiens, nous l'avons vu, fut suivi d'une loi qui prévoyait le maintien de l'esclavage dans les territoires qui avaient été occupés par l'Angleterre⁶. L'esclavage ayant été aboli par un décret dans les autres territoires, l'arrêté consulaire du 16 juillet 1802 (27 messidor an X) le rétablit⁷.

Cependant, dans les faits, en Guadeloupe, il avait été précédé ; nous l'avons dit, de l'arrêté local de Richepance du 17 juillet 1802⁸ et l'arrêté consulaire qui fondait juridiquement ce rétablissement n'avait pas été promulgué dans la colonie même si pour ceux qui avaient été remis en esclavage, cela importait peu.

Tous les affranchissements furent soumis à vérification, notamment ceux qui étaient intervenus entre 1789 et 1794, époque où l'affranchissement avait été facilité et qui s'était caractérisée par la multiplication des libertés avant l'abolition de l'esclavage amenée par Victor Hugues. Le 9 septembre 1802, le préfet Lescallier prit un arrêté par lequel :

Art. 1^{er} Tous les individus noirs ou de couleur anciennement libres, soit par leur naissance ou par affranchissement antérieur à l'année 1789, sont tenus de présenter au préfet colonial leurs titres et patentes de liberté et d'affranchissement, ou les preuves de leur état, afin d'être vérifiés et reconnus.

Art. 2. Les individus de couleur ou noirs qui, soit par affranchissement sous seing-privé, soit par des actes des gouvernants, ou autres causes postérieures à l'année 1789, soit pour être venus du dehors, prétendent au même état de gens de couleur libres, sont tenus de se présenter au préfet

5. ANOM : C7A 65 F° 139, Bertolio : Affaire Dubuc de Saint-Olympe, le 28/11/1806.

6. Rétabli (Poursuivi puisque l'abolition n'y fut pas appliquée) par la loi du 20 mai 1802 (30 floréal an X) dans les territoires restitués à la France soit la Martinique, Sainte-Lucie et Tobago.

7. Promulguée en Guadeloupe en mai 1803 par Ernouf.

8. Précédé car Richepance ne pouvait pas avoir eu connaissance de la loi signée de la veille. Voir Jean-François Niort et Jérémie Richard : *A propos de la découverte de l'arrêté consulaire du 16 juillet 1802 et du rétablissement de l'ancien ordre colonial (spécialement l'esclavage) à la Guadeloupe*, Bulletin de la société d'Histoire de la Guadeloupe, n° 152, p. 31-59.

colonial avec les preuves, les motifs ou les titres qu'ils peuvent faire valoir, pour être examinés en conseil de préfecture et approuvés, s'il y a lieu, et leur état être assuré par une patente régulière signée du préfet.

Art. 4. Paiement d'une taxe de douze cents francs...

Ainsi le préfet ressuscitait les règlements qui avaient été contestés sous l'Ancien Régime et surtout, il mettait « à l'amende » les affranchissements qui avaient été accordés après 1789 alors qu'aux yeux de la loi, ils étaient parfaitement légaux.

Cela causa de grandes perturbations dans la nouvelle société qui se remettait difficilement des événements révolutionnaires.

Les libres d'avant 1789 qui remirent leurs patentes de liberté à la préfecture ne purent les récupérer qu'après le paiement « d'un droit de visa ⁹ ».

Ces iniquités eurent pour conséquence de multiplier les cas de « libres de savanes » qui vivaient dans un statut précaire et ce sont les anciennes lois et règlements qui s'appliquèrent¹⁰.

Plus tard, en 1815, cette philosophie fut expliquée aux nouvelles autorités françaises qui avaient repris (provisoirement) possession de la Guadeloupe. « Le régime des affranchissements était parfaitement déterminé par nos lois. Ce système ne pouvait être arbitraire. Un testateur, même sans enfants, ne pouvait accorder un trop grand nombre de libertés, et quand il le faisait (sic), sur les conclusions du ministère public le nombre en était réduit et restreint à des sujets qui le méritaient le plus... »

L'intérêt public exige que la classe des affranchis ne soit pas trop nombreuse et que l'affranchissement soit un objet d'émulation parmi les esclaves et la récompense de service réel. Dans des occasions d'éclat, l'esclave doit être racheté au maître et rendu libre.... »

Les « libres de savane » n'appartiennent « ni à la classe des libres, ni à celle des esclaves et flottent obscurément sans conditions entre ces deux classes qui n'admettent point d'intermédiaires¹¹... »

Cette attitude inique exacerba les tensions dans les relations sociales, entre les différentes classes de la société coloniale d'autant que le souvenir d'une liberté totale restait présent dans les esprits et l'aspiration au retour de cette période était très forte parmi les esclaves retournés dans les chaînes.

Un événement en Floréal an XII (avril 1804) illustre particulièrement cet état d'esprit.

Deux frégates la *Didon* et la *Cybèle* étant arrivées de France, le bruit courut à Pointe-à-Pitre qu'elles avaient amené « le commissaire Hugues et Pélage avec des troupes et qu'à la suite de grands événements qui avaient eu lieu en France, ils étaient chargés de donner, comme en 93¹², la liberté aux nègres. »

En même temps, la nouvelle que 6 nègres venus de Saint-Domingue avaient débarqué au Galion, se répandit dans le chef-lieu.

Un dénommé Léger, esclave de M. Blanchet Dubelloi de la Pointe-à-Pitre se rendit sur plusieurs habitations où il tâcha par des discours séditeux de soulever les ateliers. On remarqua que les noirs qui avaient

9. Lacour (M. A.) : *Histoire de la Guadeloupe*, op. cit. Tome III, p. 366- 371

10. Voir Lacour (M. A.) op. cit. Tome IV p. 438- 441.

11. ADG : 5J162 : Recueil des documents..... 15 mars 1815, p. 49-51.

12. Comme nous le savons, il s'agit en fait de 94 (1794).

été en ville étaient revenus avec l'enthousiasme le plus exalté et que leurs regards étaient « toujours en lune » c'est-à-dire pensifs et préoccupés, comme s'ils attendaient quelque signal.

Dans la nuit du 12 au 13 (2 au 3 mai 1804), la ville fut encerclée par les troupes de ligne et les milices. La fouille systématique permit l'arrestation de 200 noirs parmi lesquels se trouvait Léger. Ils furent interrogés. Et Ernouf concluait : « Les ateliers sont rentrés dans leurs devoir. Tout est tranquille¹³... »

Le 17 prairial an XII (6 juin 1804), le gouverneur expédiait en Métropole les textes de deux arrêtés pris le 30 floréal et le 8 prairial qui renforçait la répression envers les esclaves marrons ou séditieux qu'il commentait ainsi : « (les arrêtés) que j'ai cru devoir prendre pour maintenir la tranquillité intérieure et déjouer les projets de quelques chefs noirs que les événements malheureux de Saint-Domingue avaient enhardi... deux de ces principaux brigands arrêtés et exécutés, la presque totalité des nègres marrons sont rentrés dans l'obéissance et la plus grande surveillance continue à s'exercer sur tous les points de la colonie¹⁴... »

La peur d'une collusion entre les esclaves et les libres de couleur restait prégnante. Il semblerait que des affranchis prêtaient ou vendaient leur patente de liberté à des non libres. Aussi, les magistrats prirent un arrêté le 20 avril 1807 qui décréait la déchéance de la liberté contre ceux qui s'y prêtaient. Et ils concluaient : « La gravité des abus qui peuvent résulter pour le bon ordre et la sûreté publique et individuelle d'infraction criminelle exigeait des mesures répressives¹⁵... »

Alexander Cochrane, l'amiral anglais et frère de l'ancien gouverneur de la Dominique, connaissait bien la situation de conflit et de tension qui régnait dans les habitations entre les esclaves qui aspiraient à un retour à la situation qu'ils avaient connue lors de la période révolutionnaire et les blancs coincés entre leurs sentiments royalistes et leurs intérêts à maintenir une stricte discipline dans les ateliers.

Les Anglais voulaient semer l'anarchie et la zizanie dans une colonie à laquelle ils n'avaient pas renoncé et qu'ils voulaient conquérir dans un délai plus ou moins long.

Ils avaient recruté, comme nous le verrons plus loin, des esclaves déportés de la Guadeloupe étant soupçonnés de sympathie pour les insurgés de 1802. Selon Ernouf, Cochrane a fait « débarquer furtivement à la Guadeloupe des mulâtres autrefois chefs de brigands chargés de faire révolter les ateliers¹⁶... »

Les libres de couleurs restaient suspects. Ils revendiquaient les mêmes droits que les blancs pour leurs activités économiques et leurs propriétés. Cependant le Code civil publié dans la colonie le 7 Brumaire an XIV (29 octobre 1805) ne prévoyait pas de différences entre les citoyens. Les trois magistrats délibérèrent pour décider de ce qu'ils pouvaient faire pour limiter l'application de certains points pour les libres de couleur et

13. ANOM : C7A61 F° 93 : Le gouverneur Ernouf au Ministre depuis le camp de Boulogne, le 15 Floréal an XII (5 mai 1804)

14. ANOM : C7A61 F° 116, 17 prairial an XII (6 juin 1804)

15. ANOM : C7A66 F° 37 : Ernouf, Perichou-Kerversau et Bertolio au ministre, le 10 septembre 1807.

16. ANOM : C7A 67 F° 25 : Ernouf au ministre, le 25 mars 1808.

nègres libres, surtout pour les successions et donations comme aussi pour les enfants naturels. Ils décidèrent, que pour ces objets, le régime colonial d'avant 1789 s'appliquerait¹⁷.

L'un des éléments du résultat des délibérations des trois magistrats, après s'être félicité de la reconnaissance de l'égalité des citoyens français de la métropole avec ceux de la Guadeloupe, consistait à bien rappeler que dans l'application du code civil, seuls les blancs devront être concernés sur ce point.

La première remarque porte sur cet aspect :

« Le premier principe auquel ils se sont constamment attachés et dont ils ne s'écarteront jamais, c'est que la publication du code civil des français ne doit nuire en rien au régime colonial proprement dit tel qu'il existait en 1789 et qu'il a été remis en vigueur en l'an 11.

Ce régime repose essentiellement sur la distinction des trois classes d'hommes qui habitent la colonie, les blancs, les hommes de couleur affranchis et les hommes de couleur esclaves.

Cette distinction fondamentale est établie par des lois, des règlements et des usages qui ont acquis force de loi. Ces lois, ces règlements, ces usages seront scrupuleusement conservés.

La classe des blancs, la seule qui forme politiquement et civilement la colonie jouira toujours des mêmes droits et privilèges dont elle jouit depuis qu'elle a mis en valeur et qu'elle cultive le sol fertile de la Guadeloupe.

Lorsque les anciens monarques ont donné aux colons pour régir leurs droits civils la coutume de Paris, les ordonnances de Louis XIV et de ses successeurs, ces lois et ces ordonnances n'ont point troublé la possession de leurs droits et de leurs privilèges, il en sera de même du nouveau code civil qui au contraire ne fera qu'affermir et consolider leur ? ? ? actuel colonial et rendra pour eux la législation civile aussi invariable qu'elle est et le sera pour l'universalité des français.

Les hommes de couleur libres par l'affranchissement de leurs pères ou par leur affranchissement individuel qui forment la seconde classe des habitants de la colonie, recevront des nouvelles lois civiles la même protection que leur accordaient celles qu'elles vont remplacer. Tout ce qui assure leur liberté individuelle, la conservation de leur état d'affranchi, la possession des propriétés, la transmission par droits héréditaires dans leur descendance légitime, en général ceux des droits civils auxquels ils ont participé jusqu'à présent seront maintenus, mais rien ne dérangera la ligne de démarcation qui les sépare de la race blanche comme rien ne dérangera celle qui les sépare de la classe des hommes de couleur esclaves.

Cette troisième classe continuera à être régie par les anciennes lois coloniales actuellement en vigueur : l'édit de 1685 appelé vulgairement code noir modifié par les règlements subséquents et par des usages constants, le dernier code rural seront maintenus et mis de plus fort à exécution, nous ne parlerons pas des lois de l'humanité antérieures à l'esclavage et que rien ne peut abolir, de celles qui dictent aux propriétaires un intérêt bien entendu. Si quelqu'un était coupable de la transgresser, il provoquerait de justes châtiments et l'inadvertion (sic) prononcée de toutes les âmes honnêtes et sensibles¹⁸... »

17. ADG : 5j162 : Recueil de documents...

18. ADG : 5J162, Recueil des documents... *Publication du code civil des français*... le 7 Brumaire an XIV (29 octobre 1805), Ernouf, Kervreseau, Bertholio. Précédé des résultats des délibérations des trois magistrats. Le général Beckwith, précisera à nouveau la différence qui doit être maintenue entre les différences classes de la population. (voir ci-dessous)

Plus tard, lors du retour de la Guadeloupe à la France, il fut écrit que « Les trois magistrats crurent devoir accompagner cette publication d'un résultat de leurs délibérations qui avait pour but principalement d'empêcher les fausses applications des gens de couleur et nègres libres, surtout pour les dispositions en fait de successions et de donations comme aussi en ce qui concerne les enfants naturels¹⁹... »

III – LA RELIGION

Lorsque Victor Hugues arriva en Guadeloupe, il supprima purement et simplement la pratique de la religion dans la colonie. Les églises furent transformées en bâtiments publics (entrepôts et maison commune à Basse-Terre) ou abandonnées et les membres du clergé qui étaient restés après la dissolution des ordres religieux émigrèrent à la réserve de l'abbé Foulquier et du père Girolami qui exercèrent leur ministère clandestinement²⁰.

Après 1802, le culte fut rétabli. L'église Saint-François de Basse-Terre fut réconciliée²¹ pour la célébration des obsèques du général Richepance et le culte rétabli dans l'ensemble de l'île.

En 1806, au moment où la situation sociale semblait s'être stabilisée mais où la pression britannique sur la Guadeloupe se faisait de plus en plus forte, le général Kerverseau dans un rapport sur l'état général de la Guadeloupe, écrivait au ministre qu'il n'avait pas à se plaindre du clergé. Et il ajoutait « Il y a peu d'instruction véritable et encore moins de philosophie dans la tête des prêtres des colonies, mais il y a des mœurs dans les nôtres, ce qui est plus rare encore. Le vice-préfet²² est un homme d'un vrai mérite et très attaché au gouvernement. Il jouit de la confiance publique et il l'a méritée. Il serait difficile de trouver un sujet plus approprié au temps, aux lieux et aux circonstances²³... »

Le concordat y fut appliqué de façon partielle. Le 20 décembre 1807, à l'occasion de la mort du R. P. Trepsac, l'ancien supérieur de la mission dominicaine qui s'était réfugié dans la Martinique occupée par les Anglais pendant la Révolution avec une partie de l'atelier des habitations de son ordre, le gouverneur Ernouf, le préfet Perichou-Kervesau et le commissaire de justice Bertolio, élaborèrent un rapport qui faisait le point sur la problématique religieuse dans l'île.

Le père Trepsac était préfet apostolique des îles françaises du vent, il fut remplacé par l'abbé Foulquier qui était vice-préfet de la Guadeloupe, investi de la préfecture intérimaire.

Les magistrats rappelaient que les églises avaient été fondées par des ordres monastiques qui étaient dirigés par des préfets (en réalité les

19. ADG : 5J162, Recueil des documents 1815

20. L'un et l'autre étaient francs-maçons.

21. Dans la religion catholique, le bâtiment d'église est consacré et constitue un endroit inviolable. Quand il était « souillé » par des actes contraires à la religion, il devait être réconcilié lors d'une cérémonie qui re-consacrait le lieu de culte.

22. L'abbé Foulquier.

23. ANOM : C7A65 F° 92, Kerverseau au Ministre, le 28/11/1806.

supérieurs des missions) immédiatement institués par le Saint-Siège²⁴. Ils semblaient ne pas vouloir se rappeler que les monarques jusqu'à la Révolution, ne voulaient pas que l'on nommât des évêques dans les îles françaises car ils auraient été hiérarchiquement dépendants de l'archevêque espagnol de Saint-Domingue. Ils préféraient avoir affaire à des supérieurs de missions, français dont ils contrôlaient la nomination et la fidélité au trône.

Les magistrats reprochaient au système qui s'était réinstallé, une trop grande indépendance vis-à-vis du système impérial contrairement à ce qui était la règle en métropole. Après la signature du Concordat, le personnel ecclésiastique était directement sous la tutelle du pouvoir laïc.

« La hiérarchie lointaine que l'on doit toujours tendre à rattacher à la Métropole par les liens les plus forts et les plus multipliés ne le soient pas par le lien le plus puissant et le plus sacré, et en demeurent, pour ainsi dire isolées dans le point le plus essentiel par l'indépendance réelle et absolue de sa juridiction religieuse ? N'en résulte-t-il pas un inconvénient qui dans d'autres temps et d'autres circonstances peut devenir un danger ? Et ne serait-ce pas d'en sacrifier l'intérêt de l'Etat à des habitudes et des usages surannés et devenus sans objet que de laisser subsister une pareille incohérence ? ... »

Ici, ils font une comparaison avec la situation religieuse des colonies espagnoles, beaucoup plus vastes et dont « la population libre et la population esclave y sont en raison inverse de ce qu'on les voit dans nos îles. L'esprit général n'y est pas porté à l'insubordination et à l'indépendance de toute autorité ... ». Les membres du clergé sont décrits comme étant surtout préoccupés par la gestion de leurs immenses revenus et par la théologie et la liturgie alors qu'il « n'en serait pas de même parmi nous, où l'esprit public et surtout celui du clergé est si éloigné de cette apathique indifférence, où les libres et les esclaves ne sont pas encore bien remis de leurs longues agitations, où une étincelle peut occasionner de nouveaux embrasements, sans doute dans l'état présent de l'opinion et avec le génie qui nous gouverne, le fanatisme est peu redoutable. Mais il ne faut pas calculer pour un seul moment une institution, qui dès l'instant qu'elle existe, devient pour ainsi dire, indélébile... »

Il s'agit de conserver une autorité laïque qui ne soit pas concurrencée par une autre, religieuse à laquelle « la pompe, l'éclat et les décorations attachées en France à l'Episcopat... » feraient supposer par la population, le pouvoir de s'opposer au gouverneur.

Le message apostolique, dans la situation coloniale, est perçu comme une menace à l'ordre public. « On ne peut se le dissimuler ; les principes du régime colonial **et les maximes de la fraternité évangélique peuvent paraître à quelques âmes pieuses ne pas être dans une parfaite concordance**²⁵. Il ne faut pas moins que la force de l'habitude réunie à la raison d'état pour contenir la charité peu familiarisée avec nos usages, dans l'intérêt général de la sûreté publique prescrivant de la

24. Ils citent les capucins, les carmes et les jacobins (ou dominicains) et oublient les frères de la Charité qui étaient chargés de l'hôpital et les jésuites dont l'ordre fut dissous localement après 1763. Les supérieurs et les religieux étaient nommés par l'administration royale, nomination entérinée par le Saint Siège.

25. C'est nous qui soulignons.

renfermer. L'enthousiasme, plus que l'ambition, d'une tête mitrée pourrait allumer dans nos îles à sucre le plus terrible incendie, et la vertu sublime de Las Casas, si admirable dans l'histoire, y devenir la plus épouvantable des calamités.

Il nous faut donc des ministres révocables et dans la dépendance directe et immédiate du gouvernement, des ministres entourés du respect que commandent leurs augustes fonctions, mais non de cette pompe extérieure qui puisse armer d'orgueilleuses prétentions et faire illusion à des esprits faciles à égarer; des ministres relevant dans l'ordre hiérarchiques d'un chef placé sous l'œil et dans la main du gouvernement, d'un chef qui regarde comme sa règle unique, les maximes du clergé de France, qui dépende entièrement de la France et qui ne puisse reconnaître d'autre souverain que celui de la France... ».

Le fait que sans évêque on ne puisse ordonner des prêtres localement devient à leurs yeux un avantage car ainsi, les prêtres ne pourraient venir que de France où on les aurait préalablement préparés à leur sacerdoce dans un milieu particulier.

Ils demandaient donc que les préfets apostoliques fussent supprimés et remplacés par de grand-vicaires de l'archevêché de Paris et que le grand-vicariat de la Guadeloupe soit dévolu à l'abbé Foulquier « dont nous connaissons les lumières, les vertus et l'attachement à la France et à son gouvernement²⁶... ».

Ces longues citations étaient nécessaires car cette philosophie et les arguments qui ont été étudiés dans les ministères, vont fonder en grande partie l'organisation ecclésiastique qui a été conservée jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1848.

Le problème de l'encadrement religieux avait été posé deux ans auparavant par le bureau des Indes Occidentales du ministère de la Marine et des Colonies. Il s'en était suivi un échange de correspondance avec le ministre des cultes.

D'abord, le bureau attirait l'attention du ministre sur l'importance de la religion dans l'encadrement des esclaves, population dangereuse. « Le bureau croit dans son devoir de fixer, dans les circonstances actuelles, l'attention de Son Excellence, sur un des moyens politiques les plus efficaces de maintenir la tranquillité et la sûreté des colonies.

L'expérience a assez prouvé le pouvoir des idées religieuses sur l'esprit des esclaves pour qu'il ne soit pas superflu de s'arrêter ici sur cette vérité de fait.

Mais si dans tous les temps l'influence de la religion a été nécessaire comme moyen de gouvernement aux colonies où l'esclavage est établi, c'est surtout à la suite des orages politiques qui les ont agitées et qui peuvent les menacer encore que le besoin s'en fait le plus fortement ressentir.

Toute la correspondance de nos colonies s'accorde sur ce point comme sur la rareté actuelle de leurs prêtres²⁷.... ».

26. ANOM : C7A66 F° 54. Ernouf, Perichou-Kerversau, Bertolio au ministre de la marine et des colonies, le 20/12/1807.

27. ANOM : C8B²⁵ n° 90 : Rapport : Ministère de la Marine et des colonies, bureau des colonies occidentales, 4^{ème} jour complémentaire, An XIII (21 septembre 1805)

Pour la Guadeloupe, il y avait 33 paroisses avant la Révolution. Elles ont été réduites à 14 desservies par autant de curés dont un portugais, le P. Benedict, et 9 vicaires²⁸.

Ce rapport proposait la création d'une maison de mission pour l'Amérique et la création d'un évêché maritime.

Le courrier qui s'en suivit entre les deux ministères passa en revue toutes les options possibles, y compris une sorte de retour au passé en réattribuant au clergé les habitations domaniales qui avaient appartenu aux ordres religieux. La question d'un évêché pour les Antilles françaises fut très rapidement écartée car, comme nous l'avons dit précédemment, la pompe attachée à ce personnage ne semblait pas compatible avec la majorité des ouailles formée d'esclaves. Le fait que les évêques auraient dû être hiérarchiquement rattachés à l'archevêque de Saint-Domingue est aussi évoqué, mais d'après les échanges épistolaires entre les ministères, il n'y avait plus d'archevêque à Saint-Domingue depuis assez longtemps et il semble que l'on n'avait pas l'intention pour le moment d'en nommer un, la population et le clergé local s'y étant habitué. Cependant, il n'était pas question de courir le risque de se retrouver avec un évêque qui aurait pu avoir une influence « pernicieuse » sur la population servile et faire de l'ombre à l'autorité du gouverneur qui représentait le pouvoir impérial²⁹.

IV – HABITATIONS ET HABITANTS

Lorsque les émigrés rentrèrent, ils trouvèrent des habitations en ruines, les séquestres avaient surtout pensé à tirer un maximum de profits sans faire l'entretien nécessaire et la main-d'œuvre s'était évanouie, soit en rejoignant l'armée coloniale, soit en participant aux combats et notamment les derniers qui avaient été renforcés par des forces suppléatives, soit par les déportations ou tout simplement en étant parti tenter de vivre librement ailleurs, dans l'île même ou dans un autre territoire.

Ces émigrés avant de quitter la Guadeloupe avaient des dettes, lesquelles par la force des choses étaient suspendues mais dont les créanciers espéraient recouvrer non seulement le capital mais aussi les intérêts qui courraient depuis 1794. Aussi, les nouvelles autorités prirent des décisions en faveur des habitants afin de leur laisser le loisir de reconstruire leurs propriétés.

« ...Pendant cet intervalle, (écrivaient-ils) les propriétés étaient à peu près nulles pour les uns et pour les autres, à cause de la liberté générale qu'enfin toutes les propriétés venaient d'être dévastées et la plus grande partie incendiée par les effets de l'insurrection que pour donner aux propriétaires les moyens de rétablir leurs habitations, il fallait que les négociants ou capitalistes qui leur feraient des avances ne fussent point en concurrence avec les anciens créanciers sur les premiers revenus que produiraient les habitations, ce qui était un motif d'intérêt public... »

28. Arrêté du préfet colonial du 1^{er} vendémiaire an XI (23 septembre 1802)

29. Ce problème a été de nouveau débattu lors de la nomination d'un évêque dans les colonies alors que l'esclavage avait été aboli. (Voir mon ouvrage : *Saint-Pierre du Matouba : à l'origine de la commune de Saint-Claude*, Ed. Karthala, 2014.)

En conséquence, les trois magistrats prirent un arrêté le 5 frimaire de l'an XI (26 novembre 1802) par lequel ils suspendaient toutes les poursuites des anciens créanciers et décidaient que les intérêts de cette période ne seraient pas dus car « ils étaient représentatifs du fruit d'un fonds et tous les fonds de la colonie ayant été nuls par l'enlèvement de tous les bras et conséquemment de tous les moyens qui pouvaient les faire valoir... »

Cet arrêté de sursis a été ensuite développé et organisé par un autre arrêté pris par Ernouf le 13 messidor de l'an XI (2 juillet 1803). Les créances et les intérêts étaient gelés jusqu'à une décision du gouvernement qui statuerait autrement.

Une fois les combats terminés, le général Richepance prit quelques mesures pour rétablir l'ordre ancien.

Nous avons vu qu'il avait rétabli l'esclavage en Guadeloupe le 17 juillet 1802 en anticipant la réception et la promulgation de l'arrêté consulaire de Napoléon du 16 juillet³⁰. Ayant été emporté par la fièvre jaune le 3 septembre, le contre-amiral Lacrosse prit sa place. Devenu le seul chef de la colonie et avec le préfet Lescallier, il légiféra sur les sujets les plus divers qui avaient pour but de remettre la colonie en ordre de marche, y compris au niveau du statut des personnes et des propriétés.

Les habitations qui avaient appartenu à l'Etat furent donc l'objet de l'arrêté suivant :

« Le contre-amiral Lacrosse, capitaine-général et le conseiller d'Etat, préfet de la Guadeloupe et dépendances.

Arrêté concernant la jouissance illicite de terrains (sic) appartenant au gouvernement à divers titres.

Considérant qu'il existe plusieurs terrains reconnus propriétés nationales, comme ayant appartenu aux ci-devant Religieux établis dans le canton de la Basse-Terre, et qu'ils avaient rétrocédés à terme, sous l'obligation d'un cens annuel, ou d'autres redevances....

Arrêtent :

Article premier,

Tous les possesseurs ou détenteurs de terrains qui auraient appartenu à quelqu'époque que ce puisse être, aux ci-devant Capucins, Carmes ou autres corps religieux qui avaient existé ou qui existaient encore dans la colonie de la Guadeloupe, en l'année 1789, même ceux possédés par les ci-devant fabriques, curés de paroisse, ou qui peuvent être généralement qualifiés de Biens Nationaux, seront tenus de présenter, dans le courant de deux mois au directeur de la régie des domaines nationaux, dans le bureau le plus voisin de leur résidence.... Les titres et pièces justificatives de leur possession.

Le 23 brumaire an 11 de la République française (14/11/1802)³¹ »

Le 30 floréal an XI (20 mai 1803) un rapport fut envoyé au premier consul qui faisait le point sur les habitations nationales. « Il existe », disait-il, « 5 habitations provenant des pères blancs³² et des frères de la Charité.

30. Voir à ce sujet l'article de Jean-François Niort et Jérémy Richard : *A propos de la découverte de l'arrêté consulaire du 16 juillet 1802 et du rétablissement de l'ancien ordre colonial (spécialement l'esclavage) à la Guadeloupe*, Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, n° 152, janvier-avril 2009, p. 31-59.

31. ANOM : C7A58, arrêté...23 brumaire an 11 (14/11/1802).

32. Il s'agit naturellement des dominicains appelés ainsi en raison de la couleur de leur habit en opposition aux jésuites qui étaient en noir.

Le préfet les présente comme fort délabrées (à l'exception d'une) par suite de leur location. Elles se composent de 235 carrés en culture dont 33 en coton, 22 en vivres et le reste en cannes exploitées par 771 noirs.

Elles produiront cette année 413 000 L. argent colonial, qui seront à peu près absorbées, soit par les dédommagements à donner aux fermiers précédents, soit par les réparations et augmentations à faire.

Le préfet jugeant le régime des fermes ruineux, s'est décidé à résilier les baux & à confier l'exploitation à des géreurs, il espère que ces cinq habitations pourront contribuer l'année prochaine aux dépenses de la colonie pour au moins 400 000 L.

L'expérience prouve l'abus de toute gestion ou régie de bien, sous les ordres immédiats d'une administration quelconque.

Le régime des fermes n'est pas essentiellement ruineux, puisque de l'aveu du préfet, il revient des dédommagements assez considérables à quelques-uns des derniers fermiers. Si quelques autres ont laissé dépérir la chose qui leur était confiée, c'est que leur gestion n'a point été suffisamment surveillée par l'administration des domaines nationaux qui avait la faculté de résilier les baux, à défaut de réparations ou d'entretien convenable par les adjudicataires.

Je propose de réaffermir, à l'enchère publique sur cette base et pour trois années.

La surveillance du Préfet, bornée à cinq établissements sera bien plus efficace que ne l'a été celle de l'administration des domaines nationaux qui avait à se partager entre plus de 800 habitations ou maisons.

Si vous approuvez cette disposition, Citoyen Premier Consul, je donnerai des ordres pour son exécution.³³ »

L'approbation étant sans doute venue, le préfet Lescallier, s'appuyant sur l'arrêté des consuls de la République du 16 fructidor an X qui ordonne la résiliation des fermes d'habitations fit résilier celles des habitations nationales. Les procès-verbaux des reprises de possession et les opérations nécessaires ont été faites par le directeur des domaines nationaux, le contrôleur et le commissaire de quartier, assistés de quelques habitants notables comme experts.

Toutes, écrivait-il, sont délabrées et il faudra faire de gros travaux entraînant de fortes dépenses pour les remettre en état de produire, sauf celle dite de l'hôpital (Saint-Charles) qui était louée par le citoyen Courtois, riche particulier et négociant de Pointe-à-Pitre qui a fait les dépenses nécessaires, les réparations quand cela le nécessitait et a maintenu le cheptel en bon état, ce qui fait qu'il a droit à un fort dédommagement.

Les habitations furent remises à de nouveaux locataires, choisis par une commission formée d'habitants et d'administrateurs. D'abord Dollé³⁴ dont la gestion sera assurée par le citoyen Redaud, commissaire adjoint et receveur de l'imposition de Trois-Rivières. « Il a de l'honnêteté et est expérimenté aux travaux d'habitation ».

Saint-Charles dite l'hôpital et Bisdary seront ensemble, remises au citoyen Bonnet « qui a géré avec distinction celle de l'hôpital ». Les deux habitations étant contigües, ses moyens seront mis en commun et un

33. ANOM : C7A82, dossier 79, F° 5 : Rapport au gouvernement, Paris le 30 floréal an XI (20 mai 1803) au Citoyen Premier Consul, Ministère de la Marine et des colonies (non signé).

34. Dolé, Doley ou Dollé. Les trois orthographes sont utilisées.

sous-ordre sera établi à Bisdary. Les deux entités restaient donc séparées sous une direction commune³⁵.

Le courrier qui s'ensuivit entre les deux ministères, celui des colonies et celui des cultes, passa en revue toutes les options possibles, y compris une sorte de retour en arrière en réattribuant au clergé les habitations domaniales qui avaient appartenu aux ordres religieux.

Dans la période qui précéda la dernière occupation anglaise, ces différentes habitations étaient encore toutes du domaine de l'Etat. En 1808, un bordereau détaillé des immeubles appartenant à l'Etat fut dressé et il comportait les habitations-sucreries Saint-Charles, Bisdary et Dolé, plus un terrain affermé à « Walkanar » appartenant au gouvernement et au Baillif, les habitations de Petit-Marigot et Grand-Marigot³⁶. Elles étaient toutes affermées pour 5 ans, les deux premières à M. Vaultier de Moyencourt, la troisième à MM. Moyencourt frères, Baillif d'en bas (Petit Marigot) à M. Lescaméla et Baillif d'en haut (Grand Marigot) à M. Avril jeune³⁷.

V – GESTION FINANCIÈRE

A son procès, on a reproché au gouverneur Ernouf d'avoir abusé de sa situation en instituant des impôts dont il a utilisé le produit pour son propre compte.

En 1805, sur instructions du commandant de la garde nationale approuvées par le capitaine-général, on pouvait être dispensé de son tour de service moyennant une rétribution de 3 livres par tour de service, alors que la présence d'un esclave suffisait. Sans doute un esclave de toute confiance, proche de celui qui aurait dû monter la garde. Afin de s'assurer une rentrée d'argent, cette possibilité fut transformée en une taxe d'une gourde par tête de nègre ce qui a produit 300 000 francs dont le capitaine général paraît s'être réservé l'emploi. Le revenu n'a pas été utilisé pour l'objet annoncé mais attribué à l'Etat-major et le service de la garde nationale ne fut point suspendu.

En 1806 il décida la levée d'un impôt de 250 000 francs pour financer la réparation des fortifications. En fait les travaux n'ont pas été faits et le peu de travail effectué sur les fortifications l'a été par des esclaves requis qui n'ont pas été salariés.

Cette succession de ponctions sur les habitants amenait un fort mécontentement dans la population au moment où on aurait dû, face à la menace anglaise, rassembler toutes les forces vives de l'île.

Les finances étaient un point essentiel du fonctionnement de l'administration. L'une de ses ressources importantes après l'impôt était la perception des droits de douane. Celle-ci était gérée par un système de régie administrative qui avait été mis en place par Lacrosse et était prise par le préfet Lescallier car elle permettait de contrôler directement les entrées

35. ANOM : C8A F° 101, Lescallier Daniel, préfet de la Guadeloupe au ministre, Basse-Terre, le 13 ventôse an XI (4 mars 1803)

36. ANOM : Section géographique, Guadeloupe, C43 D 339, bordereau n. 10. Domaine de l'Etat, quartier de la Basse-Terre. 1808.

37. ANOM : C43 D339, Mémoire pour la régie des biens des absents de la Guadeloupe, le 29 janvier 1814.

d'argent dans les caisses. Six mois après l'arrivée du capitaine-général Ernouf celui-ci voulut passer à l'affermage par adjudication. Le préfet s'y opposa ce qui fut un des motifs cachés de son renvoi en France. Le nouveau préfet par intérim, Roustagnenq ne pouvait s'opposer à la volonté d'Ernouf. Il adjugea la douane pour 1 560 000 livres coloniales la première année, 2 500 000 la deuxième année et 2 700 000 la troisième année, augmentations qui étaient répercutées sur le commerce local. Les commerçants locaux faisaient des offres de surenchères en pure perte, le Sieur Mallespine, protégé par le chef de la colonie, obtenait à chaque fois la ferme des douanes. Les plaintes qui furent envoyées en Métropole finirent par faire leur effet et Ernouf reçut l'ordre de résilier le bail.

Le sieur Mallespine était l'homme de paille du gouverneur, son prête-nom, « l'intermédiaire de toutes les opérations obscures, de toutes les spéculations de la cupidité. C'est par les mains de cet agent que se faisaient les approvisionnements de la colonie. Ces approvisionnements qui précédemment s'opéraient par les soumissions du commerce, se firent sans nécessité comme sans mesure par la préemption, moyen qui arrachait à vil prix les denrées des mains des habitants pour en revendre le surplus aux neutres sur le taux le plus élevé, opération désastreuse qui d'une part appauvissait l'habitant que l'on soumettait à une double ruine en vendant et en rachetant et qui de l'autre absorbait le revenu public, Mallespine étant exactement payé de ses fournitures en espèces... »

Le conseil d'enquête sur la capitulation de la Guadeloupe concluait sévèrement pour le gouverneur dans les termes suivants : « Le conseil ne se croit pourtant pas autorisé à une réticence absolue sur les rapports et mémoires rejetés de l'enquête. il est de son devoir de dire qu'ils tendraient, en y ajoutant quelque foi, à dépeindre le général Ernouf comme inhumain, cupide et concussionnaire, comme s'étant placé par la déprédation dans une espèce d'état de révolte contre une colonie qu'il avait cependant à défendre et à protéger, comme s'étant créé des moyens illícites de fortune par le monopole qui desséchait la Guadeloupe et par l'armement en course qui appauvissait la population, comme ayant par tous les genres d'exactions dénaturé le caractère libéral dévoué et courageux des colons, enfin (et malheureusement) une note secrète envoyée par un ministre de Sa Majesté ajoute à la présomption comme s'étant mis dans le cas de faire suspecter sa fidélité à son Prince.

En effet, n'est-ce pas s'exposer à la suspicion comme à la censure publique lorsque pressentant de loin, des projets d'invasion, on laisse détruire les seuls moyens de les faire échouer, lorsqu'on se met dans l'impossibilité morale et physique d'être fortifié de la masse des colons pour la défense commune, lorsqu'on laisse débarquer l'ennemi sans lui faire sentir ce qu'il en coûte pour réduire des français, lorsqu'on ne fait que des démonstrations de défense tardives et insignifiantes, lorsqu'enfin on ne se présente réellement de sa personne à l'ennemi que surprise dans un quartier général heureux encore d'être admis à capitulation³⁸. »

38. ANOM : C7A70 F° 178 : Rapport du conseil d'enquête sur la capitulation de la Guadeloupe, le 15 février 1812.

DEUXIEME PARTIE

La Guadeloupe sous les armes

I – LE PERSONNEL ADMINISTRATIF ET MILITAIRE

Ernouf arrivait pour diriger une administration qui était en place et qui s'était installée dans la guerre et à la suite des combats contre les rebelles. Les principaux personnages avaient le même grade que lui. Au niveau hiérarchique il avait l'avantage sur eux car il était, en outre, capitaine général, titre qui avait remplacé celui de gouverneur. Cependant, les premiers jouissaient dans la population qui avait repris la prépondérance, d'un prestige qu'il ne pouvait égaler, d'autant qu'une partie revenait d'émigration et que les autres avaient acquis une situation matérielle qu'ils avaient peur de perdre. Aussi, il semblerait qu'Ernouf fit tout pour se séparer des principaux personnages de l'administration qui pouvaient limiter son pouvoir personnel. Nous avons vu que Lacrosse avait rapidement quitté la Guadeloupe pour la France. Il ne pouvait pas décemment rester en Guadeloupe alors qu'on lui reprochait, sans le dire ouvertement, sa responsabilité dans le déroulement tragique des événements. Le pouvoir national après avoir montré qu'il était resté le seul représentant légal malgré le coup de force de l'armée coloniale, désirait tourner la page en le faisant remplacer par un général qui n'avait pas été impliqué dans les affaires antillaises¹.

Il devait aussi supporter les autres administrateurs qui accompagnaient la reprise en main et en premier lieu le préfet Lescallier. Celui-ci avait pris des décisions impopulaires et notamment celles concernant le recouvrement des impôts. Il avait de nombreux ennemis dans la colonie. Ernouf, sous prétexte d'un congé de santé le fit repartir en France le 5 octobre 1803 et nomma à sa place l'ordonnateur Roustagnenq qui exerça ces fonctions jusqu'à l'arrivée du nouveau préfet titulaire, le général Kerverseau.

Afin d'être sûr qu'il ne reviendrait pas, le 29 vendémiaire An XIII (21 octobre 1804) Ernouf envoya un rapport peu élogieux sur l'ancien préfet² et le 17 vendémiaire an XIII (9 octobre 1804) Napoléon rappelait à Decrès qu'il n'y avait plus de préfet en Guadeloupe. Il lui demandait de désigner une personne pour remplir le poste « et que ce soit un homme de probité à toute épreuve dans le genre de celui envoyé à la Martinique³ ».

Nous avons vu que la nomination du général Ambert en Guadeloupe avait été perçue par ce dernier comme une mise à l'écart par l'empereur. Cependant, très rapidement, il pensa à lui dans la réorganisation de

1. Hélène Servant : *Le cas Lacrosse* in 1802 en Guadeloupe et à Saint-Domingue : réalités et mémoire, actes du colloque de Saint-Claude, 2-3 mai 2002, p. 13-30, Société d'histoire de la Guadeloupe, 2003.

2. ANOM : C7A61 F° 140, le 29 vendémiaire an XIII : Ernouf, rapport sur le préfet Lescallier.

3. BNF : *Correspondance de Napoléon I^{er}*... Volume X, p. 23.

l'administration des îles du vent pour une promotion sur place tout en le laissant loin de la Métropole et sous le contrôle du général Ernouf.

Il avait pris un décret par lequel il faisait revenir l'amiral Villaret en France pour prendre le commandement des escadres mais celui-ci ne devait pas quitter la Martinique avant l'arrivée du général Ernouf pour le remplacer. Ce dernier était promu capitaine-général commandant des forces françaises aux îles du vent avec obligation de séjourner en Martinique et la Guadeloupe devait rester également sous ses ordres. Le général de division Ambert devenait capitaine-général de la Guadeloupe sous les ordres du capitaine général des forces françaises des îles du vent. Les officiers généraux de terre de ces colonies devaient être répartis de telle sorte qu'il s'en trouve au moins un à la Guadeloupe pour prendre le commandement en cas de décès du général Ambert. Ces ordres arrivèrent par la frégate *Le Président*⁴ mais ne furent pas suivis d'effet, l'amiral Villaret refusant de quitter la Martinique⁵.

Un peu plus loin, nous comprenons les raisons de ces dispositions. L'empereur était satisfait de l'action du général Ernouf et notamment de l'organisation de la course basée en Guadeloupe, ce qui n'avait pas été fait en Martinique. Il faut dire que dans la première île, il y avait une tradition qui avait donné toute sa mesure lors de la Révolution ce qui n'était pas le cas dans l'île voisine qui pendant ce temps était occupée par les Britanniques et dont la bourgeoisie s'était renforcée lors de cette période. Elle était peu désireuse de se mettre la marine anglaise à dos et aurait eu plutôt tendance à pactiser avec les marchands anglo-saxons au profit des uns et des autres.

Napoléon demandait qu'Ernouf « établisse à la Martinique un système relatif aux corsaires, tel que celui de la Guadeloupe, qui a fait tant de mal aux Anglais et qui a si puissamment contribué à son approvisionnement. ... » Il désirait également que les prérogatives des préfets coloniaux fussent maintenus, que le nouveau préfet mette fin aux dilapidations et qu'il établisse une taxe sur la sortie des denrées coloniales afin que les colonies se suffisent à elles-mêmes.

Dans le même élan, il faisait part de la crainte de l'attaque de la Martinique l'hiver suivant et désirait donc que le général Ernouf répartisse les troupes ainsi : 5/7 en Martinique et 2/7 en Guadeloupe⁶.

Cependant, cette organisation voulue par l'Empereur ne s'appliqua pas, les intérêts personnels et les susceptibilités des uns et des autres firent en sorte que l'organisation administrative se poursuivait comme par le passé.

Le général Ambert resta sous les ordres d'Ernouf qui lui-même resta capitaine général de la Guadeloupe. Les relations entre les deux hommes s'envenimèrent et au moment où le commandant des troupes aurait dû agir de concert avec le chef de la colonie, celui-ci demanda et obtint sa

4. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}*... Volume XI, p. 112, Napoléon à Decrès le 4 fructidor an XIII (22 août 1805)

5. L'amiral Villaret a-t-il refusé de quitter la Martinique ou les Martiniquais ont-ils fait pression pour le conserver comme capitaine-général ? Il nous semble que c'est un point à éclaircir.

6. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}*... Volume XI, p. 112, Napoléon à Decrès le 4 fructidor an XIII (22 août 1805)

destitution de son grade de général de division par décret impérial du 19 mai 1808. Il en fut avisé sur son habitation *Le Fromager* à Capesterre le 23 août⁷ quitta la Guadeloupe le 29 octobre suivant par le navire *L'Impératrice bien aimée*⁸.

Pour le remplacer, le gouverneur nomma son aide de camp, le colonel Faujas, commandant des troupes et le colonel Juéry, chef d'Etat-Major⁹. Dans la foulée, il demandait le grade de général de brigade pour le premier¹⁰. Il avait ainsi, sous sa main et à sa dévotion, des personnes qu'il pouvait mieux contrôler et qui n'avaient pas les moyens ou la volonté de se mettre en travers de son chemin, notamment pour ses activités occultes.

Le général Ambert, plus tard, critiqua sévèrement les initiatives prises par le gouverneur devant la menace anglaise, mais on peut se demander s'il aurait été plus efficace lors de l'attaque anglaise. Les habitants qui virent sa destitution comme une marque de défiance envers eux, l'auraient-ils suivi s'il avait été encore chef des armées de la colonie ? Et lui-même aurait-il vraiment combattu contre un ennemi qui promettait le rétablissement de la monarchie ? Rien n'est moins sûr.

II – LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Lorsque qu'Ernouf arriva en Guadeloupe, il trouva, nous l'avons dit, une Guadeloupe ruinée économiquement, désorganisée et démantelée au niveau social. Il s'en plaignit en haut lieu, rappelant que les caisses étaient vides. Son prédécesseur ne lui avait laissé que deux registres, quelques cartes et aucun mémoire ou renseignement sur la colonie. De plus, en 1801, Lacrosse avait emprunté au gouverneur espagnol de Caracas, 277 350 £, somme qui n'avait jamais été remboursée. Cette dette a été convertie plus tard en marchandises (coton, indigo et chevaux) mises partiellement à la disposition du gouvernement de la Guadeloupe¹¹.

L'exercice budgétaire de l'an X accusait un déficit de 443 225 francs pour 807 606 francs de recettes. Le brick *L'Ecureuil* qui convoyait 400 000 francs en numéraire avait disparu en cours de route et une somme de 300 000 francs, déposée à Nantes à l'intention de la Guadeloupe, ne fut jamais expédiée. Une autre de 600 000 francs mettra quinze mois avant de parvenir à bon port. La colonie manquait dramatiquement de liquidités.

Le nouveau capitaine-général tira des traites d'une valeur d'un million de francs sur le Trésor national afin de payer les militaires sans soldes depuis 5 mois ainsi que d'autres créanciers qui le pressaient de plus en plus. Les habitations nationales anciennes propriété des ordres religieux ne rapportaient plus rien.

7. ANOM : C7A67 F° 213 et 214, 26/8/1808 et 23/8/1808.

8. ANOM : COL D2C 284 F° 3 : Officiers militaires de la Guadeloupe et dépendance (1802-1808). Il fut perçu avantageusement dans le rapport sur la capitulation de la Guadeloupe, il fut remis en activité dans son grade le 17 avril 1812.

9. ANOM : C7A67 F° 215, 26/8/1808

10. ANOM : C7A67 F° 216, 1/9/1808.

11. ANOM : C7A61 bordereau 30 Pluviôse an XII (20 février 1804).

A quelques jours de la rupture de la paix d'Amiens il décida de déporter à Saint-Domingue, le chef de bataillon Irénée Delacroix ainsi que 9 autres officiers du 2^{ème} bataillon de la 66^e demi-brigade. Il précisait au Ministre de la marine qu'il s'agissait d'un acte d'autorité, Delacroix avait été sanctionné par Villeneuve après l'expédition avortée de Saint-Thomas¹².

Le capitaine Lacroix était impliqué dans la déportation des noirs révoltés, adulé par ses hommes prêts à se mobiliser à sa demande. A l'arrivée d'Ernouf il lui avait fait savoir qu'en réalité c'était lui qui était le vrai chef de la colonie. Peu avant l'arrivée d'Ernouf, ses fidèles lui avaient offert une épée en or au nom de « la Basse-Terre reconnaissante ». Il avait réactivé un parti blanc (entretenu par les Anglais ?) et était propriétaire d'un café à Basse-Terre où se réunissaient les officiers qui ont été déportés avec lui et beaucoup de petits blancs. Il avait pour habitude de faire arrêter en ville tous les noirs prétextant qu'ils étaient sans permission pour les faire travailler sur une habitation de l'Etat dont il était locataire. Il était aussi propriétaire de trois navires de commerce payés en partie avec des fonds (40 000 £) puisés dans les caisses de l'armée (l'un des bâtiments était destiné à la traite et les autres à la course). On le soupçonnait d'être à la solde des Anglais et d'avoir préparé pour leur compte, un complot devant précipiter la Guadeloupe dans un désordre général avant la venue d'Ernouf.

III – LA COURSE, LES ARMES

A la mort du général Richepanse, le personnel et le matériel de l'artillerie étaient dans la meilleure situation possible. L'équipage de campagne consistait en cent pièces de bronze ou environ, mais sous le gouvernement du général Ernouf, tous ces moyens en grande partie furent dénaturés et dirigés vers l'armement de la course.

Le commandant de l'artillerie se prêtant pour son propre intérêt aux vues du capitaine général ne fit plus construire à l'arsenal que des affûts à coulisse ou des affûts marins propres à l'armement des corsaires. Il devint lui-même armateur et pour compléter ses équipages et ceux des corsaires dont le capitaine général était propriétaire ou sur lesquels il avait des intérêts, on disposait des troupes de marine et de ligne. Jusqu'à 500 hommes de ligne ont été mis sur les bâtiments armés en course et perdus pour la défense de la colonie.

Cet armement de nombreux corsaires explique la disparition de la presque totalité des pièces de campagne.

Des armes et des munitions avaient disparu des arsenaux et avec d'autres objets expédiés à Caracas sous le prétexte de secours demandés par le gouverneur espagnol de cette colonie. Or, cette demande paraît avoir été provoquée par le capitaine-général et divers témoignages laissent penser que cet envoi n'était qu'une spéculation au profit personnel du gouverneur.

Ernouf reconnut l'envoi à Caracas 40 milliers de poudre, 3 000 fusils et 10 pièces de campagne à la demande du gouverneur espagnol de Caracas qui craignait d'être attaqué par Miranda.

12. ANOM : C7A59 : Dépêche ministérielle du 21 floréal an XI (11 mai 1803)

De plus, il avait autorisé les capteurs du navire anglais *Le Neptune*, chargé d'approvisionnement de guerre et capturé par les corsaires de conduire à Caracas, deux pièces de 6 et 6 000 fusils de calibre anglais en prétendant que cette opération était du ressort de la direction de l'artillerie.

Trois chargements eurent lieu :

- 1) Pour la Guayra par le Sr. Paris produisit net 288 000 francs,
- 2) Par l'ordonnateur Privats, 1 000 fusils français, 4 pièces de 4, 4 milliers cinq cents livres de poudre de 1^{ère} qualité, 10 000 pierres à feu et de 198 gibernes pour 145 600 Francs.
- 3) Par le même : 450 fusils français, deux milliers de plomb laminé, deux milliers de poudre de 1^{ère} qualité, et 236 gibernes pour 63 900 Francs.

Vendus à M. Jove, négociant à la Guayra, retour à Basse-Terre en quadruples, indigo, café et autres denrées.

D'autre part, une goélette commandée par un certain Dom Pedro, fut chargée de fusils pour les amener à Saint-Thomas.

Une autre vente de 800 fusils extraits des arsenaux fut faite au Sr. Servient et expédiés pour la traite au Sénégal,

Une autre vente au Sr. Marc Solied de la Basse-Terre et d'autres encore à plusieurs armateurs.

Les armes ont été vendues alors que le capitaine général déclarait la colonie en danger et annonçait en France qu'il manquait d'armes et de munitions. En réalité, pour des raisons d'enrichissement personnel, le gouverneur avait vidé les arsenaux de la colonie et la laissait sans défense face aux Anglais qui, naturellement, étaient au courant de ces transactions, soit par leurs espions sur place, soit par les nouvelles qui arrivaient des lieux de vente.

IV – PREMIÈRE ALERTE

Le 10 mai 1807, les renseignements arrivés au gouverneur indiquaient que l'attaque de la Guadeloupe était proche. On lui annonçait l'arrivée d'une escadre avec 10 000 hommes dans la perspective d'une attaque de la Martinique et de la Guadeloupe. Tout semblait montrer que les territoires britanniques proches étaient mis en condition pour fournir tous les hommes nécessaires à un débarquement dans les territoires français. La loi martiale fut proclamée à Antigue et à la Dominique et l'attaque de la Guadeloupe avait été, selon les espions, annoncée pour le 24 janvier 1808.

Face à cette menace, toutes les forces disponibles avaient été mobilisées et notamment les libres de couleur (les chasseurs libres de couleur) qui avaient reçu l'ordre de se rendre sur les lignes de défense. De plus, on avait fait une levée de 1 000 nègres sur les habitations de la Grande-Terre. Ceux-ci ont été employés aux travaux à faire sur toute l'étendue de la ligne de défense. Il était prévu de les armer en cas d'attaque.

Ces esclaves réquisitionnés furent répartis dans les diverses armes : une partie au Génie et à l'artillerie et le reste entre les diverses compagnies des régiments de ligne.

Ces esclaves étaient arrivés sans habillement adéquat, il a fallu pourvoir à leur habillement et à leur subsistance ainsi qu'à celle des chasseurs

libres ce qui a causé une dépense extraordinaire de 72 000 francs et une augmentation de 1 500 rations par jour pour 5 000 hommes pendant 4 mois.¹³

Cette initiative lui a été reprochée lors de l'analyse de la capitulation de la Guadeloupe. Cette levée de 1 000 esclaves, dit-on, n'a pas été utilisée comme il l'avait annoncé pour élever des fortifications mais pour faire de nouveaux chemins autour de la maison de campagne du capitaine-général (Le Matouba) et à d'autres travaux absolument étrangers à la défense de la colonie. Ils ont été perdus pour leurs propriétaires.

En 1809 un nouvel appel de 1 500 nègres avait été fait et en janvier 1810, il n'en restait plus que 750 sous les armes.

13. ANOM : C7A66 F° 7, le 10/5/1807.

TROISIEME PARTIE

Attaque Britannique contre la Guadeloupe

I – OCCUPATION ET TENTATIVE DE REPRISE DE MARIE-GALANTE

L'occupation de la Guadeloupe fut la touche finale d'un encerclement qui commença bien auparavant.

Les Anglais occupèrent d'abord les dépendances qui étaient mal défendues, encerclant la Guadeloupe ce qui leur permit de renforcer le blocus de l'île. L'amiral anglais, Alexander Cochrane, ayant besoin d'un lieu où il pourrait débarquer les malades des vaisseaux chargés d'empêcher toute entrée et sortie des navires de Guadeloupe, occupa les deux petits îlets nommés Petites Terres au large de la Pointe-des-Châteaux. Ils constituaient également un lieu idéal pour observer le trafic qui se faisait avec la Désirade et Marie-Galante et pour intercepter le commerce qui venait du large, de l'Europe, d'Afrique ou d'Amérique, obligeant ces deniers à utiliser la Côte sous le Vent, moins propice au trafic à cause de l'irrégularité du vent.

Dans le courant de février 1808, il occupa donc ces îlets qui devinrent une rade (difficilement utilisable pour des navires d'un fort tirant d'eau et quoiqu'il en soit, d'une superficie restreinte) et y établit un hôpital anglais¹.

Le 2 mars suivant, le capitaine, Pigot était en croisière sur les côtes de Marie-Galante avec une frégate et deux bricks. Il envoya à terre un détachement composé de matelots et de soldats de marine pour ramasser du bois et se procurer des vivres frais. Le détachement débarqua à Folle Anse à quatre kilomètres de Grand Bourg tout près de la batterie *La Maréchale* chargée de défendre la plage. Les Anglais étonnés de ne déclencher aucune réaction par leur présence, s'en approchent avec précautions craignant de tomber dans un piège. Arrivés au pied de la batterie, ne voyant toujours rien, ils y pénètrent et à leur grande surprise, ils n'y trouvèrent personne. Les canons étaient prêts à servir, les boulets à proximité mais comme il n'y avait plus de poudre disponible, le commandant de l'île avait ramené les défenseurs sur le chef-lieu.

Devant cette situation insolite, le commandant anglais marcha sur Grand-Bourg qui n'était gardé que par une douzaine de soldats. Normalement, à l'approche des ennemis, la garde nationale qui avait remplacé la milice aurait dû se rassembler mais comme on était dans la période du mardi gras, tous les soldats et les officiers avaient passé la nuit du 1^{er} au 2 mars à danser et on en était au dernier quadrille lorsque le son du violon fut interrompu par le son d'un clairon. Les danseurs se mirent à la fenêtre et on apprit que les Anglais avaient fait prisonnier les douze soldats de la garnison et qu'ils étaient maîtres de la ville. M. Raynal de Saint-Michel se rendit comme parlementaire auprès du capitaine Pigot et signa une capitulation.

1. Cet hôpital (à notre avis) ne pouvait être que provisoire et limité, vue la difficulté d'abordage de ces îlets soumis à des conditions de mer souvent difficiles.

Le 14 mars, le gouverneur Ernouf faisait part au ministre de la prise de Marie-Galante par les Anglais sans s'attarder sur la manière dont cela s'était fait mais il faisait remarquer que cela allait augmenter les difficultés de communication avec la Martinique et il avait écrit au gouverneur de la Martinique afin qu'il prévienne les capitaines de navires de la chute de Marie-Galante et qu'il fallait qu'ils passent par les Saintes².

Le 25 mars il exprimait son désir de reprendre l'île « où l'ennemi a laissé une garnison de huit cents hommes » dès qu'il aurait reçu des renforts. Il ajoutait qu'il aurait aimé agir avant que l'ennemi n'ait eu le temps de se fortifier³.

Les Anglais étaient de plus en plus pressants et préparaient la population à une attaque afin qu'ils ne résistent que mollement.

Ainsi, le 2 avril le gouverneur rendait compte du débarquement des Anglais sur l'îlet de Cavanne (Cayouane)⁴ dans le canton de Sainte-Rose. Ils avaient envoyé à terre et à plusieurs reprises les barges qui appartenaient à la frégate *La Blonde*. Les Anglais s'étaient entretenus avec des particuliers de Sainte-Rose. Dès qu'il en fut averti, le gouverneur se rendit sur place, fit arrêter les personnes qui avaient parlé avec les Anglais et notamment avec un de leurs officiers qui était venu à terre pour parlementer et fit chasser les Anglais de l'îlet⁵.

La Désirade n'était gardée que par une garnison de onze hommes et avec la milice, le capitaine Duveau ne disposait que de 25 hommes à aligner face aux ennemis et 2 pièces de 8, donc de petit calibre, sur la batterie.

Le 31 mars, une escadre formée de 7 bâtiments s'ancra à Grande Anse. Après avoir canonné le bourg quelques temps, 26 barges débarquèrent les troupes sous le feu des navires sur la batterie. Entretemps, 9 autres bâtiments s'ancrèrent devant les Galets. Avec ses 25 hommes le commandant de la place se réfugia sur les hauteurs mais le combat était trop inégal et le lendemain, il capitula en demandant d'avoir les honneurs de la guerre. C'est le récit qu'en a fait le gouverneur au ministre⁶. Quant à l'historien Lacour, il écrivit : « Les défenseurs résistèrent deux heures mais le combat était inégal et ils finirent par se rendre⁷ ».

Ainsi toutes les dépendances étaient prises à la réserve des Saintes, le blocus pouvait s'exercer avec rigueur. Le seul moyen d'approcher la Guadeloupe était d'arriver directement du nord sur la Côte sous le Vent où on pouvait, par sauts de puce, s'abriter dans l'Anse de Deshayes puis à l'Anse à la Barque avant d'atteindre Basse-Terre la nuit car la rade était surveillée en permanence par des navires anglais qui croisaient face au chef-lieu.

La station anglaise qui s'était installée dans les dépendances occupées de la Guadeloupe, comprenait un vaisseau l'*Ulysse*, un brick et une goélette.

2. ANOM : C7A 67 F° 24, le 14 mars 1808. Ernouf au ministre.

3. ANOM : C7A 67 F° 24, le 14 mars 1808. Ernouf au ministre.

4. L'îlet se trouve au nord de Deshayes, face à la pointe de Fort Royal.

5. ANOM : C7A 67 F° 29, le 2 avril 1808. Ernouf au ministre.

6. ANOM : C7A67 F° 36, le 5 avril 1808. Ernouf au ministre.

7. M. A. Lacour : *Histoire de la Guadeloupe*, T. IV, p. 117. Basse-Terre, 1860.

Un autre navire, le *Mozambique* croisait autour de la Guadeloupe et notamment près des ports principaux.

Tous ces navires avaient pour mission d'interdire l'arrivée de renforts « jusqu'au moment où le général Prévôt pourra quitter Halifax avec les troupes de l'expédition pour attaquer les Antilles françaises...⁸ »

Aussi, Ernouf tenta de desserrer l'étau en reprenant Marie-Galante, si possible par surprise comme les ennemis l'avaient conquise. Les renseignements qui lui parvenaient faisaient mention d'une moindre présence des forces anglaises et de la volonté des habitants de les chasser, ce en quoi, il nous semble qu'il se faisait des illusions.

II – LES COMBATS

Nous avons le témoignage du capitaine Baignières auquel Cambriels laissa le commandement des troupes françaises alors qu'elles étaient encerclées et qu'il abandonna pour repartir vers la Guadeloupe.

Il rappelait que le 27 août, il s'embarqua aux Saintes à trois heures de l'après-midi avec une vingtaine d'hommes pour amener des munitions au colonel Cambriels, commandant des troupes débarquées à Marie-Galante. Il réussit à débarquer à une quart de lieue de Grand-Bourg sans avoir été aperçu par les navires de guerre qui croisaient tout près. Avec les munitions et les soldats, il se dissimulèrent dans une pièce de cannes en attendant le jour pour se mettre en route et faire transporter les munitions. Un habitant nommé Mareuil fit avertir le colonel Cambriels sur l'habitation La Balle où se trouvait le camp des Français afin qu'il lui envoie des esclaves pour transporter les munitions. Cela fut exécuté et à 9 heures et demi du matin, le renfort en hommes et en munitions était arrivé à bon port. La suite est constituée du récit de la retraite des Français poursuivis par les Anglais sous une pluie battante qui empêchait les véritables combats car elle rendait la poudre inutile.

La milice qui renforçait les troupes réglées, ne fut pas toujours ferme à son poste. Ainsi, le 29 août, les Français furent attaqués « par une forte colonne et des tirailleurs. La fusillade a été très forte pendant à peu près 20 minutes. Ils ne purent gagner un pouce de terrain sur nous mais malheureusement la milice ayant eu une terreur panique, la déroute commençait à s'en mêler le colonel ordonna la retraite. Ce jour a été pour nous bien pénible, car nous marchâmes toute la journée, toujours trompés par les habitants sur les positions qu'ils invitaient le colonel à prendre... »

Ainsi donc, si l'on en croit le capitaine Baignières, non seulement les habitants n'étaient pas prêts à se faire tuer pour chasser les Anglais, mais ils ne renseignaient pas correctement les troupes françaises chargées de récupérer leur île.

Ces dernières avaient un canon qui devait les soutenir, mais il était très difficile à transporter d'un point à l'autre, les chemins étant

8. ANOM : C7A67 F° 36, le 5 avril 1808. Ernouf au ministre.

détrempés. Ils le conservèrent avec difficulté pendant toute la retraite, quatre bœufs ne suffisaient pas pour le tirer.

Ils finirent par démonter les affûts et l'enclouer⁹ pour empêcher l'ennemi de l'utiliser contre eux.

Toute la troupe s'était réfugiée sur l'habitation Partarieux qui se trouvait sur la route venant de Grand-Bourg. Le colonel Cambriels envoya le capitaine Baignières avec 15 hommes de ligne et 25 de milice sur une habitation qui se trouvait devant de celle de Partarieux sur la grande route. A 11 heures du soir, les postes avancés furent attaqués, le capitaine fit mettre son monde sous les armes et se porta en avant avec une douzaine d'hommes pour les soutenir en ordonnant au Sr. Partarieux fils, lieutenant de milice de rester avec le reste de troupe et d'attendre les ordres. A peine avait-il fait deux pas qu'un sous-officier vint l'avertir que le lieutenant avait fui en criant aux soldats « sauve qui peut ». Le capitaine fit immédiatement demi-tour pour essayer de les retenir mais la plupart étaient partis et il ne parvint à en faire rester que quelque uns qui s'étaient attardés « mais pour cet effet il fallut me servir de mon épée et un malheureux de notre régiment en fut victime ne voulant pas s'arrêter ». Victime, c'est-à-dire blessé ou tué ? Le combat avec l'ennemi eut lieu avec les 12 hommes de ligne qu'il lui restait et il reçut l'ordre de se replier.

Autant dire que la situation était désespérée. « Le peu d'hommes de milice de bon que nous avions se retirèrent chez eux ».

La retraite sous une pluie qui malgré tout, les protégeait d'une attaque massive des Anglais, les amena sur l'habitation Blanchard où le colonel Cambriels décida de s'arrêter et il proclama qu'il allait continuer à faire la guerre. Il fit placer des postes avancés demanda de la lumière et du papier pour écrire. A dix heures du soir, il convoqua les deux capitaines, Baignières et Casy. Il leur annonça qu'il partait en Guadeloupe, remit le commandement au premier avec un ordre de six lignes en forme de lettre où il l'invitait de tacher de faire une capitulation honorable pour les officiers et la troupe. Il partit de suite en emmenant avec lui le Sr. Bouquin, chirurgien.

Immédiatement tous les officiers se réunirent et on avertit les postes avancés et la troupe qui était endormie que le colonel avait fui. Les soldats dirent qu'ils ne voulaient plus se battre, aussi, on décida d'envoyer dans la nuit un officier parlementaire avec les prisonniers anglais accompagnés d'une lettre pour le commandant anglais afin de lui demander les conditions de la capitulation.

L'officier qui avait été désigné partit immédiatement accompagné d'un tambour en direction de l'habitation Partarieux où ils se trouvaient à huit heures du soir. Cependant, il n'y avait personne car l'ennemi avait quitté la position pour participer à l'encercllement du camp retranché français. Ils avaient remonté le canon abandonné par les Français et s'apprêtaient à lancer l'assaut contre le dernier carré.

9. Enclouer un canon, c'est introduire un clou à la place de la mèche afin d'empêcher les assaillants de s'en servir contre les fuyards. Le désenclouer demande du temps et cela signifie qu'on a l'intention de le récupérer et dans ce cas, il ne s'agit, dans l'esprit des militaires qui reculent que d'un recul stratégique.

« Ils nous avaient cernés à cinq cents par tout alentour de notre poste. Enfin au jour de tous les côtés où nous nous retournions, nous n'apercevions que des troupes anglaises. Les voyant avancer sur nous vers 7 heures, j'envoyai Mr. Allègre annoncer que j'avais un officier qui ramenait des prisonniers anglais et qui avait une lettre pour Mr. Pigot et l'ordre de capituler.... »

Le commandant anglais répondit que puisque l'on n'avait pas rencontré le parlementaire on pouvait traiter immédiatement. Le capitaine Bagnières demanda donc qu'on les renvoyât sur parole en Guadeloupe avec la troupe, que l'on accordât les honneurs de la guerre et qu'on les embarquât à Saint-Louis ou Vieux-Fort. Le commandant anglais prit l'engagement et donna sa parole d'honneur de les renvoyer à la Guadeloupe, de leur accorder de défilier avec les honneurs de la guerre mais pour les soldats, il ne pouvait prendre sur lui de les renvoyer car il avait l'ordre de les faire passer à la Barbade mais qu'il ferait tout ce qu'il lui était possible auprès de l'amiral pour les faire passer en Guadeloupe. Comme il demandait que cela fut écrit, le commandant lui fit répondre qu'il n'avait ni papier, ni encre mais que rendu à la première habitation, chacun écrirait ses conditions.

Contrairement à ce qui était prévu, ils furent tous embarqués dans un vaisseau à Grand-Bourg leur disant que c'était pour leur éviter de faire la route de Grand-Bourg-Saint-Louis par terre. Le lendemain, le premier parlementaire, est venu les rejoindre avec la lettre qu'il n'avait pas jugé bon de remettre au commandant anglais puisqu'il avait appris qu'ils s'étaient rendus à discrétion. Le surlendemain, trois officiers montèrent à bord parmi lesquels s'en trouvait un qui parlait français et qui avait servi d'interprète lors des négociations avec le Sr. Allègre. Il leur apprit que le commandant anglais avait exigé qu'ils se rendent à discrétion mais que le Sr. Allègre qui avait eu peur de recevoir des coups de fusil avait travesti la vérité et ils ajoutèrent que « si nos camarades faisaient bien ils devraient nous jeter par-dessus bord ». Et le capitaine concluait son rapport : « Nous n'avons pu rien obtenir de plus au contraire ce monstre de Pigot a cherché par tous les moyens de nous faire déporter en Europe¹⁰. »

Effectivement, on trouve deux documents qui suivent ce rapport. L'un qui semble écrit par le capitaine Bagnières et qui est daté du 3 septembre 1808 et qui est adressé au colonel Pigot dans lequel il proposait des conditions de reddition de ses propres troupes tout en lui signifiant qu'il avait des vivres et des munitions pour tenir encore longtemps et qu'ils étaient en mesure de leur faire subir beaucoup de pertes avant de se rendre.

Un autre, daté du lendemain, 4 septembre, issu du commandant anglais, du « camp situé sur l'habitation Blanchard » qui répondait aux Français en leur faisant savoir qu'ils devaient se rendre sans condition, les officiers seront renvoyés sur parole et les hommes échangés avec des

10. ANOM ; C7A 67, F° 119, Rapport du capitaine Bagnières commandant les troupes à Marie-Galante après le départ du colonel Cambriels, Basse-Terre, le 23 mai 1809.

prisonniers anglais qui se trouvaient en Guadeloupe. Ils pourraient sortir du camp avec les honneurs¹¹.

Pour le premier document, il peut s'agir de la première lettre portée par le premier parlementaire et qui n'aurait pas trouvé les forces anglaises pour leur remettre. La seconde, si l'on en croit le rapport, aurait donc été écrite à postériori puisqu'il le capitaine Baignières ne semble pas l'avoir eu entre les mains.

Légende : A : Grand Bourg, B : Le fort, C : La place, D : embarcadere, E : Grande excavation dans laquelle on peut loger 50 hommes à l'abri du fort et d'où l'on peut déloger l'ennemi des palissades, F : Magasin à poudre entouré de murs et d'un rang de boucauts pleins de terre, G : petit retranchement circulaire fermé avec un triple rang de barils, H : pièce de 24 en batterie sur la mer, I : pièces de campagne, K : palissade du fort faite en cartilage de 5 pouces, L : hôpital, M : logement des officiers, N : Eglise, O : presbytère, P : cimetière, poste avancé des Anglais, Q : grande savane sur laquelle les troupes vont faire l'exercice au point du jour, R : maison du gouverneur où le commandant réside, S : maison construite en pierres et de laquelle on peut faire la fusillade de très près et d'où l'on peut tuer tous les canonnières aux pièces, T : marche des troupes françaises pour surprendre le bourg, U : Maison Badist où l'on peut établir une pièce qui domine le fort, V : Maison Raquin. Poste important à occuper pour empêcher l'ennemi de faire retraite s'il était surpris dans la savane.

11. ANOM : C7A 67, F° 117 et 118. Propositions de capitulation et réponse, les 3 et 4 septembre 1808.

Plans de Marie-Galante¹²

III – RIPOSTES D'ERNOUF

Après Marie-Galante, l'amiral Cochrane voulut occuper les Saintes, mais devant la difficulté de l'opération face à des îlets bien défendus par le relief et les fortifications, il préféra mener une guerre d'usure sur la Grande-Terre, espérant sans doute, laisser des habitants qui dans leur majorité n'étaient pas hostiles à une occupation provisoire ou définitive de l'île par les Anglais.

Il avait à sa disposition, une escadre constituée de 6 vaisseaux de guerre dont un à 3 ponts, 6 frégates dont une de 50 canons et autant de corvettes et bricks louvoyant le long de la côte entre la Désirade et Marie-Galante et des petits bâtiments armés de 12, 16 et jusqu'à vingt canons qui bloquaient la colonie sous le vent et qui avec leurs barges inquiétaient et enlevaient les pirogues à sucre aussitôt que le vent les forçaient à s'éloigner des batteries¹³.

12. ANOM : C7A 67 F° 114-115

13. Les pirogues à sucre sont les gabarres qui chargent le sucre aux embarcadères des habitations pour les emmener dans les ports principaux où il était chargé sur les navires marchands.

Pour pouvoir répondre rapidement aux incursions de l'ennemi, Ernouf avait établi son camp entre Sainte-Anne et le Gosier dans le défilé des Grands Fonds qui conduit au fort Fleur d'Épée et à Pointe-à-Pitre. Il déclarait qu'ainsi il protégeait Pointe-à-Pitre et se tenait prêt à riposter aux incursions des Anglais.

Ceux-ci menaient, comme nous l'avons dit, une guerre d'usure en multipliant les attaques surprises et le pillage des habitations. Les bâtiments anglais se rapprochaient des bourgs de la Grande-Terre, les bombardaient et se retiraient.

Afin de riposter, Ernouf demanda des renforts à l'amiral Villaret, gouverneur de la Martinique, mais celui-ci se trouvait dans la même situation et ne put répondre favorablement à sa demande.

Le blocus ne permettait pas de recevoir des vivres et le prix des comestibles étaient devenus excessifs d'autant qu'un coup de vent avait détruit une partie des plantations¹⁴.

L'occupation des dépendances étaient visiblement une première étape dans l'attaque des îles principales. Ernouf était renseigné sur les préparatifs des ennemis. Ainsi, le 14 décembre 1808, il avertissait Paris que les Anglais avaient divisé leurs bâtiments de guerre en deux escadres, l'une sur la Martinique et l'autre sur la Guadeloupe, les communications entre les deux était assurées par des navires légers, bricks et goélettes. Ils avaient 4 000 hommes prêts à s'embarquer à la Barbade où l'on construisait quelques chaloupes canonnières. Les bâtiments de guerre étaient chargés d'affûts et de pièces de campagne. Le général Prévost était attendu avec les 6 régiments qu'il commandait à Halifax dès que l'embargo mis sur les côtes américaines serait levé, ce qui était prévu dans les jours suivants.

S'ajouteraient les troupes de retour de l'expédition de Saint-Domingue. Le tout devrait faire 11 à 12 000 hommes disponibles pour l'attaque des deux îles principales¹⁵.

Dans le courant du mois de janvier 1809, Ernouf fit parvenir en France des rapports de plus en plus alarmants. L'ensemble des dépendances, de la Guadeloupe, à la réserve des Saintes, étant occupé, il s'attendait à subir l'assaut sur la Guadeloupe d'autant que les Anglais amassaient des forces considérables à la Barbade. Il faisait savoir qu'il n'était pas sûr de pouvoir résister à une attaque en règle et préparait l'annonce de la défaite.

Le 5 janvier, son rapport au ministre et à l'empereur, se plaignait de l'embargo mit sur l'île qui l'empêchait de recevoir des renforts et des vivres et qui empêchait l'exportation des denrées coloniales.

Il faisait part également des renseignements qu'il avait reçus concernant les ennemis. Les Anglais étaient en train de rassembler à la Barbade toutes les garnisons des îles anglaises du vent et des Bermudes, soit environ 2 000 hommes plus 4 000 « blackmen » soit des troupes constituées de noirs ou d'hommes de couleur. Il estimait que cela était trop faible pour la Martinique et pensait donc qu'elles étaient destinées à attaquer la Guadeloupe.

14. ANOM : C7A67 F° 25 : Ernouf au ministre, le 25 mars 1808.

15. ANOM : C7A 67 F° 240, le 14/12/1808. Ernouf au Ministre.

Il avait mis son île sous les armes, mais contre ces troupes il ne pouvait aligner qu'une faible défense. Les habitants qui avaient pris les armes étaient peu nombreux et surtout les jeunes étaient partis, soit pour s'adonner à la course, soit en France. Il rappelait qu'il y avait eu 42 expéditions vers la France¹⁶.

Les soldats étaient épuisés par la maladie, le climat, et la troupe n'avait pas de souliers ce qui limitait la possibilité de mobilité dans un terrain difficile.

Et de plus, la peur d'une révolte des esclaves était également évoquée et mis en avant : « J'observerai à Votre Excellence combien l'attaque d'une colonie qui sort à peine de la révolte des noirs est dangereuse lorsqu'elle se fait avec des blackmen que l'on a aussi peu de moyens pour contenir les nègres des habitations qu'on laisse derrière soi... ». Considérer que les troupes noires anglaises auraient pu être rejointes par les esclaves des habitations dont les maîtres étaient au combat était, à notre avis, irréaliste et montre comment le gouverneur, influencé sans doute par la peur ambiante des habitants, et notamment des anciens émigrés, connaissait peu les fondements de la société créole.

Les canons étaient sans affûts car les bois que l'on utilisait précédemment, incorruptible comme le « tendre à caillou »¹⁷, avait été abattus pendant la Révolution et vendus. On l'avait donc remplacé par du courbaril et de l'acajou, mais les affûts n'avaient pas résisté aux termites et à la pourriture. D'autre part les fusils promis n'étaient pas arrivés et nous avons vu comment ceux qui auraient pu être conservés sur place avaient été vendus en Amérique du sud.

En ce qui concerne la marine, la station anglaise comprenait 71 bâtiments de guerre dont un de trois ponts, 2 de 74 (canons), 1 de 50 (canons) 15 frégates de 1^{er} rang, des bricks etc... Et ajoutait-il, on ne compte pas les différentes embarcations de 6 à 8 caronades¹⁸ qui sont très dangereuses pour nous. Elles entrent dans toutes les petites anses et enlèvent les caboteurs, les pirogues à sucre et les canots de pêche¹⁹.

Le lendemain, il apportait une précision sur la possibilité d'utiliser les livres de couleur dans la défense de l'île, mais disait-il, « ils sont réduits à rien. La rébellion des nègres ayant nécessité la punition ou la déportation de plus des trois quarts » et de plus, il rappelait qu'il manquait de fusils²⁰.

Le 19, il faisait part de la prise de Cayenne le 12 janvier par une expédition mi-anglaise et mi-brésilienne, escadre partie du Brésil. Il ne restait donc à la France dans le bassin caribéen que la Martinique et la Guadeloupe²¹.

Contrairement à ce que pensait Ernouf, c'est la Martinique que les Anglais attaquèrent en premier. A la fin de 1808, il comparait les forces en

16. Il faudrait s'intéresser à l'apport des Antilles aux campagnes napoléoniennes.

17. Un acacia dont le bois très dur résiste aux termites et à la pourriture.

18. Une caronade est une pièce d'artillerie courte qui pouvait être installée sur des petits navires.

19. ANOM : C7A 69 F° 4, le 5 janvier 1809, Ernouf.

20. ANOM : C7A 69 F° 11, le 6 janvier 1809, Ernouf.

21. ANOM : C7A 69 F° 15, le 19 janvier 1809, Ernouf. Voir à ce propos l'ouvrage de Jean Soublin : *Cayenne 1809 : La conquête de la Guyane par les Portugais du Brésil*, Ed. Karthala, 2003.

présence. L'amiral Villaret Joyeuse, gouverneur de la Martinique pouvait aligner 2 400 hommes mais en présence des Anglais, il ne lui en restait plus que 1 500, les autres ayant déserté. Il faut dire que les planteurs martiniquais qui avaient côtoyé les Britanniques pendant la Révolution, étaient plutôt favorables à leur cause qui rejoignait la leur. Les Anglais se présentèrent avec 7 vaisseaux de ligne, 3 frégates et 72 autres bâtiments de grande ligne et plus de cent transports (de troupes), 12 000 hommes de troupes et plus de 3 000 soldats de marine ou matelots.

Ils débarquèrent le 30 janvier 1809 en deux colonnes, la première commandée par le général Beckwith et le commandant Prevost comprenait 8 500 hommes et la seconde commandée par le major général Maitland, 3 500 hommes. Les forces étant très inégales, la Martinique fut donc conquise et il ne restait plus que la Guadeloupe réduite aux îles principales (La Guadeloupe proprement dite et la Grande-Terre) et les Saintes.

Dans son compte-rendu de la prise de la Martinique, Ernouf en joignant la copie de la lettre que M. de Villaret lui avait adressée le 27 janvier, mit en exergue deux points qui, pensait-il, concernera prochainement la Guadeloupe. Cette lettre, dit-il, convaincra premièrement « Votre Excellence, combien on doit peu se fier aux protestations des habitants et que M. de Villaret a été trompé jusqu'au dernier moment » faisant allusion à la confiance toute relative qu'il accordait aux habitants dans le cas probable d'une prochaine attaque de la Guadeloupe par les Anglais et deuxièmement il signalait que « ... Parmi les bataillons noirs anglais, il y en a un composé de mauvais sujets de la Guadeloupe déportés par le général Richepance presque tous incendiaires et assassins. Cette troupe inspire plus de frayeur aux habitants que tout le reste²²... » Il est vrai que ces hommes, aguerris, connaissant parfaitement le terrain et soucieux de se venger du sort qui leur avait été réservé, pouvaient semer la terreur dans les esprits et pousser les habitants à se mettre rapidement sous la protection des autorités britanniques²³.

IV – RÉACTION DE L'EMPEREUR

Face aux menaces des Anglais, la France ne resta pas sans réactions. Le 24 octobre 1808, de sa résidence de Saint-Cloud, l'empereur donna ses ordres pour les escadres de Rochefort et de Lorient. Elles devaient pourvoir en vivres les colonies des Antilles pour un an à 15 mois. Les deux escadres devaient se rendre dans la mer des Antilles et rester groupées. S'il y avait séparation, le point de rencontre ne devait pas être la Martinique devant laquelle se trouvait, sans doute, des croisières anglaises mais devant Cayenne. Il était demandé d'attaquer tous les navires marchands qu'elles croiseraient, les saisir et les y envoyer. « Espagnols, Portugais, Américains, Suédois, Brésiliens tous sont de bonnes prises... ». Et en P. S. l'empereur précisait au ministre : « Vous prescrirez

22. ANOM : C8A118 F° 94, Ernouf, 13 février 1809.

23. On peut rappeler qu'au XVII^e siècle, les Français utilisaient les Caraïbes dans ce rôle d'épouvantail. Voir notamment la conquête de Montserrat et Névis.

aux capitaines généraux des colonies de faire charger les flûtes et frégates qui seraient laissées aux colonies de denrées coloniales et de profiter des occasions favorables pour les renvoyer en France²⁴... »

Suivaient les instructions pour le contre-amiral Lhermitte, commandant l'escadre de Rochefort et pour le capitaine Troude, commandant la division navale de Lorient. Le premier devant se rendre en Martinique où il resterait 4 jours puis à la Guadeloupe où il devait débarquer 3 à 400 hommes. Le second devait embarquer 6 mois de vivres et deux flûtes chargées de vin, farine et salaisons. Se rendre à la Martinique où il laisserait 200 à 300 soldats puis à la Guadeloupe où il débarquerait les vivres et le reste de soldats.

Il informait le second que le capitaine-général de la Guadeloupe profiterait, sans doute, des 5 jours où il y sera pour reprendre les Saintes et Marie-Galante.²⁵

En réalité, lorsque les ordres furent donnés, les Saintes étaient encore sous l'autorité de la Guadeloupe. Le capitaine Troude commandait une escadre qui était composée de 3 vaisseaux de 82 canons, 3 frégates de 42 canons et deux frégates armées en flûtes²⁶.

En cours de route, le capitaine Troude apprit que la Martinique était tombée aux mains des ennemis et que la Guadeloupe était sévèrement bloquée. Au lieu de forcer le blocus qui ne lui aurait pas permis de mettre ses vaisseaux à l'abri, il décida de se mettre à l'abri dans la baie des Saintes. Le 29 mars il y entra et envoya une pirogue en Guadeloupe pour annoncer son arrivée au capitaine général. En attendant le retour de la pirogue et afin de pouvoir mettre sous voile rapidement, il fit débarquer les passagers, les vivres et les munitions. Mais comme la division avait été aperçue par les ennemis, vers 10 heures du matin, un grand nombre de vaisseaux furent signalées. Le contre-amiral Cochrane arrivait avec 23 navires puissamment armés comme le navire amiral le *Neptune* (108 canons), 3 armés de 82 canons, 1 de 74 canons, 5 frégates, 13 corvettes, briks ou autres avisos.

L'amiral divisa son escadre pour bloquer les différentes passes et bloquer les navires français dans la rade.

Le capitaine français fit embosser²⁷ ses navires sur une ligne qui allait de l'ouest de Terre de Haut jusqu'au Pain de sucre et fit installer une batterie sur le morne des Mamelles. Pour ce faire il fallait tracer un chemin pour y amener les canons. Quand Cochrane comprit qu'il ne pouvait bloquer efficacement les trois passes, il décida d'attaquer et de détruire

24. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}...* Tome XVIII, Napoléon à Decrès, Saint-Cloud, le 24/10/1808.

25. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}...* Tome XVIII, Napoléon à Lhermitte et Troude le 24/10/1808. L'escadre de Lhermitte était composée des navires : *Ville de Varsovie*, *Le Patriote* et *Le Jemmapes* armés en guerre et *Le Calcutta* armé en flûte. Celle de Lorient des vaisseaux : *Le Courageux*, *le Hautpoul*, *le Polonais* plus 3 frégates armées en guerre.

26. *Courageux* (Aimable Troude), *Polonais* (Hugues Méquet), *d'Hautpoul* (Le Duc), *Italienne* (Jurien), *Calypso* (Jacob), *Cybèle* (Cocault), *Furieuse* (Lemarant Kerdaniel (Gabriel), *Félicité* (Bagot) : BNF : *Batailles navales de la France*, O. Troude, T. IV, p. 22. Editeur P. Levot. Paris 1868.

27. Embosser ses navires, c'est les mettre à l'ancre à l'avant et à l'arrière afin de les stabiliser pour pouvoir utiliser les canons se trouvant à bord, soit pour une attaque contre la côte, comme ce fut le cas pour les Anglais devant Basse-Terre en 1759, soit, comme c'est le cas ici, de présenter une ligne de défense continue face à une attaque venue du large.

les vaisseaux à l'ancre. Il reçut 3 000 hommes par des transports de troupe qui jetèrent l'ancre à la passe du Pain de Sucre et ils débarquèrent le 14 avril dans les anses de Vanovre et de Crawen sur la côte sud de Terre de Haut et près de la passe. Ils s'emparèrent facilement des points importants de l'île et de la position du Morne des Mamelles qui n'était pas encore complètement fortifiée et y installèrent deux canons. Les soldats et les milices coloniales qui devaient défendre ces positions, ne combattirent pas et se replièrent sur le village. Le Capitaine Troude comprit qu'il n'avait pas d'alternative et qu'il devait prendre des initiatives sous peine de voir ses vaisseaux détruits par un bombardement venant de la terre. Il décida de tenter une sortie préférant courir le risque d'être coulé en combattant plutôt que d'attendre une défaite certaine. Il prévint les capitaines d'être prêts à mettre sous voiles entre 9 heures et 10 heures du soir. Le *Courageux* prendrait la tête, suivi du *Polonais* puis du *D'Hautpoult*. Une fois la passe franchie ils devaient se ranger de front. Il ordonna aux flûtes de décharger leurs cargaisons et de profiter de la dispersion des vaisseaux ennemis qui poursuivraient les premiers navires pour sortir de la rade des Saintes. À 6 heures 45 deux bombardes mouillées dans la passe du Pain de Sucre lancèrent des bombes suivies du feu de plusieurs frégates. À 9 heures 30, les trois vaisseaux se mirent en route. À peine sous voiles, un grand nombre d'embarcations postées à la passe de la Baleine lancèrent des fusées. Ce signal fut répété de toutes parts et les canons se mirent à tirer appuyés par la mousqueterie de terre. Les navires sortirent par la passe nord qui était particulièrement dangereuse du fait d'un récif qui se trouvait en plein milieu. Cependant, ils étaient guidés par un pilote expérimenté nommé Gagnault dit Callot natif de Quimper. Dès que les vaisseaux furent au large, il sauta à la mer pour tenter de retrouver son canot qui s'était détaché ou de regagner la rive à la nage. Le *Polonais* et le *Courageux* réussirent à semer leurs poursuivants. Le *D'Hautpoult* fut capturé après plusieurs jours de combat au large de Porto-Rico, le 17 avril²⁸.

Dans son rapport, le colonel Madier qui était chargé de la défense des Saintes, donna une version légèrement différente. Il indique que les Saintes furent attaquées le 13 avril 1809 (et non le 14). Les troupes étaient sous le commandement du colonel Madier qui n'avait plus de munitions alors que le capitaine Troude, comme nous l'avons vu, avait fait débarquer les munitions et les vivres qui étaient destinés à la Guadeloupe. Il reconnaît cependant que celui-ci avait envoyé quelques troupes 15 jours auparavant. Il s'agissait de soldats européens mais il met l'accent sur celles qui étaient formées de soldats de couleur. Le poste de la Vigie qui dominait Terre de Haut avait été confié aux soldats de la 1^{ère} légion. Il fut abandonné dès les premiers coups de fusil sans que les officiers puissent les retenir. Il s'agissait de 25 hommes de couleur dont 10 passèrent à l'ennemi avant même d'être attaqués.

L'ennemi qui avait débarqué à l'Anse à Cointre, se rendit immédiatement sur le Morne de la Vigie, il y établit une batterie et ainsi mit en grand danger le capitaine Troude.

28. BNF : *Batailles navales de la France* par O. Troude. Editeur P. Levot, T. IV, p. 26-34, Paris, 1868.

A Jougla, pitons qui dominent l'arrière du bourg, le colonel Madier avait installé les soldats du 4^{ème} bataillon. Ils prirent la fuite devant l'ennemi qui s'y installa.

L'ensemble des troupes restant se réfugia dans le fort Napoléon qui fut attaqué. Les murailles qui étaient en pierres sèches²⁹ s'effondrèrent en partie mais les Anglais furent repoussés. Cependant le combat était désespéré et le colonel Madier finit par capituler³⁰.

L'empereur ne se résolut pas à la perte des colonies du bassin caribéen. D'abord de Cayenne puis de la Martinique avant les dépendances de la Guadeloupe.

Après la perte des deux grandes colonies, leurs chefs furent rapatriés et Napoléon demanda personnellement que des enquêtes fussent diligentées sur les attitudes de Victor Hugues et du capitaine-général de la Martinique et en attendant les résultats de les éloigner de Paris d'au moins 30 lieues avec interdiction de s'y rendre.

Il exigea que l'on demande au capitaine-général de la Martinique des notes sur le peu de défense du fort Bourbon et de faire une enquête sur la fortune de Victor Hugues « pour savoir si ce n'est pas pour la sauver qu'il a abandonné mon île de Cayenne sans défense³¹... » Il est vrai que Victor Hugues avait fait en sorte de protéger d'abord son habitation, mais celle-ci fut malgré tout pillée et brûlée.

Lorsqu'il apprit la perte des Saintes, il comprit tout l'intérêt stratégique de ces petites îles et prit des mesures afin de les reconquérir. Dès le 28 septembre 1809, il écrivait de Schönbrunn pour donner ses ordres à Decrès. Il estimait qu'envoyer à la Guadeloupe quelques vivres et de petits secours était insuffisant et suivi d'aucun résultat. Il faut, écrivait-il, envoyer à la Guadeloupe une expédition suffisante pour reprendre l'île des Saintes. « J'ai désigné dès le 1^{er} août Rochefort comme point de départ. » Il demandait que l'on expédiât 5 vaisseaux de ligne, une frégate et une ou deux corvettes et précisait la manière de rassembler 2 500 à 3 000 matelots. Il fallait armer même les plus mauvais en flutes qu'on laisserait à la Guadeloupe.

Cette expédition devrait porter 3 000 hommes de troupes. On arriverait droit sur les Saintes, s'en emparerait et on jetterait ses 3 000 hommes dans la colonie, y laisserait ses deux flûtes ou son vaisseau armée en flûte qui serait bondé de vivres et l'escadre regagnerait la France.

La Guadeloupe aurait ainsi 5 à 6 000 hommes de bonnes troupes et les Anglais ne pourraient la prendre qu'avec une immense expédition³².

Deux jours plus tard, il avait eu des nouvelles de la Guadeloupe lui faisant savoir qu'il n'y avait plus qu'un seul navire anglais, *Le Pompée*, basé à la Martinique et que l'ennemi y était en train de détruire le fort Desaix. En fonction de ces renseignements il envisageait la possibilité de reprendre l'île. Il prit un décret pour le départ de deux frégates de Nantes

29. Nous rappelons que le fort actuel, tel que nous le connaissons, a été construit plus tard.

30. ANOM : C7A 70 F° 108 : Extrait du rapport du colonel Madier.

31. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}*.... Tome XIX, Paris 1866. Napoléon à Decrès, d'Ebnsdorf, 19 mai 1809. Voir Jean Soubelin : *Cayenne 1809 : La conquête de la Guyane par les Portugais du Brésil*, Ed. Karthala, 2003

32. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}*.... Tome XIX, Paris 1866. Napoléon 1^{er} à Decrès, de Schönbrunn, le 28 septembre 1809.

et plusieurs bricks pour porter secours à la Guadeloupe. En attendant quelques expéditions isolées comme le navire *L'Oreste* amenaient des fusils et des vivres dans l'île afin que les habitants reprennent consolation et vigueur.

Aux 5 vaisseaux qu'il pensait faire partir de Rochefort, il pensait y ajouter 2 divisions de Cherbourg et de Lorient à expédier en Martinique car disait-il « Les habitants étant pour nous (ce en quoi il se trompait pour la plupart des habitants) et les Anglais ayant détruit le fort Desaix, avec 4 000 hommes, on reprendra la Martinique³³... »

V – 1810 : PRISE DE LA GUADELOUPE³⁴

Lorsque la flotte britannique quitta la Martinique pour la Guadeloupe, le 22 janvier, leurs chefs, le lieutenant-général George Beckwith et le vice-amiral Alexander Cochrane partaient confiants sachant qu'il n'y aurait que peu de résistance.

Elle rallia d'abord la Dominique et en repartit le 26. La division portant le premier corps mouilla devant les Saintes, les deux autres divisions, à bord desquelles se trouvaient le second corps et la réserve, se dirigèrent vers la Grande-Terre et jetèrent l'ancre devant le Gosier, le 27.

Lorsque que l'ennemi fut signalé, le commandant de la place, Fournier, fit rassembler la garde nationale. Un débat eut lieu pour savoir s'il fallait résister alors que tout laissait penser que le haut-commandement avait déjà décidé de capituler rapidement. Cependant, la volonté de résister domina et les troupes disponibles se rendirent au Gosier³⁵.

Le général anglais tenta de faire parvenir une lettre aux habitants de la Grande-Terre partisans des Anglais dans laquelle il garantissait la paix. Il semblerait que cette lettre ne fut pas parvenue à ses destinataires.

Après avoir renoncé à débarquer en Grande-Terre, il décida de se porter sur la Guadeloupe proprement dite en débarquant à Sainte-Marie de Capesterre. C'est de là que le général Beckwith, le 28, écrivit une nouvelle lettre dans laquelle il annonçait qu'il devait procéder sans délai à « d'actives opérations contre la Basse-Terre » et en conséquence il proposait aux habitants « d'accepter une capitulation provisoire pour la Grande-Terre » qui aurait effet pendant le cours des opérations et ainsi protégerait leurs personnes et leurs propriétés. Il s'agissait en fait de s'assurer la tranquillité du côté de la Grande-Terre dans laquelle la majorité des habitants leur était favorable ou tout au moins, anti-bonapartistes³⁶.

Cependant le « rapport sur la capitulation de la Guadeloupe » indique que les habitants de Grande-Terre (en réalité une petite partie) s'étaient mobilisés pour concourir à la défense de Pointe-à-Pitre. Il faut comprendre

33. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}*.... Tome XIX, Paris 1866. Napoléon 1^{er} à Decrès, de Schönbrunn, le 30 septembre 1809.

34. *Rapport du conseil d'enquête à SM sur les capitulations de la Guadeloupe, des Saintes et de Marie-Galante. (Acquisition des ADG – 2010)*

35. Il faut se souvenir que Pointe-à-Pitre était peuplée de marchands blancs et libres de couleur qui étaient viscéralement antibritanniques et habitués à la course. Ils s'opposaient aux « habitants » les planteurs de la Grande-Terre qui étaient plutôt pro-britanniques.

36. Recueil des documents St Marys de Capesterre le 28 janvier 1810. Général Beckwith.

qu'il s'agissait en fait des citadins ; commerçants, marins, anciens corsaires blancs et libres de couleur.

Cependant, il place ce mouvement le 30 janvier alors que les Anglais avaient renoncé à débarquer en Grande-Terre et qu'ils étaient engagés dans la région de Basse-Terre.

« Il est constant que les habitants, malgré l'indignation que leur inspirait une administration désastreuse n'ont jamais témoigné d'éloignement à concourir à la défense commune. Ce qui le prouve, c'est que les grenadiers et les chasseurs de la garde nationale de la Basse-Terre et de sa banlieue, marchèrent avec les troupes de ligne ; de leur propre mouvement, dans la journée du 30 janvier 1810, à la même époque, 500 hommes de la Grande-Terre et de la Pointe-à-Pitre, se portèrent au fort de Fleur d'Épée, 300 au fort de la Victoire³⁷, le poste de la Gabarre fut mis en sureté et M. Fournier qui commandait le fort Richepanse sommé par l'amiral anglais de le rendre, répondit qu'il le défendrait et ne le rendit, en effet, qu'en vertu de la capitulation générale³⁸. »

Effectivement, à la demande des Britanniques de livrer la ville et les forts qui l'environnaient, le commandant de Pointe-à-Pitre répondit qu'il ne donnerait rien sans résistance. Devant cette volonté de combattre, l'ennemi n'insista pas et ne fit aucune tentative de débarquement. Le lendemain de bon matin, la flotte traversa la baie et se rendit à Sainte-Marie de Capesterre³⁹ où les soldats purent débarquer sans éprouver la moindre résistance, car le capitaine-Général n'avait prévu aucune troupe à ce niveau.

Dans l'après-midi, deux brigades anglaises se déployèrent, la 3^{ème} marcha sur Capesterre et la 4^{ème} sur la Grande Rivière, la réserve resta sur place.

Pendant ce temps que faisait le commandement français ?

Il appliquait les plans qui avaient été élaborés pour les guerres des XVII^e et XVIII^e siècles. On concentrait les hommes et les moyens de défense dans et autour du chef-lieu, abandonnant le reste de la colonie à l'ennemi en espérant que cela durerait suffisamment longtemps pour que la fièvre jaune fit son œuvre dans les troupes européennes.

Les renseignements qu'il avait reçus de la Martinique faisaient état d'une attaque de la Guadeloupe pour le 25. A cette annonce, Ernouf fit évacuer la Grande-Terre, vider les magasins, les provisions de guerre et de bouche qui furent transportées à Basse-Terre à dos de mulets. Pour garder Pointe-à-Pitre on lui laissa sa milice. Les troupes furent concentrées sur Basse-Terre et ses environs immédiats. Sur les 6 520 hommes disponibles, 963 furent envoyés à Trois-Rivières sous le commandement du capitaine de deuxième classe, Mittou, homme de confiance du capitaine-général.

37. Situé sur un morne qui occupait la place de l'actuelle église et du palais de justice de Pointe-à-Pitre et qui a été rasé depuis.

38. ANOM : C7A 70 F° 178 et suivants (des doubles existent dans le même registre avec des références différentes) : Rapport sur la capitulation de la Guadeloupe, des Saintes et de Marie-Galante. Conseil d'enquête, 15 février 1812 et ADG : C53 : Rapport du conseil d'enquête à SM sur les capitulations de la Guadeloupe, des Saintes et de Marie-Galante. (Acquisition des ADG – 2010-)

39. A Sainte-Marie de Capesterre, un véritable port existait à l'époque.

Ces soldats étaient chargés de contrôler la route menant à Basse-Terre. 128 hommes étaient placés sur l'habitation Galbert, devant Trois-Rivières, 135 dans le bourg, 130 sur l'habitation Dugommier; après le bourg et 150 à Dolé. Dolé formant le dernier verrou comme cela fut le cas lors des événements de 1802, pendant lesquels il resta aux mains des insurgés jusqu'à la fin des combats.

Il y avait aussi le chemin des bois, par lequel les troupes de Richepance avaient pu contourner cette difficulté pour atteindre le Palmiste et de là, Basse-Terre. Ernouf y pensa et plaça à la batterie Langlet, 80 hommes de la garde nationale fournis par le quartier.

Pour retarder un éventuel débarquement à Grande Anse de Trois-Rivières, il posta 140 hommes des chasseurs soldés et 100 hommes de la garde nationale à Vieux-Fort.

100 canonniers servaient les différentes batteries du lieu.

Avant d'arriver aux abords de Trois-Rivières en venant sur la route royale ou impériale, il y a le défilé du Trou-au-Chien, facilement défendable par un petit nombre de soldats. On avait oublié d'y mettre une défense à cet endroit stratégique. Pour expliquer cette faute impardonnable, on peut penser que le commandement supposait que l'ennemi allait débarquer à Grande-Anse pour contourner la défense de Basse-Terre par la gauche du dispositif de défense du chef-lieu.

A l'annonce de l'arrivée des Anglais, le 27, Ernouf se rendit à Trois-Rivières où étaient postés les hommes qui formaient l'aile gauche du système de défense. Selon ses détracteurs, « ... sans ordonner aucune disposition de vigueur, il s'en retourna dans sa maison du Parc où il passa la nuit... ». On peut supposer qu'il passa en revue les différents postes et s'assura qu'ils étaient bien gardés.

Le 28 vers midi, il se rendit à Basse-Terre et pendant ce temps, l'ennemi débarqua à Sainte-Marie sans aucune opposition. Comme nous l'avons dit, dans l'après-midi, deux brigades anglaises marchèrent en avant, la 3^{ème} se dirigea vers la Capesterre et la 4^{ème} sur la Grande-Rivière. La réserve resta au point de débarquement. Les Anglais trouvèrent facilement des guides parmi les habitants.

Le 29, la seconde division ennemie, sous les ordres du brigadier Harcourt quitta les Saintes, se porta sur Trois-Rivières, avec l'intention de débarquer comme l'avait sans doute supposé le gouverneur. Voyant le dispositif militaire qui avait été mis en place, il y renonça et dans la nuit se laissa porter vers la Côte-sous-le-Vent où le débarquement s'effectua le lendemain 30 de grand matin, non pas à la rivière Duplessis gardée par la batterie des Capucins, mais au Val de l'Orge. Les Anglais occupèrent immédiatement 3 habitations proches.

Pendant ce second débarquement, la première division anglaise devant laquelle on avait envoyé un détachement de 100 hommes qui se replia à son approche, s'avança vers le passage du Trou au Chien qui n'était pas gardé et la tête de la colonne arriva vers onze heures à Trois-Rivières.

Le 29 au soir, le gouverneur quitta *Mon Repos*, sa résidence de Basse-Terre et alla bivouaquer sur les hauteurs de Saint-Claude, attenant au Parc, avec les trois compagnies de grenadiers du 66^{ème}, deux de voltigeurs, les compagnies du centre et la compagnie des chasseurs des milices.

Il est évident qu'Ernouf ne prit pas les mesures élémentaires de défense. S'il avait voulu vraiment s'opposer aux ennemis, il aurait dû, le

28 se porter au-devant des ennemis à Sainte-Marie avec les meilleures troupes pour empêcher le débarquement ou tout au moins le contrarier et ne l'ayant pas fait, il aurait dû faire défendre le défilé du Trou au Chien pour contrer l'avancée des troupes ennemies. Nous avons vu que l'ennemi n'insistait pas et à la moindre velléité de résistance, il renonçait, sachant sans doute, bien informé par ses partisans, qu'il pouvait prendre l'île sans trop de pertes.

Ces dispositions n'ayant pas été prises, l'ennemi avança sans résistance jusqu'aux Trois-Rivières.

Le 30, il y eut un léger engagement autour des postes des hauteurs de Dolé, les Français semblaient vouloir les défendre, mais dans l'après-midi ils abandonnèrent toutes ces positions et leur artillerie.

La division anglaise qui avait paru vouloir opérer un débarquement à Grande Anse, dans la journée du 29, doubla la Pointe de Vieux-Fort, dépassa Baillif et la Madeleine.

Ernouf se porta sur la rivière Duplessis pour en défendre le passage mais il arriva trop tard, les ennemis ayant déjà débarqué au Marigot sans résistance marcha en direction du poste de la rivière Duplessis qu'il força aisément. Les défenseurs se replièrent sur la rive gauche de la rivière des Pères.

Les Anglais s'arrêtèrent jusqu'au 2 février attendant du ravitaillement pour leur flotte. Ernouf ne profita pas de ce répit pour les attaquer. Au contraire, il se replia dans les limites de Basse-Terre, faisant retourner les troupes au camp de Bologne, situé en bord de mer alors que les Anglais occupaient les hauteurs. Il donna l'ordre au capitaine Mittou qui avait évacué Trois-Rivières d'aller réoccuper les batteries qui dominaient les hauteurs ; Dolé, Palmiste, Langlet et le Morne Houël. Cependant, les Anglais qui les avaient trouvées vides les avaient pourvus en hommes et contrôlaient ainsi les positions stratégiques essentielles.

Une seule véritable contre-offensive eut lieu et encore vint-elle d'une initiative personnelle du colonel Vatable, commandant le poste de Belair sur les hauteurs de Baillif et qui contrôlait l'entrée dans le Matouba par le passage de Saint-Louis qui avait été coupé sur les ordres du capitaine général.

« ... il aperçut l'ennemi cherchant à établir des batteries sur l'habitation Mailland, et cédant à l'impatience de sa troupe, il s'élance sur l'ennemi, à la tête de 400 hommes (d'autres rapports ont dit 380) et y attaque, à la montagne St. Louis 1 500 Anglais. Deux fois l'ennemi fut repoussé mais le colonel ayant perdu une grande partie de ses braves et épuisé ses cartouches remonta le morne où il reçut honorablement l'assaut.

Le soir de la même journée, une colonne ennemie ayant pénétré à la faveur de la nuit, dans les bois au-dessus de l'habitation la force par un passage inconnu inobservé et défendu seulement par huit hommes. Elle essaya de forcer le passage de la rivière noire⁴⁰ qui lui fut disputé, mais elle chercha un point plus élevé et traversa sans obstacles, après avoir tourné et cerné les troupes françaises.

C'est dans ces bois que s'engagea la dernière fusillade, elle provenait de trois compagnies du 66^{ème} régiment qui y avaient été jetées depuis

40. Le passage de la rivière est l'ancien chemin menant au Grand Parc, passant par Fonds Vaillant, descendant dans la rivière pour remonter par un chemin escarpé, la falaise menant à la pointe de Grand-Parc. Ce passage est facilement défendu par un petit nombre de soldats.

plus de trois jours pour en garder le passage, mais les postes qui leur furent assignés ne furent pas ceux que força l'ennemi pour couper les positions. Le capitaine Minet qui commandait ces trois compagnies, rendit compte à son colonel que ses instructions extrêmement bornées portaient qu'il aurait des guides et qu'il n'en put obtenir; qu'il lui fut impossible de manœuvrer dans des bois qui ne sont connus que des habitants chasseurs, qu'il n'a reçu depuis qu'il est à ce poste, ni mot d'ordre, ni réponse à ses demandes, qu'il ne sait à quoi attribuer l'idée d'avoir fait abattre une ligne d'environ 80 toises de bois sur dix de profondeur du côté du ravin qui le défendait, tandis que le côté par où l'ennemi devait arriver était dans son état naturel, c'est à cette circonstance que je dois, ajoute-t-il, la perte de 42 hommes de ma compagnie.

Le quartier général n'était qu'à deux portées de fusil de l'engagement qui eut lieu dans les bois. Est-il concevable que le capitaine général ne se portât pas sur les lieux ?

Le lendemain quatre février, à la pointe du jour, le Capitaine général ne pouvant plus douter de ce qui s'était passé la veille, dépêcha à la 3^{ème} compagnie de grenadiers l'ordre de venir couvrir le quartier général.

Le son du cor, cependant annonçait la marche de la colonne anglaise. Déjà sa tête avait dépassé les bois et se laissait apercevoir du quartier général. Le général Ernouf, averti de ce mouvement, se contenta de donner l'ordre d'arborer le pavillon blanc. Malgré ce signal, l'ennemi marchait en avant, se dirigeant vers le pont de Nozières d'où la mitraille l'avait d'abord repoussé. (Il le prenait à revers). Le capitaine Milton qui y était posté mit bas les armes. Le chef de bataillon Dalvimar fut envoyé proposer au général anglais une capitulation mais dans l'intervalle un capitaine de chasseurs d'York et un officier du génie se présentaient au quartier général. Le retour du parlementaire fut marqué par une suspension (des combats). Alors il se tint une espèce de conseil de guerre. Le cinq au matin MM. Faujas et Dalvimar (d'Alvymar) se rendirent aux avant-postes et réunis aux commissaires anglais conclurent et acceptèrent une capitulation qui fut ratifiée le six, c'est-à-dire en d'autres termes que la Guadeloupe fut remise⁴¹. ... »

Selon les documents anglais, les Britanniques auraient utilisé 6 188 hommes de troupe soit la 1^{ère} division commandée par le major général Hislop, 2 585, la 2^d division commandée par le général Harcourt, 2 413 et la réserve du général Wale, 1 190 hommes soit en tout 6 188⁴².

Tous les territoires français du bassin caribéen étant pris, le 19 juillet 1810, Napoléon ordonna à son ministre « d'envoyer à Cayenne, Martinique et Guadeloupe, des agents qui rendront compte de ce qui se passe dans ces colonies, de l'esprit qui y domine et particulièrement des fortifications que l'ennemi démolit ou fait construire⁴³. » Montrant ainsi qu'il ne renonçait pas à l'espoir de les reconquérir.

41. ADG : C53 : Rapport du conseil d'enquête à Sa Majesté sur les capitulations de la Guadeloupe, des Saintes et de Marie-Galante. Décret impérial du 18/7/1811.

42. ADG : F³ 19 F^o 224 : Sketch of the operation of the army in Guadeloupe, 1810. Source military depot.

43. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}...* Tome XX, Napoléon à Decrès, Saint-Cloud, le 19 juillet 1810.

QUATRIEME PARTIE

La Guadeloupe Britannique (1810-1815)

I – PRISE DE POSSESSION DE LA GUADELOUPE PAR LES ANGLAIS

Très rapidement, les autorités anglaises favorisèrent la réparation d'une *Gazette de la Guadeloupe* avec un personnel favorable à leur cause. Elle remplaça l'ancienne *Gazette de la Guadeloupe* qui avait été créée en 1787 par la veuve Bénard dont la parution avait été interrompue avec l'occupation de la Guadeloupe. Le premier numéro du nouveau journal est daté du 1^{er} mars 1810. En introduction le rédacteur fit paraître un petit texte liminaire daté du 26 février qui donne la tonalité de cette feuille.

« L'interruption de l'ancienne Gazette a empêché de publier plutôt les *Ordres généraux* ci-après, émanés de S. E. le Commandant en Chef, pendant le siège. Nous devons les recueillir avec empressement, et nos lecteurs les verront avec plaisir dans ce premier N°, puisque l'opinion publique est si bien d'accord avec S.E. pour rendre plus juste hommage à la bravoure, à la bonne conduite et à la modération de tout ce qui compose l'Armée à laquelle le sort de la guerre nous a soumis. »

Suivent les « ordres généraux » de l'Etat-major britannique des 5 et 6 février qui nous donnent le point de vue des assaillants.

Les ordres du 5 février sont rédigés au *Quartier général à Beau Vallon*¹. Ils félicitaient et remerciaient publiquement le brigadier-général Wale, le major Henderson, les officiers et chasseurs du Royal York pour avoir « forcé l'ennemi dans ses retranchements et ses fortifications, au milieu des bois et dans les montagnes, dans la soirée du 3 de ce mois, et en tournant à gauche (en regardant la mer) de leur position par l'occupation des hauteurs qui les commandaient... »

Le brigadier-général et le major furent blessés dans la nuit et évacués du champ de bataille, ce qui montre que les défenseurs avaient combattu vaillamment, mettant les officiers principaux hors de combat. Et le général poursuivait : « Le général n'a pas moins été satisfait de la discipline de ce corps nouveau, en apprenant le lendemain matin au point du jour, qu'après avoir été privé des talents et de l'expérience du brigadier-général et du major Henderson leurs chefs qui avaient été emportés du champ de bataille, blessés pendant la nuit, il n'en avait pas moins persisté à tirer tout le parti possible de sa position en se divisant sous ses Capitaines, ... chassant l'ennemi de ses batteries et ouvrant ainsi à l'armée le passage du pont de Nozières qui ne pouvait être forcé de front.... »

Il confirmait ainsi le déroulement de la bataille telle qu'elle avait été décrite par les Français².

Les articles de la capitulation signés le 5 février 1810 « aux avant-postes » confirment également la position des différents corps de troupes

1. Il s'agit de l'habitation connue aussi sous le nom de Bellevue située un peu à l'écart de la ville sur la route de Bologne.

2. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 1 du 1^{er} mars 1810.

au moment où ceux-ci ont été négociés. Dans l'article 1^{er} les Français demandaient que « la garnison de la Guadeloupe (sortira) (sorte) le 8 février 1810 du Parc, du Matouba et des postes qui lui restent avec les honneurs de la guerre ». Les Anglais répondirent que « La Garnison du Parc et de ses dépendances étant séparée en deux divisions et consistant de différens (sic) postes, ceux de la gauche de la rivière Saint-Louis, sortiront à 10 heures le 8 de ce mois par le pont de Nozière et mettront bas leurs armes sur les lignes de Saint-Claude ; ceux sur la droite, sortiront par le poste de Bélair et mettront bas leurs armes sur le glacis, tous avec les honneurs de la guerre... »

Les articles additionnels qui ont été ajoutés par les commissaires anglais, prévoyaient qu'aussitôt « que la présente capitulation aura été ratifiée, les troupes anglaises de la 1^{ère} division occuperont le pont de la ravine aux Ecrevisses et celles ... division, la batterie commandante du poste de Bélair... ». Cela signifie que le centre du réduit et le poste qui contrôlait son entrée du côté de Baillif étaient encore aux mains des assiégés.

Ces dispositions furent négociées par George Harcourt, brigadier-général et Ballard, Commodore et ratifiées au quartier général par le gouverneur Ernouf qui fait état de tous ses titres : général de division, Grand-officier de la légion d'honneur, gouverneur pour Sa Majesté l'Empereur des Français et Roi d'Italie, de la Guadeloupe et dépendances et du côté anglais, par Sir George Beckwith, commandant les troupes de terre de S. M. Britannique et le vice-amiral, Sir Alexandre Cochrane, commandant en chef l'escadre de S. M. Britannique pour l'expédition réunie contre la colonie française de la Guadeloupe.

L'article III prévoyait la remise des forts, Richepanse immédiatement après la ratification de la capitulation et le fort Fleur d'Épée, « aussitôt qu'on enverra des troupes anglaises pour en prendre possession ». Les magasins publics et de guerre (les magasins du roi) seront également remis aux commissaires nommés par le commandant en chef.

Par l'article V les Français demandaient qu'on laissât les Administrations et les personnes qui y sont attachées le temps qu'il faudra pour régulariser leur comptabilité. Le vainqueur leur donna 4 mois pour régler les comptes, payer les dettes du gouvernement aux habitants de la Guadeloupe, par contre, ils exigèrent que « Les propriétés des personnes qui résident en France ou dans des contrées sous la puissance ou le contrôle de la France, seront responsables de ces engagements ». Dispositions qui naturellement, furent fortement contestées.

Les articles XII et XIII concernaient les problèmes sociétaux. Le maintien de la société telle qu'elle existait avant la guerre est demandée et obtenue : « Les Habitants de toutes les classes seront maintenus dans toutes leurs propriétés, privilèges, droits, libertés, franchise et exercice de leurs métiers... » et en ce qui concerne la liberté des affranchis, notamment ceux qui le furent contre leur engagement dans les combats, il fut demandé qu'elle leur soit conservée : « La Patente de liberté, accordée aux Hommes de couleur qui ont été appelés au service, sera maintenue, sans que nul d'entre eux puisse être recherché à ce sujet ».

Cela fut accordé avec une réserve : « Toutes les libertés accordées par le Gouvernement français aux Esclaves avant la capitulation, seront valides, dans le cas où elles ne seraient pas nuisibles aux propriétés

particulières³ ». Ce qui ouvrait la porte à toutes les interprétations possibles y compris la récupération des anciens esclaves affranchis par leurs anciens maîtres qui les avaient mis à la disposition des forces armées, avec plus ou moins de bonne grâce.

La *Gazette de la Guadeloupe* rendit compte de la suite qui fut donnée à cette capitulation qui avait été ratifiée le 6 février à 8 heures du matin. Les ennemis, c'est-à-dire, dans ce cas, les Français, seront envoyés en Angleterre, et ne pourront servir qu'après avoir été duement (sic) échangés.

Toutes les troupes de la garnison française furent embarquées sur des transports, et firent voile, le dimanche 25 février, pour l'Angleterre, sous l'escorte de deux frégates du premier rang, la *Loire* et l'*Alcmène*. Le capitaine-général Ernouf passa sur la première de ces frégates, avec les Officiers de son état-major, le Commissaire de Justice était sur l'*Alcmène*.⁴

Avant l'embarquement des troupes, le général Beckwith demanda à Ernouf de lui désigner les meubles qui lui appartenaient personnellement dans la maison de *Mon Repos* et dans la résidence du Parc afin, sans doute, de les lui conserver⁵.

Les officiers qui avaient des propriétés dans la colonie eurent un délai pour régler leurs affaires à condition qu'ils se présentent lorsque celles-ci seraient réglées pour leur embarquement en Angleterre. Un convoi fut organisé pour l'Angleterre par Alexander Cochrane pour le 24 avril. Par voie de presse on avisa les « officiers français faisant partie de la garnison, soumise à la Capitulation du 5 février dernier » de se présenter au secrétariat civil du gouvernement à l'effet de se faire inscrire pour le passage, qu'ils sortent de l'hôpital ou tout autre motif, sous peine d'arrestation⁶.

Les articles additionnels ajoutés par les commissaires anglais prévoyaient que « Toutes personnes qui voudront résider à la Guadeloupe, prêteront le serment d'allégeance à S. M. Britannique, dans un mois, à dater de ce jour tendant, par-là, les serments que prêtent dans les pays conquis ceux qui ne sont pas nés sujets. »

Beckwith, se préoccupa immédiatement de le recevoir. Comme « il ne sera rien innové dans la législation française » et que les officiers judiciaires et ministériels pouvaient rester s'ils le désiraient, le général anglais demanda rapidement que le serment d'allégeance à S. M. Britannique se prête. Le 10 février, il fit une proclamation rappelant qu'il devait être prêté d'ici un mois sauf pour les officiers créoles prisonniers sur parole et les officiers qui avaient un délai de quatre mois pour régler les affaires concernant l'Etat français.

Les officiers de la cour d'appel devaient se rassembler le 16 février au palais de justice où ils devaient prêter serment devant le président selon la formule qui lui avait été adressée par le général puis ils devaient se rendre en corps à sa résidence *Mon Repos*.

Ensuite les milices devront également prêter serment et des sanctions sont prévues en cas de refus⁷.

3. ANOM : C7A70 F° 115 : Articles de la capitulation....6 février 1810.

4. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 1 du 1^{er} mars 1810.

5. ADG : Correspondance du comte d'Ernouf.

6. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, 15 avril 1810. Dubuc-St-Olympe, le 3 avril 1810.

7. ADG : 5Mi 53. Archives de Stockholm. Proclamation de Beckwith, le 10 février 1810. Lacour écrit que le gouverneur se rendit en personne le 16 au palais de justice, ce qui n'est pas exactement ce qui est prévu dans sa proclamation.

Pour le grand public, une affiche fut imprimé par l'imprimerie Ginet de Basse-Terre, laquelle par forme de proclamation rappelait l'obligation pour tous ceux qui voulaient rester en Guadeloupe, de prêter serment à S. M. britannique avant le 6 du mois de mars. Refuser de prêter serment signifiait que l'on ne désirait plus rester en Guadeloupe et dans ce cas, ces personnes devaient se présenter « devant le secrétariat civil du gouvernement à la Basse-Terre pour obtenir les passeports qui leur sont nécessaires, et faute par eux de se conformer au présent ordre, ils y seront contraints par toutes les voies de droit⁸ ... »

Le Conseil privé fut réorganisé avec des habitants qui avaient émigré dans les territoires britanniques lors des événements révolutionnaires et qui avaient montré leur attachement à la monarchie ou tout au moins à l'Ancien Régime. On peut aussi penser qu'ils connaissaient la langue anglaise. Les membres furent désignés le 20 juin et la première session s'ouvrit le lendemain 21 à 2 heures de l'après-midi pour se terminer par la séance du 24. Sir John Irving fut présenté à l'approbation de Sa Majesté député de la Guadeloupe auprès des ministères du Roi⁹.

Alors qu'il se trouvait prisonnier en Angleterre « dans un cantonnement marécageux, froid et malsain surtout pour les personnes qui comme moi sont attaquées de la goutte », Ernouf fit appel à ses frères en maçonnerie pour obtenir un retour en France par échange de prisonniers. Le 2 mai 1810, en écrivant à ses frères du Grand Orient de France, il tentait de justifier sa défaite : « La Guadeloupe a succombé après un blocus d'une année converti ensuite en un siège qui a duré 11 mois, pendant lequel elle a essuyé toutes les horreurs de la famine réunies à celles d'un coup de vent qui a détruit ses plantations, ses vivres et ses édifices, ses vaisseaux et privé cette infortunée colonie de ses dernières ressources.

J'ai suivi le sort des troupes qui ont défendu avec moi la Guadeloupe. Épuisées par les maladies, le climat et la mauvaise nourriture elles n'ont pas été vaincues mais écrasées par un nombre d'ennemis décuple au leur... »

Il demandait donc que le Grand Orient de France intervienne en sa faveur auprès de la Grande Loge de Londres présidée par S.A.R. le prince de Galles. Il rappelait aussi qu'il n'avait « pas cessé de faire des efforts pour la propagation de l'art royal » et qu'il avait « rendu des services aux maçons de toutes les nations dans les pays où il a commandé, notamment aux Anglais que le sort des armes a fait tomber entre ses mains pendant le cours de cette guerre¹⁰ ... »

II – RÉORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA GUADELOUPE PAR LES ANGLAIS

A – *L'administration*

Les problèmes financiers furent immédiatement soulevés dans lesquels les intérêts personnels eurent une place primordiale.

8. ADG : 5J162, *Recueil des textes...* Proclamation de Beckwith, 28 février 1810.

9. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 24. Conseillers du Conseil privé : Gilbert Desmarais, Lepelletier de Liancourt, Chérot de la Salinière, Hurault de Gondrecourt (dont la famille avait été massacrée par les révolutionnaires à Trois-Rivières), La Veille du Berceau, Coudroy de Lauréal, Vaultier de Moyencourt, Guillaume Second.

10. ADG : 5J143 : Collection du Dr. Chatillon. Documents concernant la Guadeloupe.

L'amiral Alexander Cochrane fit paraître un avis qui revendiquait les droits de son frère Andrew Cochrane Jonhstone, l'ancien gouverneur de la Dominique qui était venu au secours des troupes de Richepance dans son combat contre les insurgés menés par Louis Delgrès. Il épousa en Guadeloupe, en 1803, une jeune et riche veuve ; la dame Désirée Godet fils, fille de l'ancien gouverneur de Cluny. Cette jeune veuve était l'héritière d'une importante fortune, deux millions de biens, malgré leur dépréciation due à la Révolution. Elle était l'objet de toutes les sollicitations et choisit un mari qui avait un rang prestigieux. Le contrat fut signé à Basse-Terre devant notaire et devant toutes les personnalités qui comptaient dans la colonie. Le mariage religieux eut lieu en Martinique qui avait conservé les règlements de l'Ancien Régime et l'on demanda à Paris de l'entériner. Le refus arriva par la lettre du 15 fructidor an XI (2 septembre 1803)¹¹. Une autre lettre datée du 30 Nivôse an XII (31 janvier 1804) nous apprend que le mari a été renvoyé à Londres à la suite de la déclaration de guerre de son pays. Sa femme ne l'a pas suivi¹². Le courrier d'ailleurs, mentionne que M^{me} Godet était alliée à la famille de Bonaparte, sans doute par Joséphine de Beauharnais. Dès le départ de son mari, la nullité du mariage fut prononcée. Alexander Cochrane, au nom de son frère, désigna donc un fondé de pouvoir, Samuel Lawrence, afin de garantir les droits de son frère¹³.

Cependant, son ex-belle-sœur, une fois son mariage annulé, se trouva libre et épousa le colonel Faujas, chef d'état-major du capitaine-général.

Les habitants qui avaient fourni des esclaves pour la défense de l'île, voulurent les récupérer. Ils se rendirent en pure perte à Basse-Terre auprès des nouvelles autorités afin d'obtenir la restitution des esclaves qui avaient été prêtés aux forces militaires et qui avaient été faits prisonniers. Le gouverneur anglais fit paraître une annonce afin de clarifier la situation les concernant.

Tous les nègres qui ont été envoyés aux Saintes comme pionniers ou comme soldats par le gouvernement français, y ont été pris lors de la conquête de ces îles. Ils sont devenus la propriété de l'armée anglaise. Ils ont été vendus à son profit ou sont prisonniers de guerre qui en s'engageant sous d'autres drapeaux sont perdus par leurs anciens maîtres¹⁴. En réalité ils ont été envoyés sur les propriétés de l'amiral Cochrane à Trinidad.

Jean-Baptiste César Dubuc de Saint-Olympe qui avait montré de longue date son anglophilie, fut chargé de suivre le travail de l'intérieur auprès du gouverneur, et du département des finances. Il devint le personnage le plus puissant de la colonie après le gouverneur au nom de Sa Majesté Britannique. Au lendemain de la conquête de la Guadeloupe il fut chargé de mettre en forme les désirs et les ordres de George Beckwith.

Le 22 mars depuis sa résidence de *Mon Repos*, par ordonnance, celui-ci organisa « la police des villes, paroisses et bourgs de la colonie de manière à maintenir l'ordre, seul fondement de la sureté publique... »

11. ANOM : C7A 60 F° 232, 15 Fructidor an XI.

12. ANOM : C7A 61 F° 22, 30 Nivôse an XII.

13. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 1 du 1^{er} mars 1810. A propos de ce mariage, voir M. A. Lacour : *Histoire de la Guadeloupe*, op. cit. Tome IV, p. 33-36.

14. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 4 du 15 mars 1810.

Il maintenait le système qui était en place précédemment, dans les paroisses, les commissaires civils restaient « les seuls représentants de(s) ... Autorités... Les commis à la police des bourgs sont sous leurs ordres, et les Milices, comme moyens de répression, sous leur commandant... ».

Pour les villes, il créa « un commissaire de police ayant rang de capitaine d'infanterie de milices » pour Basse-Terre et « un commissaire-général de police, ayant rang de major d'infanterie de milices, et immédiatement sous ses ordres un lieutenant de Police ayant rang de Lieutenant d'infanterie de milices » pour Pointe-à-Pitre. Ce dernier aura autorité sur tous les commissaires de police de la Grande-Terre. Il devra faire des tournées dans l'ensemble de sa circonscription pour recueillir les indications et les renseignements qui pourront lui être donnés par ses subordonnés.

Chaque commissaire sera libre de recruter les hommes des brigades et seront responsables de leur discipline. Ces brigades seront au nombre de deux dans chaque ville : une composée d'un brigadier et de quatre archers blancs et la deuxième composée d'un brigadier et de deux archers hommes de couleur libres pour Basse-Terre et pour Pointe-à-Pitre, l'une composée d'un brigadier, d'un sous-brigadier et de 6 archers blancs et l'autre d'un brigadier et 6 archers hommes de couleur libres.

Dans le même numéro¹⁵, on faisait part de la nomination des administrateurs français pour le compte des Britanniques : Nous avons déjà noté Jean-Baptiste César Dubuc-Saint-Olympe¹⁶ puis les principaux responsables de l'administration et des finances de la Guadeloupe britannique. Le gouverneur désigna ensuite les commissaires civils des paroisses en remplacement de ceux qui s'étaient montrés soit bonapartistes, soit antibritanniques.

Le 25 juin 1810, le gouverneur Beckwith, prit une ordonnance qui réglementait l'organisation économique, sociale et judiciaire de la Guadeloupe. Tous les aspects furent traités car comme il était annoncé dans le préambule : « Etant nécessaire d'apporter aux lois existantes dans la colonie, des modifications qui avaient été réservées lors de leur promulgation ou dont l'expérience a démontré le besoin :

Nous, déterminé par la haute opinion que nous avons de la sagesse et de l'expérience de la Cour d'Appel, avons jugé convenable de la consulter sur des points de législation aussi importants au bonheur des habitants de cette colonie¹⁷... » Suivent une série d'articles censés encadrer tous les

15. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, dimanche 25 mars 1810. Ordonnance concernant l'organisation de la Police dans les villes de la Basse-Terre et Pointe-à-Pitre datée du 22 mars 1810.

16. M. Quin, commissaire de l'administration colonial chargé du service à la Pointe-à-Pitre, M. de Watteville, commissaire de l'administration coloniale à la Basse-Terre, M. de Trogoff, receveur principal au département de la Guadeloupe et trésorier, M. de Chabannes, receveur colonial au département de la Grande-Terre, Pierre Valeau, préposé aux recettes à la Basse-Terre, M. Duclos-Dournau, préposé des recettes à la Pointe-à-Pitre, M. Vaultier de Moyencourt, curateur général aux successions vacantes dans les ressorts de la Guadeloupe et de la Grande-Terre. Commissaires civils : M. Bernard Poirier, Sainte-Rose, Poirier fils, lieutenant-commissaire de Ste-Rose, M. le chevalier Desnoyers, Pointe-Noire, Gosse fils, lieutenant commissaire de Pointe-Noire, M. de Lapede, Lieutenant du juge au tribunal de Pointe-à-Pitre, M. Lacaze l'ainé, commissaire civil de Vieux-Habitants, Lacaze cadet, lieutenant commissaire de Vieux-Habitants, M. Descressonnières, commissaire civil de la paroisse de la Basse-Terre, M. Delorme, substitut du procureur du roi à la place de notaire à la Guadeloupe, M. de Coulanges fils, à la place de notaire de la Guadeloupe.

17. Recueil des documents relatifs à la législation locale. 1790-1819. Volume IV, Paris, Bibliothèque de la Marine, manuscrit 131, ADG 5J162 F° 231.

aspects de la vie sociale selon l'opinion du gouverneur ou de celle de la partie de la population attachée au souvenir de l'Ancien Régime ?

Cependant, et on le comprendra un peu plus tard, Marie-Galante n'était pas concernée par cette ordonnance, ayant été, comme nous l'avons vu, conquise avant les autres îles de l'archipel. On peut raisonnablement supputer qu'en prévision de négociations futures, le Royaume-Uni aurait pu la conserver car elle constitue un véritable poste d'observation et une capacité de nuisance importante pour les activités commerciales de la Guadeloupe.

Cette situation particulière semble avoir été rapidement abandonnée et le 20 juillet, Alexander Cochrane qui avait été nommé gouverneur de la Guadeloupe, prit une série de mesures afin que la législation mise en place pour les îles principales s'appliquât à la dépendance.

Le nouveau gouverneur anglais voulait aussi liquider les contentieux de la Révolution. Lorsque les émigrés étaient rentrés en Guadeloupe en 1802, nous l'avons vu, ils étaient dans une situation difficile au niveau financier. Ils récupéraient des habitations complètement détruites et dégarnies de leur main-d'œuvre. Ils devaient trouver des fonds pour reconstruire leurs biens ou les vendre. Cependant, les dettes qu'ils avaient contractées avant de s'enfuir continuaient à courir et leurs créanciers se rappelèrent à leur bon souvenir. Une ordonnance leur avait accordé un sursis. Par l'article 69 l'ordonnance du général Beckwith accordait un nouveau sursis de 18 mois tout en laissant espérer un paiement du capital aux créanciers :

« Dans les dix-huit mois à partir du jour de la publication de la présente ordonnance, les débiteurs de toutes dettes actuellement maintenues en sursis, entreront en paiement des capitaux dans le même ordre et dans la même manière où les créances ont été laissées au 8 octobre 1794 sans rien innover néanmoins sur les intérêts qui ont couru depuis ledit jour jusqu'au 14 frimaire de l'an 11, lesquels sont et restent soumis à la décision du gouvernement... »

Le gouvernement central après avoir eu connaissance des dispositions prises immédiatement après la conquête voulut connaître qu'elles étaient les lois qui concernaient particulièrement la Guadeloupe, pensant que comme les îles britanniques, une législation spéciale était constituée pour la colonie. Un rapport établi le 12 avril 1811, rappelait qu'il « n'existe aucune législature à la Guadeloupe, sous le gouvernement monarchique il n'en existait pas non plus et il n'en a pas été établi sous les Consuls¹⁸... ». Les gouverneurs anglais, pensant que la Guadeloupe resterait britannique, devaient donc s'atteler à créer les conditions pour la mettre au même niveau que les autres Antilles britanniques¹⁹.

B – Police et défense

Après avoir réglementé l'existence des libres de couleur, Alexander Cochrane, dans la même ligne, voulut organiser la police et la défense de sa colonie sur le modèle des autres territoires britanniques. Le préambule

18. 5J162 : Rapport du 12 avril 1811.

19. Nous voyons ici les deux approches des administrations. La française, centralisée recevant les règlements du pouvoir central et l'anglaise pour laquelle chaque territoire se crée ses propres règlements.

de sa déclaration, annonce les principes : le maintien de la garnison qui avait été amenée pour la conquête de l'île et sa sécurisation face à l'extérieur et pour la police « comme dans toutes ses autres colonies » de Sa Majesté, « se repose ... sur les Habitants réunis pour protéger sa sûreté intérieure... ». Il décida donc de rétablir les milices par le biais d'une ordonnance qui fixera cette organisation afin de « réunir en corps de milice les habitants libres de toutes couleurs qui vivent dans cette colonie.

Le maintien de la tranquillité intérieure est l'unique objet du rétablissement des milices. Dans le cas d'une attaque de l'ennemi, les milices ne seront point appelées à la repousser... » Cependant, dit-il, les habitants qui voudraient dans ces circonstances combattre auprès des troupes seraient les bienvenus et seraient traités comme les soldats et officiers des troupes de S. M. Britannique²⁰.

C – Les noirs et les hommes de couleur

Les noirs et les hommes de couleur, comme pour l'administration française, constituaient un sujet de préoccupation pour les nouvelles autorités. Comme nous l'avons vu, les esclaves qui avaient été faits prisonniers furent vendus au profit de l'armée. Il est vrai que la Guadeloupe et sa population hors les émigrés revenus après 1802, avait la réputation d'avoir gardé un sentiment révolutionnaire et surtout antibritannique plus que bonapartiste.

Dès le 15 mars 1810, dans la *Gazette de la Guadeloupe* n° 4, le gouverneur par la voix de Dubuc Saint-Olympe faisait connaître la position du gouvernement anglais à propos des esclaves qui avaient été enrôlés dans l'armée française. « ...Tous les nègres qui envoyés aux Saintes, comme pionniers ou comme soldats, par le gouvernement français, y ont été pris, lors de la conquête de ces îles, sont la propriété de l'Armée et ont été vendus à son profit, ou sont des prisonniers de guerre qui, en s'engageant sous d'autres drapeaux, sont perdus pour leurs anciens maîtres... »

Nous avons vu que le gouverneur Ernouf avait expédié des renforts aux Saintes constitués en partie par des hommes de couleur. Ceux-ci en raison de l'étroitesse du territoire, n'avaient pu s'échapper et avaient été pris par les troupes ennemies. Ce ne fut pas le cas au Matouba, où dès que le drapeau blanc eut été levé, « tout ce qui comptait d'hommes de couleur, se jeta dans les bois ».

Il semblerait que les esclaves qui avaient été saisis aux Saintes, aient été envoyés à Trinidad sur l'habitation sucrerie du vice-amiral Alexander Cochrane dont l'atelier avait été doublé grâce à cet apport de main-d'œuvre considéré comme butin de guerre²¹. On peut penser aussi que l'amiral ait pensé ainsi se dédommager du tort, qu'il estimait que l'on avait causé à son frère lors de son expulsion de la Guadeloupe et de la dissolution forcée de son mariage avec la veuve Godet.

Le gouverneur anglais rejetait la responsabilité de la dette envers les propriétaires d'esclaves sur le gouvernement français qui devait les solder selon l'article 5 de la capitulation et l'article additionnel 3. Les sommes

20. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 46 du 15 octobre 1810. Proclamation d'A. Cochrane du 13 octobre.

21. Boyer-Peyreleau (E. E.) : *Les Antilles et particulièrement la Guadeloupe*.... P. 266.

dues devaient être prises sur les revenus des propriétés dont les propriétaires se trouvaient en France ou résidant dans un pays sous la domination française²². Rappelant ainsi, paradoxalement, ce qui avait été inauguré par Victor Hugues après sa conquête de l'île.

Nous remarquons, cependant, que l'armée anglaise intégra un certain nombre de ces esclaves dans ses régiments de *Blackmen*.

D'un autre côté, certains de ces hommes ont profité des combats pour s'enfuir. Ainsi, la *Gazette* du 11 avril faisait état du marronnage de 5 soldats originaires de la Dominique, 7 de la Barbade et 4 d'Antigue, tous pionniers de l'armée britannique. Il était rappelé que ceux qui les feraient travailler ou qui les recevraient s'exposaient aux rigueurs de la loi et que par contre, les personnes qui les arrêteraient recevraient 60 livres pour chaque nègre²³.

D'autre part, comme nous l'avons dit, l'armée britannique avait intégré les noirs qui étaient précédemment utilisés par l'armée française. Certains étaient des libres de couleur qui étaient donc libres de s'engager mais un certain nombre était des esclaves qui avaient été mis à la disposition des militaires ou qui avaient suivi leurs maîtres miliciens. Ils en profitèrent pour se déclarer libres et s'engagèrent dans l'armée d'occupation afin d'obtenir la liberté après un certain temps de service.

Après le retour au calme, les propriétaires d'esclaves réclamèrent leurs « propriétés », incités par les autorités anglaises qui voulaient remettre l'île au travail pour la production des denrées coloniales et pour lutter contre le marronnage. D'une part, dès le 10 mars, elles demandaient que ceux qui avaient perdu du bétail ou des esclaves depuis le 5 février en fassent la déclaration « afin que le Gouvernement pût prendre les mesures les plus efficaces pour la réintégration des objets perdus... » et d'autre part, elles exigeaient que « les propriétaires d'esclaves marrons soupçonnés d'être mêlés parmi les troupes du Roi dans cette colonie ou dans toutes autres » envoient au secrétariat du gouvernement à Basse-Terre, le nom, l'âge et le signalement de l'esclave et tous les renseignements qu'on aura pu obtenir sur les circonstances de sa fuite et le lieu où il s'est retiré. Avec ces documents, le gouverneur ordonnera des recherches tant dans la colonie que dans les diverses garnisons des autres isles. Mais on peut supposer qu'il ne s'agissait que d'une clause de style, ceux qui étaient mis sur les habitations des officiers anglais qui avaient des habitations sur les îles britanniques pouvaient être considérés comme perdus.

Par contre, des esclaves avaient été blessés et envoyés à l'hôpital militaire de Basse-Terre. Ils n'étaient toujours pas réclamés par leurs propriétaires deux mois après la fin des combats. N'étant plus en état de travailler, ils restaient théoriquement à la charge de leurs maîtres. Ceux-ci par voie de presse étaient sommés de venir les chercher²⁴.

Dès le 3 avril 1810, le général Beckwith fit publier un *Règlement concernant la police générale de la colonie* qui concernait essentiellement le statut des libres de couleur et des esclaves, lesquels sont perçus par les nouvelles autorités comme classes dangereuses.

Le premier article met clairement les choses au point en séparant nettement les trois classes juridiques et en rappelant la « supériorité » des

22. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 4, le 15 mars 1810.

23. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, 15 avril 1810.

24. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, du 15 avril 1810, p. 2. Avis du 15 avril 1810.

blancs sur les deux autres classes : « Les Gens de couleur libres savent qu'ils sont des affranchis ou des descendants d'affranchis, et à quelque distance qu'ils soient de leur origine, rien ne peut les rendre égaux aux Blancs ni leur faire oublier le respect qu'ils leur doivent ; mais comme les Blancs, ils jouissent des droits civils que la liberté leur accorde sous la discipline du régime colonial ; ils doivent connaître aussi la grande distance à laquelle les Esclaves sont d'eux et ce serait ne pas mériter leur état civil que de permettre à ces mêmes esclaves de la franchir.

Si leur bonne conduite leur a permis de mériter le bienfait inestimable de la liberté, cette même conduite leur permet de se rendre précieux aux Blancs, leurs bienfaiteurs, et en raison de ce sentiment, une protection particulière leur est accordée ; en conséquence, les seuls affranchis ou descendants d'affranchis dont les titres ont été accordés ou vérifiés dans la colonie peuvent y jouir des droits civils, y posséder des biens, exercer des métiers et faire les trafics auxquels ils sont propres dans le commerce. »

L'article 2 dénie le droit aux libres de couleur étrangers d'exercer toute activités en interdisant aux autorités locales de les reconnaître. Il faut se rappeler que lors de la période révolutionnaire, la Guadeloupe a reçu des affranchis et des esclaves qui venaient y chercher la liberté de tous les territoires avoisinants. Si un grand nombre a disparu dans les combats et les déportations, ils en restaient encore qui avaient l'intention de se fondre dans la population d'origine.

Les gens de couleur libres peuvent s'assembler sous prétexte de « noces, festins ou danses avec la permission du procureur du roi (article 3) mais ne pourront faire participer à ces réunions, aucun esclave sous peine d'être chassé de la colonie comme indigne de jouir des droits civils. Cet article 4 montre que la grande peur des autorités reste la collusion entre les libres de couleur et les esclaves.

Les autres articles essaient de lutter contre le recel de nègres marrons, de l'exercice des métiers par les hommes de couleur libres ou esclaves, comme chirurgiens, fabricants de remèdes, limitation de circulation...

Par contre, il rappelle l'obligation pour les maîtres de nourrir, vêtir et soigner ses esclaves.

L'article XIII est original. Il prétend encourager les maîtres à prendre soin de leurs esclaves pour en augmenter naturellement leur nombre par les naissances. Chaque 30 décembre, un dénombrement des ateliers de 50 esclaves et plus « ...pour déterminer quels seront les trois ateliers qui dans le courant de l'année auront eu l'augmentation proportionnelle la plus considérable, et le propriétaire de l'atelier dont la population se sera la plus accrue par les naissances de l'année au 30 décembre recevra une prime d'encouragement de *quatre mille cinq cents livres*, le second une prime de *deux mille sept cents livres*, et le troisième une prime de *mille cinq cents livres* ... »

Tous les autres articles reprennent les interdictions de circuler, vendre, acheter sans permissions, de rassemblement des esclaves.²⁵

25. ADG : 5J62 : Règlement concernant la police générale de la colonie, Georges Beckwith, Basse-Terre le 3 avril 1810.

Ce règlement qui s'inspire largement de l'ordonnance du 25 décembre 1783²⁶ qui avait été prise en Martinique à la suite de la guerre d'Amérique pendant laquelle la discipline s'était quelque peu relâchée et dont le nouveau règlement abroge toutes les dispositions qui y étaient indiquées à l'exception de celles qui y sont mentionnées.

Un peu plus tard, l'ordonnance du 15 juin, codifie toutes les relations entre les habitants. Elle s'ouvre avec son titre 1^{er} « Des lois civiles et de leur application aux gens de couleurs » article 1^{er} : Les lois civiles ne sont, sous aucun rapport, applicables aux esclaves.

Nul ne passe de l'état d'esclavage à l'affranchissement, que par la volonté du représentant du Roi dans la colonie, exprimée régulièrement... »

Le « code noir » est maintenu : « Nous maintenons comme lois coloniales la déclaration de 1685²⁷, toutes les lois qui ont réglé la condition des esclaves et des affranchis et de leurs descendants, et la ligne de démarcation qui a toujours existé entre la classe blanche et les deux autres, ainsi que les lois faites en conséquence de cette distinction : le tout réuni sous le titre de Code noir. » Ainsi, cette ordonnance entérinait et renforçait la situation stricte de séparation des 3 statuts juridiques²⁸.

Il semblerait que les anciens esclaves et les hommes de couleur qui avaient servi dans l'armée française, soit comme ouvriers, soit comme sapeurs, soit comme soldats, se retrouvant sans emploi, se soient répandus dans l'île et qu'ils s'employaient à la journée ou tout simplement menaçaient de sombrer dans la délinquance pour trouver des moyens d'existence. Le 10 juillet, le major-général Carmichael qui remplaçait le général Beckwith à la tête de la Guadeloupe fit afficher une proclamation par laquelle il exigeait que tous les noirs et hommes de couleur qui avaient servi dans l'armée française se présentent, dans les quatre jours suivants, chez le chef de l'administration avec les papiers dont ils sont porteurs. Faute d'obéir ils seront arrêtés et mis à la chaîne publique. Il n'est pas précisé leur sort en cas d'obéissance. Après le délai indiqué, toute personne qui arrêterait un des individus visés recevrait une prime de 72 livres²⁹.

Cependant, la situation ne s'améliorait pas et par l'ordonnance du 29 septembre l'amiral Alexander Cochrane devenu gouverneur de la Guadeloupe, éprouva le besoin de régulariser la situation d'une frange de la population de la Guadeloupe qui était connue sous le nom de « libres de savane ». Cette appellation désignait les anciens esclaves qui étaient considérés comme libres et qui vivaient en libres sans posséder de patente de liberté, ce qui les mettait dans une situation précaire étant à la merci d'une dénonciation.

En prenant son « Ordonnance concernant les affranchissements », Alexander Cochrane, sans doute influencé par la partie la plus conservatrice

26. ANOM : C8A84 F° 89 : Ordonnance de MM. De Damas et Petit de Viévigne concernant la police générale des nègres et gens de couleur libres (25 décembre 1783).

27. La référence à 1685 ne concerne pas une déclaration mais un Edit pris en mars 1685 connu sous le nom de « code noir ».

28. Recueil des documents relatifs à la législation locale. 1790-1819. Volume IV, Paris, Bibliothèque de la Marine, manuscrit 131, ADG 5J162 F° 233.

29. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, 15 juillet 1810, proclamation du 10 juillet.

des habitants guadeloupéens, faisait la synthèse des pratiques utilisées pour affranchir les esclaves sans payer les taxes afférentes à l'affranchissement pour obtenir une patente de liberté.

Les attendus qui précèdent l'ordonnance rappellent les moyens qui étaient utilisés pour acquérir la liberté.

En temps de guerre, le gouvernement local promettait la liberté contre un engagement dans les milices (de couleur) ou dans les troupes réglées. Après la défaite des Français, ces soldats se sont retrouvés dans la nature à la réserve de ceux qui étaient en poste aux Saintes comme nous l'avons vu, qui ont été capturés, vendus ou engagés dans l'armée britannique.

Dans les îles principales, au moment où la défaite était annoncée, « tous les noirs se sont jetés dans les bois », partis avec leurs fusils, ils constituaient une menace pour la société établie, ne pouvant arguer d'un document officiel leur accordant le statut de « libre de couleur », ne voulant pas retourner chez leurs anciens maîtres alors qu'ils avaient quitté le statut de dépendance. Il ne leur restait plus qu'à devenir marrons.

Le gouverneur anglais, donc, dans l'article 1^{er} de son ordonnance, demandait que chacun présente « sa pétition ... aux fins d'obtenir la liberté qui lui a été promise. Sadite pétition devra être apostillée par le commissaire civil de son quartier... »

Une autre catégorie de libres de couleur, sans doute moins dangereuse car participant à la vie économique de la colonie, était constituée d'individus qui avaient été libérés grâce à un subterfuge. Ces personnes qui possédaient « des titres de liberté émanant des colonies voisines ou des Etats-Unis d'Amérique ; ce que les lois locales n'admettent aucun de ces titres » étaient jalousées et dans une certaine mesure, combattues par la partie blanche et libre de couleur la moins riche de la société car ils leur faisaient concurrence, souvent avec talent, dans le commerce et l'artisanat.

L'ordonnance fait ainsi référence à une pratique usitée par certains maîtres désireux d'affranchir des esclaves proches, souvent des enfants issus de leurs amours ancillaires, sans avoir les moyens financiers de le faire tout en les protégeant d'un sort néfaste, notamment en cas de saisie.

L'esclave était embarqué clandestinement en direction d'une île voisine, la Dominique, ou Montserrat, Antigue et plus rarement les Etats-Unis d'Amérique. Déclarés libres dans ces territoires, ils revenaient en Guadeloupe comme libre de couleur étranger alors que tout le monde les connaissait parfaitement.

C'est pour cette raison que l'ordonnance précisait dans son article II : « Tous individus nés ou qui ont vécu en servitude à la Guadeloupe, porteurs des titres de liberté émanant d'un des gouvernements des Etats-Unis d'Amérique ou des colonies (les possessions françaises exceptées) nous présenteront incessamment leurs pétitions aux fins d'homologation des susdits titres de liberté, si lieu y a, moyennant taxe ».

Cette régularisation devait être précédée d'une enquête diligentée par le commissaire de la paroisse concernant leur conduite et leur degré de « dangerosité ». Au cas où le titre ne serait pas homologué, ils seraient expulsés en direction du territoire où ils avaient obtenu leur titre. Il s'agissait donc d'une menace extrêmement sévère pour une personne qui avait ses habitudes en Guadeloupe.

Le troisième cas qui était examiné, concernait les véritables « libres de savane ». Ceux-ci étaient considérés comme libres par l'ensemble des

acteurs économiques de la colonie à la suite du désistement ou du désintéressement de leurs maîtres, soit oralement, soit devant notaire, soit devant l'autorité communale sans que la démarche n'ait été finalisée par le paiement de la taxe et de l'obtention officielle d'une patente. Généralement, cette démarche était effectuée par un maître qui ne voulait pas (ou ne pouvait pas) acquitter la taxe et l'esclave devait y pourvoir. L'article V exigeait le paiement de cette taxe au tarif qui était celui qui était pratiqué au moment du désistement du maître sous peine de redevenir l'esclave de son ancien maître ou de ses héritiers. Si les démarches n'avaient pas été effectuées dans les trois mois, il serait arrêté et vendu au profit du roi (article VII).

On peut imaginer qu'au lieu d'améliorer la sécurité de l'île avec une rentrée d'argent dans les caisses de la colonie, cette ordonnance la désorganisa en poussant une partie des libres de couleur au désespoir et à la seule solution qui leur permettait de rester libre dans la colonie, le marronnage.

En conclusion, l'article VIII, rappelait la philosophie qui devait, selon les Anglais (mais aussi des autres nations) accompagner la liberté accordée : « La liberté est essentiellement due à de grands et de longs services. Ils peuvent être récompensés dans la personne des esclaves eux-mêmes comme dans celle de leurs enfants ; dans ce cas, les propriétaires nous présenteront des pétitions motivées, et nous nous éclairerons de l'avis de Messieurs les commissaires civils pour fixer nos décisions³⁰.... »

En ce qui concerne les libres de couleur, les habitants pro-britanniques qui avaient été consultés, soulevèrent le problème des successions envers les enfants issus des concubinages avec les femmes de couleur. Le général Berwick par son ordonnance du 5 juin 1810, dans son article 4 conservait le régime de succession et donation entre vifs ou testamentaires de la colonie et ajoutait les dispositions suivantes : « les gens de couleur libres hors de l'état de légitimité, sont incapables de succéder ou de recevoir autrement que des sommes à titre rémunératoire ou alimentaire. Tous fidei commis³¹ qui aurait pour objet de leur faire passer des biens sera déclaré nul et frauduleux, et pour la preuve du fidei commis les tribunaux admettrons un certain concours de circonstance comme dans le cas où il s'agit de prouver la simulation d'un acte.

Entendons au surplus que les gens de couleur libres puissent disposer entre vifs et par testaments en faveur des blancs, nonobstant toute interprétation contraire.... »

Il s'agissait donc de limiter les transmissions aux enfants de couleur issus des liaisons illégitimes, et pour la classe dominante de conserver seule la totalité des biens issus des successions.

Le titre neuvième, est intitulé : « Caisse des nègres suppliciés ». L'article 70 établit la caisse des nègres suppliciés en fixant à deux milles livres le prix des dits nègres mâles et à dix-huit cents livres celui des

30. ADG ; *Gazette de la Guadeloupe*, n° 45 du 10 octobre 1810 : Ordonnance concernant les affranchissemens (sic). Alexandre Cochrane, 29 septembre 1810.

31. Le mot Fidéicommis désigne une disposition testamentaire par laquelle le stipulant transmet un bien ou tout ou partie de son patrimoine à un bénéficiaire apparent en le chargeant de transmettre ces biens à une tierce personne spécifiquement désignée dans l'acte.

négresses. La peine prononcée pour troisième marronnage (soit la peine de mort) selon le code noir, pourra être commuée en peine de galère ou de chaîne à perpétuité et dans ce cas, le prix remboursé au propriétaire était réduit de moitié.

Nous avons analysé l'ordonnance dans ses attendus. Cependant, voyons comment son application a été perçue. Le 15 mars 1815, quatre habitants³² élaborèrent un rapport à destination des nouvelles autorités françaises dans lequel ils donnaient le point de vue de la ploutocratie locale.

« Une autre innovation est celle faite par le gouvernement anglais au système de l'affranchissement. Que ce gouvernement ait rapporté et provoqué l'exécution d'engagements anciens qui étaient oubliés ou éludés par des légataires infidèles ou ingrats, rien de mieux, mais ce gouvernement a porté atteinte à notre régime intérieur, tel qu'il est établi par nos anciennes lois en favorisant tout acte d'affranchissement n'importe de quelle nature qu'il fût....

... Lorsque le gouvernement anglais provoqua la réclamation de tous les individus, il se fonda sur le principe que l'affranchissement était un acte de pure volonté auquel le gouverneur conférait seulement un titre et ce principe donna lieu à des réclamations plus ou moins exagérées qui furent favorisées.

Il faut observer aussi que le prix des patentes accordées par ce gouvernement sur toutes ces réclamations tint surtout à l'esprit de calcul qui a présidé à beaucoup de ces innovations et qui gâte les meilleures institutions... »

Nous avons donc la confirmation de ce qu'ont perçu les habitants. Les occupants, sachant qu'ils allaient repartir, firent le plus de bénéfices possibles, y compris, selon ce rapport, en bradant des patentes de libertés à des esclaves devenus libres de couleur qui ne seraient bientôt plus sous leur responsabilité.

Boyer-Peyreleau, estimera plus tard, qu'ainsi « Plus de 1 000 esclaves furent affranchis, pendant les cinq années de sa domination ; et au moment où elle vit que la Guadeloupe allait lui échapper, cette marchande de *liberté* la vendait au rabais et à tous prix³³... »

Mais, ce qui parut encore plus scandaleux aux représentants des habitants blancs, c'est ce qui suit : « Enfin le gouvernement anglais a porté une bien plus grande atteinte à notre régime colonial en étendant les dispositions du code civil aux enfants naturels de couleur et en donnant aux affranchis la faculté indéfinie de recevoir contrairement à la déclaration de 1726 que nous avons eu occasion de citer, de simples provisions, des sommes à titre rémunératoires ou alimentaires doivent être seulement tolérées dans cette classe... »

Ils demandaient donc que l'on revienne aux principes d'avant 1789, principes qui étaient censées limiter les possibilités d'enrichissement des libres de couleur, mais qui n'étaient pas appliquées³⁴.

32. Dutel de Montgai, Petit, Chabert Delacharière, Dufresne St. Caugnes.

33. Boyer-Peyreleau (E. E.) : *Les Antilles et particulièrement la Guadeloupe*.... Op. cit.

34. Voir mon article : Jean-Antoine Amé Noël : *Libre de couleur de Guadeloupe (1769-1845)*, BSHG n° 161-162, p. 1-75.

D – La religion

Les nouvelles autorités voulurent s'appuyer sur le clergé pour consolider leur mainmise sur la colonie. Ainsi, par l'article 8 de l'ordonnance du 25 juin « concernant l'ordre judiciaire » signée par G. Beckwith, les officiers d'Etat-civil étaient supprimés et leurs attributions données aux curés qui recevront les mêmes droits qui étaient payés à ces derniers.

Cependant, la Révolution ayant permis les divorces, des dispositions spéciales furent prises en ce qui concerne leur cas car, les curés reçurent les attributions des officiers d'état civil « en tout ce qui ne blesse pas les lois canoniques de l'Eglise romaine et dans les cas de formalité de divorce ou de mariage de divorcés, le premier notaire requis sera tenu de remplir dans cette partie les fonctions d'officier d'état civil. » Cependant, on maintenait une séparation entre les actes civils et les actes religieux. Les curés seront tenus à partir du 15 juillet à tenir deux registres, l'un pour les actes civils : naissances, mariages, décès et l'autre pour les actes religieux : baptêmes, mariages et sépultures.

L'Eglise³⁵ devenait ou redevenait le centre de la vie sociale, car « C'est à la porte des églises que seront placées les affiches qui selon le Code civil, devront être mises à la porte de la maison commune. Exceptons les divorces, où les affiches seront mises à la porte du palais de justice... » (Article 9).

Un état des lieux a été établi à la demande de Sa Majesté britannique le 12 avril 1811, document non signé mais écrit sans aucun doute par des habitants français. Au niveau religion, il confirme que la religion catholique apostolique et romaine est la seule professée en Guadeloupe, cependant, il indique « qu'il s'y trouve une paroisse dont les propriétaires sont presque tous protestants, c'est la Capesterre, mais ils n'ont jamais eu de ministres... » Il est vrai qu'une partie des propriétaires étaient d'origine protestante (Poyen, Ganspoël, Duquerry³⁶....) mais il semblerait que les membres des familles protestantes qui étaient restés et leurs descendants se soient, plus ou moins officiellement, convertis. Cette affirmation nous semble curieuse et il faudrait connaître l'auteur du rapport pour en tirer un quelconque enseignement. Quoiqu'il en soit, on peut remarquer que la connaissance de l'origine protestante des familles avait été conservée.

A cette date, il y avait 24 paroisses mais seulement 12 prêtres, un vicaire septuagénaire à Pointe-à-Pitre (l'abbé Foulquier) et un prêtre émigré qui a été appelé des Etats-Unis d'Amérique il y a peu de jours. Il s'agissait sans doute du R. P. Vianey³⁷, oncle du Saint curé d'Ars, ancien carme de la Guadeloupe qui est à l'origine de la restauration et de la reconstruction de l'église de Notre-Dame du Mont-Carmel de Basse-Terre.

35. Il s'agit du bâtiment religieux et l'institution, l'Eglise, étant un outil de contrôle des populations pour les autorités anglaises qui pour elles-mêmes étaient (très majoritairement) des adeptes de l'Anglicanisme.

36. Voir mon ouvrage : *Les protestants aux Antilles françaises du vent sous l'Ancien régime*, SHG, 1988.

37. Il s'agit du R. P. Vianey, oncle du Saint curé d'Ars, carme présent en Guadeloupe lors de la dissolution des ordres religieux. Emigré aux Etats-Unis il y est revenu lors de l'occupation anglaise. Il est à l'origine de la restauration de l'église du Mont-Carmel qui avait été transformée en dépôt et était en ruine en 1810.

E – Problèmes financiers

Par l'article V de la capitulation, les Anglais avaient exigé que « les propriétés des personnes qui résident en France ou dans des contrées sous la puissance ou le contrôle de la France, seront responsables de ces engagements » c'est-à-dire des dettes dues par le gouvernement français, et l'article additionnel n° 3 reprenait cet aspect en prévoyant que « Les propriétés des absents, décrits dans le 5^{ème} article, ou le produit annuel de ces propriétés, sous les conditions y contenues, seront envoyés en Angleterre pour le bénéfice des propriétaires sujets à tous les règlements concernant la remise ultérieure aux différentes parties que S. M. Britannique jugera à propos de prescrire pendant la guerre³⁸. » Il s'agissait en fait de spolier les propriétaires français en profitant de leur absence et de préparer la transmission de leurs biens à des sujets britanniques.

Dès le 14 mars le général Beckwith par sa proclamation prit les mesures en concordance avec les actes de capitulation concernant les propriétés des absents afin d'en contrôler les revenus et de préparer leur mise sous tutelle.

Dans son article premier, il exigeait que tous les responsables (fondés de pouvoir, régisseurs, géreurs, dépositaires des biens) appartenant à des personnes résidant en France, présentent chaque mois de février et de juillet les comptes, actifs et passifs « à l'officier qui sera par nous commis sous la dénomination de Régisseur des Revenus des absents (sic)... ». Le reste des articles encadrait les vérifications des revenus et des dépenses à effectuer pour le fonctionnement des habitations avec intervention d'un notaire et remise entre les mains du régisseur de tous les reliquats³⁹.

L'ordonnance du 22 septembre 1810 allait encore plus loin en destituant les régisseurs des biens des personnes se trouvant en France pour les remettre à des régisseurs nommés, sous-entendu, proche du pouvoir britannique. C'est ainsi que l'héritage de M. Calmez de Lertiez qui avait été légué à ses quatre filles dont trois vivaient en France et qui était géré par le mari de la quatrième qui vivait en Guadeloupe, M. de Briols, furent remis en gestion à Mathieu King, affairiste britannique proche du gouverneur. M. de Briols porta l'affaire en justice réclamant les arriérés de gestion que lui devaient ses belles sœurs. Un jugement du 23 septembre 1811 lui donna raison condamnant M. King à verser les sommes réclamées⁴⁰.

Le 28 mars par son ordonnance Beckwith remaniait de fond en comble le système des impôts. Si comme il l'écrit en préalable, il s'agissait de reconstituer les finances de la colonie, cette ordonnance, à notre avis, fait preuve d'une philosophie différente de celle qui était pratiquée par les autorités françaises depuis les débuts de la colonisation. Précédemment, l'impôt direct était basé sur la capitation. Plus on avait de bras à sa disposition, engagés au début de la colonisation, puis esclaves, plus on était

38. ANOM : C7A 70 F°114-115 : Articles de la capitulation.... et ADG : 5J162, Recueil de textes....

39. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 7, du 31 mars 1810. Ordonnance sur la régie des biens en cette colonie appartenant à des personnes qui résident en France ou dans des Pays sous la puissance ou le contrôle de la France. 22 mars 1810.

40. L'affaire fut réglée en cassation le 13 juin 1826. *Journal du Palais présentant la jurisprudence de la Cour de Cassation*, Tome XX, 1826, Paris 1840, p. 565.

imposé. La richesse était donc symbolisée par la possession des travailleurs, des esclaves en l'occurrence et non basée sur la richesse matérielle ou la capacité à produire de la richesse. Ainsi, celui qui faisait cultiver des terres riches et qui avait les qualités pour fournir plus que son voisin, était proportionnellement moins imposé que le petit planteur qui cultivait les terres les moins fertiles.

Le système que le général Beckwith voulait instituer était plus pragmatique et plus moderne.

« Convaincu d'ailleurs que la capitation sur les campagnes est un mode d'imposition vicieux, puisque l'emploi de la même somme de forces mues par la même industrie sur des terres d'une inégale fécondité, donne des résultats très différents, ce qui met souvent l'Autorité aux prises avec l'impuissance ; et voulant centraliser l'Impôt des campagnes sur la denrée :

Et trouvant néanmoins de toute justice que les Propriétaires d'habitations cultivées en vivres du pays, ceux des Rhumeries étrangères aux Sucreries, ceux des Bonifieries de Café, et des Chaufourneries⁴¹, soient soumis à un impôt équivalent à celui des grands Cultivateurs payent sur la Denrée⁴²... »

En conséquence, il distingue l'impôt dans les villes et dans les campagnes. Pas d'imposition pour ceux qui ne possèdent qu'un esclave, mais un impôt progressif pour ceux qui en possèdent deux et plus, étant donc plus aisés.

Les propriétaires de maisons à loyer de Basse-Terre et des bourgs seront astreints à un impôt de 6 % sur les montants des loyers et pour ceux qui occupent leur propre maison, l'impôt de 6 % sera calculé sur l'évaluation du loyer de la maison. L'impôt est de 10 % pour les maisons de Pointe-à-Pitre.

Cependant, la capitation est conservée pour les habitants autres que les planteurs qu'il avait distingués dans l'introduction, au-delà de deux esclaves de 14 à 60 ans, ils payeront 15 livres par tête d'esclaves.

Les commerçants devront payer une sorte de patente annuelle divisée en trimestres.

Alors que la Guadeloupe subissait un blocus sévère, les denrées coloniales s'étaient accumulées dans les entrepôts qui regorgeaient de marchandises à exporter. Les habitants de la Guadeloupe voyaient s'ouvrir le marché international mais le nouveau gouvernement décida de taxer ces marchandises à leur sortie, sucre, café, coton, cacao, sirop. Les rhums introduits payeront également un droit d'entrée de 25 Livres par boucaut⁴³.

Selon Boyer-Peyreleau, ce système avait été mis en place par l'administration anglaise afin de se procurer des sommes importantes car à la suite du blocus que la Guadeloupe avait subi, les magasins étaient remplis de denrées coloniales qui n'avaient pu être exportées : 30 000 boucauts de sucre et les autres produits y étaient dans la même proportion. Le génie spéculatif de l'administrateur anglais sut tirer profit des circonstances. « Comme l'écoulement en fut rapide, les recettes du fisc furent immenses et promptes ... »

41. Fours à chaux.

42. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 8, du 5 avril 1810. Ordonnance sur les impositions pour l'An 1810.

43. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 8, 5 avril 1810. Ordonnance sur les impositions pour l'An 1810. 28 mars 1810.

Le commerce anglais s'accapara immédiatement de ces denrées.

Cependant l'acte royal (britannique) du 7 février 1810 qui concerne toutes les colonies des Indes Occidentales et de l'Amérique Méridionale, organisa le commerce de ces zones de façon différente pour la durée de la guerre et les six mois qui suivraient la fin de celle-ci. Il « autorisait les gouverneurs desdites possessions, de telles manières et sous telles restrictions qu'il plaira à Sa Majesté de fixer, ... suivant les circonstances, à permettre de temps à autre, pendant la présente guerre et six mois après la ratification d'un traité définitif de paix, l'importation et l'exportation pour lesdites îles des Indes Occidentales ... et pour toutes terres et possessions de Sa Majesté au Continent de l'Amérique Méridionale, de tous articles, marchandises ou provisions qui seront désignées par Sa Majesté en conseil, et ce par tout vaisseau ou navire appartenant à une puissance en relation d'amitié avec Sa Majesté... »

Les produits qui pouvaient être librement importés étaient ceux-ci : « bois et planches, chevaux, mulets, ânes, bêtes à cornes, moutons, porcs et de toute autres espèces d'animaux vivants et également de toutes sortes de provisions quelconques (les salaisons de bœuf, porc et beurre exceptés) : comme aussi de l'exportation desdites îles ... du rhum, de la mélasse, et de toutes autres productions et marchandises quelconques (le sucre, l'indigo, le coton en laine, le café et le cacao exceptés)... »

Rappelons cependant que les relations anglo-américaines étaient au plus bas, lesquelles déboucheront d'ailleurs sur la guerre en 1812.

Cependant les importations de marchandises provenant des Etats-Unis d'Amérique ne seront admises qu'avec le paiement de droits dont le tarif était joint.

Cet acte inséré dans la *Gazette de la Guadeloupe* n° 51 en Anglais puis dans le n° 53 du 20 novembre en Français devait en principe s'appliquer à la Guadeloupe occupée.

Il lui était très défavorable, ouvrant le marché à l'importation de la part des autres colonies anglaises, et n'autorisant l'exportation que pour le rhum et les mélasses interdisant ou contingentant les productions des produits coloniaux préparés et notamment en ce qui concernait la Guadeloupe, le sucre et le café, et de plus, taxant les approvisionnements venant des Etats-Unis, fournisseurs habituels de la colonie, du fait des tensions entre les deux puissances.

Afin de ménager la transition, le gouverneur Alexander Cochrane prit une ordonnance le 8 novembre repoussant l'application du tarif au 1^{er} décembre suivant⁴⁴.

En attendant, selon Boyer-Peyreleau, les droits furent fixés par les ordonnances du 7 février et 28 mars 1810, ainsi :

Les sucres terrés à 27 livres,

Les sucres bruts à 18 livres par 100 livres pesant indépendamment du droit dit du domaine d'Occident de 1 %

Le café, 9 livres, le coton, 12 livres et le cacao, 2 livres 5 s. par quintal, le rhum, 4 livres 10 s. par 100 gallons.⁴⁵

44. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 53, 20 novembre 1810. Traduction de l'Acte Royal, inséré dans le n° 51 de la *Gazette de la Guadeloupe*...

45. Boyer-Peyreleau : op. cit. Tome II p. 89-90.

F – La Guadeloupe est cédée à la Suède

Le 3 mars 1813, l'Angleterre signa un traité avec la Suède par lequel, entre autre, elle lui cédait la Guadeloupe en compensation des pertes qu'elle avait subies dans sa lutte contre Napoléon. Ce traité intitulé « *Traité de Concert et de Subsides entre Sa Majesté Britannique et le Roi de Suède* » fut signé le 3 mars 1813 à Stockholm. Par son article V la Guadeloupe était cédée au roi de Suède avec tous les droits que le roi d'Angleterre y possédait. « ...*Cette île sera remise aux mandataires de Sa Majesté le roi de Suède dans le courant du mois d'août de la présente année ou trois mois après le débarquement des troupes suédoises sur le continent....* »

Par l'article VI, le roi de Suède s'engageait à accorder, pendant 20 ans, un droit d'entrepôt dans les ports de Gothenbourg (Göteborg)⁴⁶, Carlshamn (Karlshamn) et Stralsund pour les marchandises britanniques issues du royaume ou des colonies et transportées sur des navires britanniques ou suédois. Les marchandises ne payeront qu'une taxe de 1% de leur valeur à l'entrée et à la sortie.

L'article séparé qui suivait concernait directement les habitants de la Guadeloupe. Le roi de Suède s'engageait à respecter les termes des actes de capitulations signés le 5 février 1810 avec le commandement britannique. Il s'engageait également à accorder aux habitants de la Guadeloupe la même protection et les mêmes avantages que ses sujets. **Par contre l'article IV interdisait la traite des esclaves** « ... *ne point permettre aux sujets suédois de s'engager dans la traite des Nègres, obligation que Sa Majesté Suédoise est d'autant à même de contracter que ce trafic n'a jamais été autorisé par elle...* » Ce en quoi si elle ne l'a pas autorisé, il a été largement pratiqué dans sa colonie de Saint-Barthélemy.

Elle s'engageait également à ne pas accepter de corsaires dans les ports de la Guadeloupe en cas de guerre avec la Grande-Bretagne dans le cas où la Suède resterait neutre, précautions qui font références à ce qui s'était passé dans sa petite colonie antillaise pendant la Révolution.

Et enfin, afin de faire cesser les réclamations des marchands britanniques qui voyaient avec regret, leur échapper une île sur laquelle ils avaient fondé beaucoup d'espoir de fortune et dans laquelle ils n'avaient pas hésité à financer la reconstruction. Le roi de Suède s'engageait à « ... accorder toute protection et sûreté aux sujets britanniques et à leurs propriétés soit qu'ils préférèrent quitter la colonie, soit qu'ils y restent. »

Il est vrai que des négociants de Londres, des maisons de commerce de Liverpool et d'autres places commerciales d'Angleterre craignaient des entraves dans le recouvrement des sommes dont ils avaient fait l'avance aux habitants guadeloupéens. Les partisans locaux de la cession, faisaient remarquer que sous la domination de la Suède, les difficultés qu'ils subissaient du fait des prohibitions dues à leur statut provisoire, seraient levées et les productions guadeloupéennes trouveraient un débouché facile et une sûreté sur les retours, permettant ainsi une prospérité du commerce qui garantirait le paiement des sommes dues aux capitalistes britanniques.

Ils estimaient également que la Suède était l'Etat de l'Ancien Monde le plus apte à créer de la richesse au bénéfice de tous. Elle trouverait un

46. Nous nous rappelons que Saint-Barthélemy a été cédé en 1785 à la Suède contre un droit d'entrepôt à Göteborg.

débouché utile à « ses fers, ses ustensiles, ses toiles communes, ses salaisons.... » dont les autres nations pourraient profiter grâce à l'entrepôt de ces marchandises dans les ports de l'île et la Suède y puisera elle-même de quoi satisfaire à tous ses besoins « tout en montrant au commerce un dépôt général où tout chargement pourra se compléter et la colonie trouvera d'abondantes ressources pour son approvisionnement⁴⁷... ». Ainsi, les habitants guadeloupéens espéraient que leur île profiterait d'un statut particulier qui avait montré tous ses avantages à Saint-Barthélemy dont la population d'origine française avait gardé son mode de vie à côté du port qui connaissait une activité commerciale au-delà de ses espérances, vue l'étroitesse du territoire.

En France, on s'inquiétait de cette situation notamment dans le cas où les planteurs guadeloupéens, anciens émigrés, accueilleraient avec faveur les nouvelles autorités. Cela risquait d'induire un état de fait irréversible qui sortirait définitivement la Guadeloupe de l'influence française. L'Empereur, tenta par le Sénatus-Consulte du 14 octobre 1813, de contrarier tant soit peu, la collaboration avec les autorités suédoises.

L'article 1^{er} revendiquait la souveraineté de la France sur la Guadeloupe qu'elle n'avait pas renoncé à recouvrer. « Il ne sera conclu aucun traité de paix entre l'empire français et la Suède, qu'au préalable, la Suède n'ait renoncé à la possession de l'île française de la Guadeloupe. » Et l'article 2 s'adressait aux Guadeloupéens : « Il est défendu à tous Français de la Guadeloupe, sous peine de déshonneur, de prêter aucun serment au gouvernement suédois, d'accepter de lui aucun emploi et de lui prêter aucune assistance⁴⁸. »

Population Guadeloupe 1814

Blancs : 10 713 (Guad. 5 042, Grande-Terre : 5671) = 11,67 %
Libres de couleur : 7 163 (Guad. 3270, Grande-Terre : 3 893) = 7,80 %
Esclaves : 73 878 (Guad. 31 541, Grande-Terre : 42 337) = 80,51 %
Total : 91 754

47. BNF : *Réflexions sur la cession de la Guadeloupe à la Couronne de la Suède* par Pierre François Fauché, Londres 1813.

48. Sénatus-Consulte concernant l'île française de la Guadeloupe, (IV Bull. DXXXIV, n° 9703)

Population Marie-Galante 1814

Blancs : 1 538 = 13,48 %
Libres de couleur : 501 = 4,39 %
Esclaves : 9 365 = 82,12 %
Total : 11 404

Population Saintes-Désirade 1814

Blancs : 746 = 30,58 %
Libres de couleur : 122 = 5 %
Esclaves : 1 571 = 64,41 %
Total : 2 439⁴⁹

49. ADG : Archives d'Ecosse. Etat de la population des Isles Le même tableau existe pour 1813. Les différences sont minimes.

III – LES HABITATIONS DOMANIALES ET LE CLERGÉ

A – Période de transition

Au moment où l'occupation anglaise était censée prendre fin, le 29 octobre 1814, Hyppolite Defrasane fit un rapport qui commençait par un historique rapide : « Ces habitations avaient été affermées pendant l'administration du capitaine général Ernouf et du préfet colonial Kersersau : Saint-Charles et Bisdary à M. Vaultier de Moyencourt pour 5 ans, Baillif d'en bas à M. Lescamada, Baillif d'en haut, à M. Avril jeune et Dolé à MM. Moyencourt frères. Ces différents baux couraient encore lorsque la colonie tomba aux mains de S. M. Britannique au mois de février 1810. Ils ne finirent que vers la fin de l'année¹ ».

Effectivement, au moment où les Anglais occupèrent à nouveau la Guadeloupe en 1810, les fermiers de ces habitations devaient des sommes importantes au gouvernement français et lors de l'expiration de leurs baux, non seulement ils ne payèrent pas les sommes dues au gouvernement anglais qui normalement prenait la suite du précédent, mais ils demandèrent des indemnités.

H. Defrasane expliqua plus tard la situation : à l'expiration de leurs baux, les sommes plus ou moins importantes qu'ils devaient se compensèrent avec une indemnité qu'ils obtinrent pour le tort que leur avait fait l'état de siège de la colonie et le débarquement des troupes de S. M. Britannique.

M. Avril était pourtant reconnu reliquaire d'une balance d'environ 50 000 livres et MM. Moyencourt en devaient autant.

M. Vaultier de Moyencourt exploita pendant 5 ans les deux plus belles habitations, Saint-Charles et Bisdary et produisait chaque année 200 milliers de sucre. Il devait donc de très grosses sommes mais, selon H. Defrasane, il n'a rien ou presque rien payé sous l'administration française qui lui accordait ses faveurs et n'a rien payé sous l'administration anglaise.

Il intéressa en sa faveur M. Dubuc de Saint-Olympe, chef de l'administration coloniale anglaise et il présenta des comptes basés sur un système d'indemnités tellement exagéré qu'au lieu de demeurer débiteur de 40 à 50 000 livres, il se portait créancier du gouvernement de 200 000 livres.

Ces comptes furent transmis par M. de Saint-Olympe à S. E. Sir Alexandre Cochrane qui les transmit aux ministres de S. M. britannique qui demandèrent la création d'une commission composée de Matthew King, aide de camp de Cochrane, de MM. Courejolle et Méry-d'Arcy, notaires à Basse-Terre.

Des obstacles furent dressés pour le fonctionnement de cette commission mais M. Vaultier de Moyencourt fut en définitive institué débiteur de 230 000 livres ou environ.

Le rapport établi par cette commission ne fut pas expédié à Londres mais examiné en révision au Conseil privé et les comptes équilibrés².

Il va de soi, que ces résultats étaient dus à une série de raisons que l'on perçoit en filigrane dans les documents et qui vont de la corruption à la solidarité de classes sociales, nationales et familiales tous les conseillers et

1. Idem : Mémoire pour la régie des biens ... Basse-Terre le 29/10/1814. H. Defrasane.

2. ANOM : Section géographique, Guadeloupe, C 43 D 339, H. Defrasane, Basse-Terre, le 29/01/1814.

les administrateurs pour le compte des Britanniques appartenant à la même classe sociale y compris d'ailleurs le gouverneur britannique qui avait des liens matrimoniaux avec la famille Godet-Desmarais de Basse-Terre et des intérêts dans les habitations sucrerie de la colonie³ avant même l'occupation anglaise.

B – Les habitations domaniales lors de l'occupation anglaise

Lorsque les baux arrivèrent à expiration, il fallut les renouveler et si l'on s'en tient aux annonces passées dans le journal officiel de la Guadeloupe intitulé *Gazette de la Guadeloupe*, les autorités anglaises dans un premier temps semblent n'avoir rien changé aux dispositions qui avaient été prises. Ils firent publier un avis dans la *Gazette* du 10 septembre 1810 qui annonçait que les fermes étaient remises en compétition aux mêmes conditions que précédemment.

Ces habitations étaient celles dite « *des Jacobins d'en bas* » au Baillif, plutôt connue sous le nom de « *Petit Marigot* » située à l'emplacement de l'actuel terrain d'aviation et de la zone artisanale. Elle était plantée de cotonniers et laissée en grande partie en savanes. Son bail venait à expiration un mois avant les autres qui étaient : *Saint-Charles*, *Bisdary* et *Dolé* montées en sucreries. Les deux premières dans la paroisse de Basse-Terre extra-muros et la troisième dans la paroisse de Trois-Rivières⁴. Une autre, non citée, *Grand Marigot*, montée également en sucrerie, se trouvait dans la paroisse du Baillif.

Les conditions des fermages étaient identiques à celles qui avaient été définies sous l'administration française. Les baux seraient d'une durée de sept ans et les fermages étaient exigibles en argent au mois d'octobre de chaque année, le gouvernement se réservant le droit de se faire payer les deux-tiers à la fin du mois de mai en sucre provenant des habitations. Et pour rassurer les futurs fermiers, les représentants du gouvernement anglais firent préciser : « Les Nègres des Habitations affermées seront vêtus, nourris et conduits dans le sens le plus strict des Ordonnances des Rois de France, alors Souverain de cette Colonie⁵... ».

Au premier abord il semble que les fermiers tentèrent de dissuader les éventuels enchérisseurs car M. Dubuc Saint-Olympe, chef de l'administration nommé par les Anglais, prit la précaution de bien faire préciser par voie de presse que les enchères étaient libres et que toutes personnes ayant des références, c'est-à-dire pouvant présenter un cautionnement suffisant, pouvaient concourir.

Toutefois, il semble que des bruits contradictoires circulaient car Dubuc Saint-Olympe fit paraître l'avis un peu plus tard dans la *Gazette de la Guadeloupe* du 5 octobre avec des précisions en forme de *Nota Bene* rédigé ainsi : « Le public est informé que la porte est ouverte aux offres de toute personne en état d'être cautionnée et que le titre de fermier

3. Le frère du gouverneur avait épousé l'héritière de la famille Godet-Desmarais qui possédait notamment la sucrerie Desmarais de Basse-Terre.

4. La section de Dolé faisait partie de la paroisse de Trois-Rivières. Elle en a été détachée pour être intégrée en 1837 à la nouvelle commune de Dos D'Ane qui deviendra plus tard Gourbeyre.

5. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, du lundi 10 septembre 1810, 1^{ère} page.

actuel n'ajoute aucun poids aux offres desdits fermiers pour un nouveau bail. Les droits de tous à la compétition des fermes sont égaux⁶. »

A nouveau, le 25 octobre, l'avis reparut avec une nouvelle précision faisant savoir que : « Le gouvernement se réserve le droit d'opter quand bon lui semblera entre le prix fixé au bail et la moitié des productions fabriquées dans l'année... ». Il laissait ainsi la porte ouverte à des spéculations sur les cours des denrées coloniales de la part des nouveaux administrateurs ou de leurs représentants.

A l'exception de cette précision, à partir du 25 octobre qui laissait une ambiguïté sur le mode de paiement des fermages, il semble que M. Dubuc Saint-Olympe ait, apparemment, respecté scrupuleusement les usages. Les anciens fermiers, français, ne furent pas retenus, et c'est Alexandre Hay, ancien négociant à Antigue et juge d'amirauté à la Guadeloupe, qui obtint les fermages de quatre habitations sur cinq, à savoir : Baillif d'en bas (Petit Marigot), l'ancienne propriété des dominicains, Saint-Charles, Bisdary et Dolé pour respectivement 16 000, 66 000, 15 000 et 25 000 livres et M. Maillau, dont la propriété était limitrophe du Grand Marigot ou Baillif d'en haut, loua cette dernière pour 25 500 livres, loyer réduit à 20 500 livres par ordre du gouverneur anglais Alexandre Cochrane en raison du blocus et de la réduction du commerce du sucre en 1811, 1812 et 1813.

M. Hay prenait des habitations qui étaient en mauvais état. Il s'engagea à réparer les bâtiments que les locataires précédents avaient laissé tomber en ruines. Il effectua les réparations pour un montant de 140 000 livres et paya au terme de deux ans 60 000 livres. Il avait ainsi déboursé 200 000 livres en deux ans au lieu des 244 000 livres dues (122 000 × 2).

Mais, par l'effet du blocus continental et sous la pression des planteurs britanniques des autres îles, les sucres guadeloupéens n'étaient pas acceptés en Angleterre pour éviter la concurrence, les revenus baissèrent énormément. D'autre part, les ateliers et le cheptel des bêtes à cornes déperissaient. Il demanda donc un dégrèvement. Au lieu de lui répondre positivement ou négativement, M. de Saint-Olympe envoya les huissiers saisir les denrées fabriquées sur l'habitation Saint-Charles. Ils saisirent jusqu'aux meubles personnels de M. Hay qui y avait fixé sa résidence. Il fit faire également des saisies chez un négociant de Basse-Terre.

M. Hay proposa la résiliation de ses baux et M. de Saint-Olympe décida de le prendre au mot et de rendre les habitations Saint-Charles, Bisdary et Dolé au clergé.

Il faut se souvenir que le clergé qui possédait ces habitations sous l'Ancien Régime justifiait leur possession par la nécessité de se procurer des revenus pour le fonctionnement des paroisses et de l'hôpital. Napoléon Bonaparte avait décidé de ne pas revenir à l'ancien système mais de financer les cultes et les clergés comme cela était prévu par le concordat⁷. Avec l'occupation anglaise le clergé se trouva privé de ressources. Le préfet apostolique et curé de Pointe-à-Pitre était l'abbé Foulquier, l'un des rares curés à être resté clandestinement en Guadeloupe pendant la Révolution⁸.

6. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 44, 5/10/1810.

7. Les cultes : catholique, protestant et juif notamment en Alsace-Lorraine pour ce dernier.

8. Avec le père Girolani entre Bouillante et Pointe-Noire, l'abbé Foulquier était présent en Grande-Terre. Ils étaient tous les deux francs-maçons ce qui peut expliquer qu'ils aient pu se cacher dans la population.

A la demande du chef de l'administration, il se rendit à Basse-Terre. Des conférences se tinrent au gouvernement auxquelles M. Hay fut invité et l'on convint de la résiliation des baux à laquelle le fermier consentit à certaines conditions (qui restèrent secrètes) que l'abbé Foulquier promit verbalement de respecter.

Après ces conférences où rien ne fut convenu définitivement, ni arrêté par écrit, le chef de l'administration envoya un commissaire, un notaire, des experts et des témoins sur les habitations pour les mettre à la disposition immédiate du préfet apostolique.

M. Hay refusa le fait accompli et tout le monde se retira.

Toutefois, le clergé prit effectivement possession des habitations bien que, selon le rapport de M. Defrasane, il n'y ait aucun droit car ces biens appartenaient aux ordres religieux qui avaient été dissous et le clergé catholique sous l'occupation anglaise était constitué de prêtres séculiers. Cependant, l'administration anglaise avait tout le loisir de ne pas se conformer aux normes instituées par l'Empire.

A la suite de ce rapport, nous trouvons l'avis d'un auteur dont le nom n'est pas précisé, sans doute un administrateur neutre ou plus simplement, un habitant qui avait des comptes à régler avec l'administration anglaise et surtout avec leurs partisans. Celui-ci est intitulé « Notes sur le contenu du mémoire de M. Defrasane concernant la régie des habitations dites des pères ou religieux réguliers ».

D'après ces notes, le rapport n'était pas impartial car M. Defrasane était l'avocat de M. Hay. Ce dernier étant un homme de mauvaise foi qui était « l'âme damnée » de M. de Saint-Olympe. Il s'était entendu avec lui pour se faire adjuger les baux à des prix convenus moyennant une rétribution annuelle qu'il payait « sous la rose » nous dirions maintenant « sous la table » à l'administrateur vénal.

Il pensait retirer des bénéfices considérables les deux dernières années et grossit énormément les réparations qu'il fit les deux premières années mais s'étant brouillé avec M. de Saint-Olympe, celui-ci prit le prétexte de sa demande de modération de loyer pour le déposséder de ses habitations et les remettre au clergé.

En réalité, il changeait d'homme de paille car d'après le même document, l'abbé Foulquier, le préfet apostolique, avait amassé une fortune immense et frauduleuse, en homme adroit et cupide. Il s'insinua dans les bonnes grâces de l'administrateur et parvint à déposséder M. Hay.

Quoiqu'il en soit, les réparations avaient été mal faites, les bâtiments du Grand Marigot au Baillif étaient totalement ruinés et il n'y avait plus de cultures du tout. De plus, on était forcé de refaire en entier le moulin de Dolé⁹.

Il y a sans doute une grande partie de vérité dans ce qui fut écrit et qui explique ce que l'on avait perçu dans l'attribution de quatre fermes sur cinq à M. Hay.

Ces habitations en régie qui avaient été plus ou moins laissées au domaine public devaient être considérées comme n'appartenant à personne ou tout au moins d'une propriété douteuse, aussi, ceux qui passaient sur le grand chemin se servaient en cannes à sucre sans aucune

9. ANOM section géographique, Guadeloupe, C 43 D 339. Régie des biens des absents, 1814.

vergogne. Les ravages étaient très importants et le 31 janvier 1811, M. Hay, le fermier de ces habitations éprouva la nécessité de faire paraître un avis dans la *Gazette de la Guadeloupe* concernant « le ravage effrayant qui a lieu sur l'habitation Saint-Charles dite l'hôpital... et celle de Bisdary et celles (les terres) qui avoisinent le grand chemin ». Le vol des cannes semblait être organisé à grande échelle comme le faisait remarquer cet avis : « ... les passants cassent des cannes dans les pièces qui bordent la route et depuis qu'ils ont commencé à couper des cannes sur l'habitation Saint-Charles, ils se sont permis, malgré les défenses des gardiens établis, de prendre des cannes jusque dans la pièce que l'on coupe... ». Cet avis montre que les Anglais étaient en train de fortifier le réduit et établissaient durablement l'endroit dénommé Grand Camp car il poursuivait : « ... Une telle violation de propriété ne peut pas durer, surtout si l'on considère que c'est le chemin le plus fréquenté de la colonie et que dans ce moment les charrois considérables que l'on fait au camp établissent un passage continu sur ces habitations... » Le fermier de ces habitations prévenait donc « tous propriétaires de nègres, afin qu'ils leur fassent les défenses les plus expresses de toucher aux cannes ... les hommes libres de toutes classes que quiconque sera trouvé un morceau de canne à la main, l'esclave (sans un permis de son maître), sera arrêté et conduit à la geôle de Basse-Terre pour être poursuivi comme destructeur de propriété... » Il était donc nécessaire de rappeler que les produits de ces habitations n'étaient pas abandonnés au public¹⁰.

C – Etat des habitations domaniales à la fin de l'occupation anglaise

Au moment où les Anglais devaient quitter la Guadeloupe, un recensement des propriétés fut effectué, d'abord sommairement le 13 novembre 1815 par le notaire Méry-d'Arcy, puis plus précisément le 16.

Ces documents sont précieux car le notaire, les experts et les témoins désignés par la nouvelle administration n'avaient aucun intérêt dans ces habitations et ils ne furent pas tentés de travestir la réalité de ce qu'ils avaient à estimer et à recenser. La description des esclaves notamment fut faite avec précision et sans fard, ce qui donne une situation qui nous semble assez près de ce que devait être la réalité de l'époque.

L'atelier de l'habitation Saint-Charles tout d'abord, comprenait à cette date 195 individus soit 107 femmes et 88 hommes se répartissant ainsi : 64 enfants de 0 à 14 ans (32,82 %), 117 de 15 ans à 60 ans (60 %) et 14 de plus de 60 ans (7,17 %).

Les tranches d'âges sont assez équilibrées avec toutefois un déséquilibre entre les deux sexes, les femmes étant plus nombreuses à partir de la tranche des adolescents au-dessus de 14 ans. Cela était dû, sans doute, aux événements que venait de traverser la Guadeloupe depuis 1789 et surtout 1794. L'occupation anglaise représentant plutôt une période de stabilité. On sait aussi que des esclaves de Saint-Charles furent réquisitionnés et embarqués sur la marine anglaise.

L'augmentation était le résultat de l'accroissement naturel car à l'inverse de ce qui avait été fait lors de la première occupation anglaise de

10. ADG : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 67, 31 janvier 1811 : « Avis au public ».

1759 à 1763, les Anglais n'avaient pas fortement investi dans la colonie, se conduisant plutôt en prédateur qu'en investisseurs, les planteurs anglais ne tenaient pas à ce que la Guadeloupe entrât dans le domaine britannique car elle aurait fait une trop grande concurrence aux produits issus des autres Petites Antilles.

Un couple de marrons est signalé parti depuis huit ans, soit 1807. Ce sont la négresse Rosillette et le nègre Honoré.

Un autre, Gervais, maçon de 55 ans, partit au moment du recensement. Peut-être a-t-il voulu profiter du relâchement de la discipline au moment du transfert des propriétés pour tenter de se libérer et d'intégrer les « libres de savane » ? D'autant que son métier lui avait sans doute permis de se faire des connaissances dans la colonie et lui assurait un moyen de subsistance auprès des libres (blancs ou de couleurs) peu regardant sur la situation des ceux qu'ils faisaient travailler.

La description du personnel servile nous paraît assez proche de la réalité car entre les malades, les infirmes et les « surâgés », ce sont 35 personnes qui sont exclues de la force de travail, soit 17,94 % de la totalité, y compris les enfants. Mais si nous ne tenons pas compte de la force de travail en enlevant les enfants, c'est 26,71 % du personnel qui est incapable de fournir un travail.

Des personnes sont inscrites pour « mémoire », ce qui signifie qu'elles ne sont plus astreintes au travail dans le petit ou grand ateliers. La première cause est uniquement leur trop grand âge, les « surâgés ». Ils sont neuf. Les autres sont soit malades sans précision, six dont une jeune femme de 29 ans, « très malade », soit infirmes pour neuf personnes dont une jeune fille de 17 ans, Suzon qualifiée d'impotente ; d'autres Marguerite, 15 ans, « incapable d'aucun service » comme Zaïre 46 ans. Quelques fois des précisions sont apportées sur la maladie, éléphantiasis pour le forgeron Régis, 52 ans, un ictère pour Narcisse, 50 ans, « un mal incurable à la jambe » en plus de son grand âge (76 ans) pour Albine, ou un problème de vue (vue faible) pour Noël le commandeur de 41 ans ou la perte d'un œil pour Celerin, 37 ans, qui était borgne. Les autres causes de non-comptabilisation mettent en valeur les conditions de travail dans les sucreries. Mathurin, 44 ans était estropié de la main, Lange, 24 ans, estropié, Fanchonnette, 50 ans, avait trois doigts coupés, sans compter les infirmes que nous avons signalés plus haut et pour lesquels nous ne connaissons pas les causes de leur infirmité.

Pour l'habitation Dolé, on retrouve à peu près les mêmes éléments. Vingt-quatre personnes sur cent trente-six sont déclarées inaptes au travail, soit 17,64 % du total, mais si on enlève les enfants, c'est 23,76 % du personnel qui est exclu. Les « surâgés » au nombre de sept, les infirmes sans précision, quatre femmes auxquelles on doit ajouter deux femmes estropiées, Judith, 50 ans ayant les deux pieds coupés et Geneviève, 70 ans, ayant les deux bras coupés, ce qui rappelle les conditions dangereuses du travail dans la sucrerie et notamment au moulin à cannes, deux sourds, un borgne, un presque-aveugle. Une femme de 23 ans ayant les pians¹¹, une autre de 43 ans, ladre c'est-à-dire lépreuse¹², un homme de 29 ans ayant une fistule au ventre et une femme de 44 ans, une descente d'organes.

11. Les pians ou le pian est une maladie qui est proche de la syphilis.

12. Normalement, depuis le début du XVIII^e siècle, les lépreux esclaves ou libres, devaient être envoyés à la Désirade.

Donc une variété assez grande de maladies et d'infirmités qui éclairent les conditions sanitaires de l'époque et celles du travail difficiles et dangereuses.

L'habitation Bisdary se distingue des deux précédentes par le pourcentage élevé de personnes inaptes au travail : 24 sur 99 soit 24,24 % et si on enlève les enfants c'est pratiquement le tiers de l'atelier qui ne peut fournir aucun travail soit 31,57 %. Cette situation s'explique par l'histoire même de cette habitation qui appartenait aux jésuites, fut rachetée juste avant l'application de la dissolution de l'ordre des jésuites en Guadeloupe et dont l'achat fut immédiatement contesté. La Révolution aidant, l'atelier s'amointrit mais il ne fut pas réorganisé après les événements révolutionnaires car les héritiers du Sieur Lepreux tentaient de reprendre possession de ce qu'ils considéraient comme leur héritage. Il s'agit donc d'une population qui ne s'est pas renouvelée. Le nombre d'infirmes est assez important, 7 femmes et 2 hommes, auxquels il faut ajouter trois femmes, l'une de 48 ans ayant le bras droit coupé, une autre de 29 ans avec deux doigts en moins et une déhanchée. Les « surâgés » sont au nombre de sept, trois hommes et quatre femmes. Un homme malade, une femme presque aveugle et une autre de 39 ans avec une hernie.

Nous possédons ainsi l'état de santé d'une population servile assez nombreuse car en additionnant les esclaves des trois habitations domaniales, nous arrivons à 430 personnes dont 83 sont déclarées inaptes au travail, soit 19,30 % mais si nous ne comptons que les adultes, soit 308 personnes, nous arrivons à un taux de 26,94 % ce qui paraît très important¹³.

Boyer-Peyreleau qui joua un rôle majeur dans cette période, donna un peu plus tard son avis sur ces sucreries et notamment sur les ateliers vers cette époque : « Les jésuites et les frères de la Charité avaient dans ce quartier (Basse-Terre extra-muros) deux habitations faisant partie des cinq qui, pendant la révolution ont été réunies au domaine de l'Etat.

Les frères de la Charité possédaient la sucrerie dite *l'hôpital* ou *Saint-Charles*, sur la montagne de ce nom près de la rivière des Galions : c'est la plus considérable des cinq habitations. On y comptait autrefois 600 nègres, dont il ne restait, dans les derniers temps que 200 par suite des événements et des ravages de 1794 et de 1801 et par l'effet d'une mauvaise administration.

L'habitation que possédaient les jésuites est celle appelée *Bisdary*, appartenant à anciennement à M. Houël ; elle est située sur les hauteurs à peu de distance de celle Saint-Charles, et sur la rive gauche de la rivière Sence. On y comptait autrefois, 400 nègres ; elle était réduite, en 1816, à environ une centaine... »

Et plus loin, en parlant du quartier de Trois-Rivières dont *Dolé* faisait partie, il écrivait : « Les Carmes ont possédé, jusqu'à la Révolution, l'habitation à sucre dite *Dolé* : de leur temps, elle était exploitée par 500 nègres : il n'y en restait plus que 130 en 1816 depuis qu'elle était passée au domaine de l'Etat. Dans ce nombre, il y a plus de femmes que

13. ADG : E2/173 : M^e Méry-d'Arcy, minute 168 du 13/11/1815, récolement et minute 178 du 16/11/1815, inventaire des habitations Saint-Charles, Bisdary et Dolé.

d'hommes, ainsi que dans toutes les habitations, parce que les désastres de la révolution et des guerres ont plus pesé sur les mâles¹⁴... ».

Il confirme, tout en exagérant sur les nombres initiaux, cette impression d'abandon que l'on peut constater dans les documents, en ce qui concerne les ateliers mais aussi, les plantations et les bâtiments.

Les minutes notariales précédemment citées nous donnent également des indications sur l'organisation de l'atelier et sur les conditions de travail.

Sur l'habitation Saint-Charles, la plus importante, on retrouve les spécialistes habituels, le commandeur et son prédécesseur « trop vieux » et laissé en mémoire, un maître ouvrier qui semblait être l'adjoint du commandeur, un nombre important de charpentiers, scieurs de long, six en tout, ce qui rappelle que l'habitation s'étendait haut sur la montagne et avait gardé des zones boisées et il faut se souvenir aussi que la construction en Guadeloupe était basée essentiellement sur le travail du bois. Les parties maçonnées n'étant que celles pour lesquelles on ne pouvait faire autrement, c'est-à-dire une partie des bâtiments industriels.

Il y avait aussi deux charrons dont l'un trop vieux est cité en mémoire, trois forgerons dont l'un, âgé de 69 ans ne travaillait plus, deux maîtres tonneliers, trois maçons dont l'un de 55 ans était marron, deux vinaigriers (distillateurs) deux raffineurs, deux cabrouétiers, un hospitalier, une accoucheuse, un domestique et une servante. Pour la garde des bestiaux, il y avait Charles, 49 ans, il était aidé par plusieurs garçons, Rémi, Blaise, Etienne, Médard 12 ans, Bernadin, 13 ans. On peut très bien imaginer que ces jeunes garçons étaient responsables des animaux dans les diverses savanes de l'habitation qui s'étendaient sur l'ensemble de la montagne Saint-Charles y compris sur le plateau des Palmistes.

Sur l'habitation Dolé, on trouvait également les spécialistes habituels ; un commandeur de 36 ans mais atteint de la tuberculose. Il avait un second, Adolphe, qui était borgne. Deux charpentiers, trois tonneliers dont un était presque aveugle, un raffineur et un autre esclave de dix-huit ans qui fut d'abord recensé comme raffineur avant d'être inscrit comme apprenti-maçon complétait la liste des spécialistes. On peut donc se rendre compte que quelques métiers manquent comme c'est le cas à Bisdary où l'on trouvait un commandeur, trois charpentiers, deux maçons et un apprenti maçon de dix-sept ans, deux raffineurs et une sage-femme.

Bien que quelques métiers ne soient pas indiqués, il était possible de produire du sucre brut et du rhum. Soit le distillateur ou vinaigrier venait d'ailleurs pour les opérations ou bien c'était le fermier lui-même qui s'en chargeait. Les raffineurs qui étaient hautement spécialisés pouvaient également se charger de la fabrication du rhum ; toutefois, sur l'habitation Dolé, le vinaigrier, Nicolas, venait de mourir au moment du récolement des biens.

Le relativement grand nombre d'esclaves liés avec le travail du bois rappelle qu'une grande partie des bâtiments étaient palissadés.

Les marrons n'étaient pas très nombreux. Pour l'habitation Saint-Charles on signalait Rosillette et Honoré, marrons depuis huit ans. Pour l'habitation Dolé, André, Médéric et Marie-Françoise et pour Bisdary,

14. Boyer-Peyreleau : *Les Antilles françaises et particulièrement la Guadeloupe*...tome 1, p. 188 et 237, Paris, 1825.

Louis, Thimotée, Marie-Hélène sans précision de temps et Jean-Pierre « marron depuis longtemps ».

Et pour terminer, en ce qui concerne les esclaves, on peut signaler sur l'habitation Saint-Charles, Georgette, 75 ans, « laissée sans estimation comme ayant eu 19 enfants » et sur Dolé, Célimène, 54 ans, « ayant eu 7 enfants ». La coutume voulait que les mères ayant un grand nombre d'enfants vivants, se trouvaient de fait libres de savane. Ces dispositions furent légalisées par la suite.

Les activités agricoles étaient essentiellement la culture de la canne à sucre, du manioc et des jardins et nous pouvons analyser l'espace occupé par chaque catégorie.

Ce document donne des indications sur l'état des cultures et des pièces de terre et nous nous rendons compte du laisser-aller dans ces habitations au moment du retour de la Guadeloupe à la France.

D'abord, nous y trouvons la confirmation des travaux effectués par les Anglais pour la fortification de l'île et notamment, du Grand Camp comme nous le voyons pour les pièces se trouvant aux abords du plateau du Palmiste : « la pièce nommée Parc à bœufs de deux carrés de cannes plantées de dix mois, ravagée dans le haut par le Camp... » et la même remarque était faite pour la pièce suivante de trois carrés « nommée La rue ».

Les Anglais laissèrent donc des habitations passablement désorganisées et dégradées. Les autorités françaises devront les restaurer ou trouver un moyen de les faire réparer afin qu'elles rapportent de nouveau

Recensement 1813 :

Guadeloupe :

Blancs :	10 649	→	11,40 %
Libres de couleur	7 336	→	7,85 %
Esclaves :	75 404	→	80,74 %
Total :	93 389		

Marie-Galante :

Blancs :	1 517	→	13,5 %
Libres de couleur	506	→	4,53 %
Esclaves	9 137	→	81,87 %

Les Saintes

Blancs :	420	→	36,68 %
Libres de couleur	93	→	8,12 %
Esclaves	632	→	55,19 %

Saint-Martin (partie française)

Blancs :	340	→	10,02 %
Libres de couleur	114	→	3,36 %
Esclaves	2 937	→	86,61 %

Total :

Blancs :	12 926	→	12,16 %
Libres de couleur	8 049	→	7,57 %
Esclaves	85 287	→	80,26 %
	<u>106 262</u>		

CINQUIEME PARTIE

De l'occupation britannique au retour a la France

I – RÉTROCESSION DE LA GUADELOUPE À LA FRANCE

Par le traité de Paris du 30 mai 1814, la Guadeloupe était rendue à la France. l'article VIII prévoyait que la Grande-Bretagne s'engageait à restituer les colonies, pêcheries, comptoirs et établissements de tout genre que la France possédait au 1^{er} janvier 1792 « dans les mers et sur les continents de l'Amérique, de l'Afrique, et de l'Asie, à l'exception toutefois des îles de Tabago et de Sainte-Lucie, et de l'île de France¹ et de ses dépendances, nommément Rodrigue et les Seychelles, lesquelles S. M. très-chrétienne cède en toute propriété et souveraineté à S. M. Britannique, comme aussi de la partie de Saint-Domingue cédée à la France par la paix de Bâle et que S. M. très-chrétienne rétrocède à S. M. catholique en toute propriété et souveraineté. »

On se souvient que les Anglais avaient cédé notre île à la Suède. L'article IX indiquait que « le Roi de Suède et de Norvège, en conséquence d'arrangements pris avec ses alliés, et pour l'exécution de l'article précédent, consent à ce que l'île de la Guadeloupe soit restituée à S. M. Très-chrétienne, et cède tous les droits qu'il peut avoir sur cette île » et l'article XI sur lequel s'appuieront les nouvelles autorités françaises, précisait que « Les places et forts existants dans les colonies et établissements qui doivent être rendus à S. M. très-chrétienne, en vertu des articles VIII, IX et X, seront remis dans l'état où ils se trouveront au moment de la signature du présent traité. »

Le 13 juin 1814, le roi nomma les autorités destinées à prendre possession des îles antillaises en son nom. Pour la Guadeloupe, le contre-amiral, comte de Linois², gouverneur de la Guadeloupe, le chevalier de Guilhermy, intendant et l'adjudant-général, baron Boyer-Peyreleau, commandant en second.

Comme l'expédition destinée aux Antilles n'était pas encore prête et ne le serait que dans quelques semaines, on décida d'envoyer les commandants en second et un ordonnateur pour recevoir les îles des autorités britanniques.

Le commandant en second, Boyer-Peyreleau, s'embarqua donc à Brest, le 1^{er} septembre, en avant-garde, accompagné de 300 hommes du 70^e régiment d'infanterie, une compagnie de canonniers du 6^{ème} régiment et 74 ouvriers militaires du génie maritime.

Sachant que les milices avaient été désarmées par les Anglais, il chargea également 400 fusils pour être remis aux compagnies de la garde nationale.

Les canons étaient en fond de cale, car selon le traité, les Britanniques interdisaient la sortie des ports des vaisseaux français armés. La petite

1. L'île Maurice.

2. Le comte de Linois était allié à la famille Dubuc.

escadre était composée de 3 vaisseaux, le *Lys*, la frégate l'*Erigone* et la corvette le *Vésuve*.

Les commissaires étaient porteurs des instructions du gouvernement britannique à destination de leurs gouverneurs afin de faciliter la transmission du pouvoir. Elles disaient :

« ...d'après la décision du roi, du 27 juillet, ils y établiraient le service et l'administration sur le pied où ils étaient en 1789, conformément au règlement du 24 mai 1763, modifié par l'ordonnance du 25 janvier 1765 et par celle du 2 décembre 1783³, sans rien changer néanmoins à ce qui existait relativement au nouveau code français mis en vigueur en 1805, avec quelques restrictions⁴.... »

Le vaisseau le *Lys* arriva en Martinique le 10 octobre et le transfert des pouvoirs auraient dû se faire sans à-coups puisque l'article XIV du traité prévoyait que les colonies situées dans l'Atlantique devaient être remises aux autorités françaises 3 mois après la signature, soit le 1^{er} septembre. Cependant, les autorités anglaises prétextant n'avoir pas reçu d'ordres de leur gouvernement et n'ayant pas de bâtiments pour embarquer leurs troupes refusèrent le passage d'autorité malgré les documents qui leur en faisaient obligation⁵.

Voyant la situation telle qu'elle était en Martinique, Boyer-Peyreleau s'empessa de se rendre en Guadeloupe. Il arriva à Basse-Terre le 15, à huit heures du matin. Il fut accueilli par des manifestations de joie par ceux qui aspiraient au départ des occupants.

Dans un premier temps, le gouverneur anglais sembla surpris des ordres qui lui étaient transmis par l'intermédiaire du commissaire français et était prêt à obtempérer. Cependant, très rapidement et sans doute sous l'influence des affairistes soucieux de tirer le maximum de profit avant de partir, il commença à tergiverser et voulut retarder le plus possible le départ de ses troupes.

Le commissaire s'adressa donc au général Leith, commandant en chef, résidant à Antigue. Celui-ci donnait des réponses évasives et pendant ce temps, les Anglais et leurs affidés dirigés par Dubuc de Saint-Olympe chargeaient, la nuit, tout ce qu'ils pouvaient sur le vaisseau *Le Vénérable*, la frégate la *Barossa* et d'autres navires marchands.

L'amiral, Alexander Cochrane arriva le 3 novembre ce qui laissait espérer un déblocage de la situation, cependant celui-ci ne donna que des réponses dilatoires au commissaire français et il repartit laissant la situation telle qu'il l'avait trouvée. Ce n'est que le 17 novembre, que les troupes françaises qui étaient consignées sur le navire le *Lys*, purent débarquer pour se rendre au camp de Bologne. Le vaisseau put repartir en France, abandonnant la faible garnison française face aux Anglais.

Leurs partisans, faisaient courir les bruits les plus alarmants afin que les Anglais se maintiennent le plus longtemps possible : rumeur sur la

3. 25 décembre 1783 ?

4. Boyer-Peyreleau (Auguste. E.) : *Evènements (sic) de la Guadeloupe en 1814 et pendant les cent jours...* Alais, 1849, p. 6. Le code dont il est question est le code civil qui a été appliqué en Guadeloupe avec certaines restrictions concernant les libres de couleur et les esclaves.

5. Selon le mémoire remis au roi en février 1815, la Martinique n'aurait été remise que le 9 décembre. ANOM : C8A121 F° 233, Mémoire, février 1815.

reprise de la guerre en Europe, projet d'insurrection des hommes de couleur dès que les Anglais auraient quitté l'île, ouverture des ports sans contrôle ce qui aurait permis à des émissaires de Saint-Domingue devenu Haïti de s'introduire dans la colonie, menace crainte plus que réelle qui va perdurer jusqu'en 1848.

La tension était à son comble entre les partisans d'un retour rapide à la France et ceux qui auraient voulu rester sous la tutelle anglaise qui semblait plus favorable à une sorte d'autonomie au profit des planteurs.

Enfin, le 5 décembre, le gouverneur général Leith, arriva de la Martinique qu'il venait de remettre formellement aux autorités françaises. On espérait donc qu'il en ferait rapidement de même pour la Guadeloupe. Malgré les résistances qui se manifestaient encore, notamment pour la remise des finances, le capitaine général décida de la transmission de pouvoirs et l'évacuation des troupes pour le 7 décembre. Les Anglais ne conservant le fort Richepance, la douane et le gouvernement militaire que pour 24 à 36 heures au plus.

Le commissaire réorganisa et arma immédiatement les milices blanches.

Les dépendances de la Guadeloupe furent abandonnées par les Anglais sans que la relève des troupes ne fût faite. La reprise de Marie-Galante eut lieu le 9 décembre, celle des Saintes et de la Désirade, le 10 décembre. Toutes les fortifications des Saintes avaient été détruites.

Les Anglais refusèrent de rendre Pointe-à-Pitre au contingent qui y avait été envoyé dès le 7. Ils voulaient qu'il se rende dans le fort Louis. Il se cantonna sur l'îlet à Cochon où il resta quatre jours. La prise de possession se fit donc le 11 décembre. Les Anglais avaient enlevé tous les canons et la poudre disponible. Les trente barils de poudre disponibles avaient été enlevés du fort Fleur d'Épée dans la nuit qui précéda la remise de ce fort et emmenés dans la maison habitée par le capitaine du port anglais. Ils furent embarqués de nuit le 11 janvier.

Le 12 décembre, le *Marengo* mouilla dans la rade de Basse-Terre à 10 heures du soir. Il avait à son bord le gouverneur de Linois. Celui-ci décida de ne pas descendre à terre tant le pavillon français ne flotterait pas sur l'ensemble du territoire de la colonie.

Enfin, le 14, le général Skinner sous l'injonction de l'adjudant général Douglas arrivé d'Antigüe, ayant enfin remis la Guadeloupe au commandant en second, le général descendit à terre à six heures du matin sous les acclamations de la foule.

Les dernières forces anglaises s'étaient retirées dans le camp de Beausoleil⁶. Le général Skinner s'embarqua le 19 laissant la Guadeloupe dans le dénuement le plus complet, emmenant avec lui tous les documents concernant l'administration anglaise. Son homme lige, Dubuc de Saint-Olympe qui avait tout à craindre s'il était resté, s'embarqua avec les dernières troupes, dans la nuit du 25 décembre.

Le mémoire qui fut ramené en France par la frégate l'*Erigone* faisait part de la mauvaise conduite du général Skinner : « A la Guadeloupe, les fortifications, les casernes, les magasins ont été laissés dans un dénuement

6. Le camp de Beausoleil était situé sur l'habitation Montéran, actuelle commune de Saint-Claude.

absolu. Par une violation manifeste de l'article 11 du traité de paix, l'artillerie nombreuse qui y existait a presque entièrement disparu. Les forts, les batteries ont été désarmés si complètement qu'à la Pointe-à-Pitre on a dû pour saluer le pavillon de V. M. emprunter deux canons à un bâtiment marchand. Le gouverneur de la Guadeloupe, M^r le comte de Linois, réclame l'envoi d'artillerie et surtout de pièces de campagne⁷... »

Dès que l'île redevint française, les habitants de chaque paroisse de la Guadeloupe qui avaient beaucoup à se faire pardonner, s'empressèrent d'envoyer une adresse au roi remise à Monsieur le colonel Druault et au chevalier de Mallien « qui se sont toujours dévoués au trône ».

« La tyrannie qui sous des formes diverses a si cruellement pesé sur cette colonie durant une longue suite d'années a comprimé nos vœux sans altérer les sentiments que nous devons à Votre Majesté.

Nous osons aujourd'hui donner l'essor sous la bienfaisante protection de S. M. Britannique pour féliciter V. M. de son ascension sur le trône de ses pères et offrir à l'héritier des vertus de Henri le Grand et Louis XVI l'hommage de notre vénération et de notre profond respect... »

Suivent les signatures des personnes les plus influentes des paroisses⁸.

II – LITIGE AVEC LE CLERGÉ

Nous avons vu dans quelles conditions le clergé entra en possession des trois habitations sises sur le territoire actuel de Gourbeyre.

Le nouveau commissaire de marine, chargé en chef du service administratif lors du retour de la Guadeloupe à la France, réclama immédiatement contre cette décision qui était justifiée par le fait que les revenus remplaçaient les traitements des membres du clergé et des curés en particulier.

Le clergé et notamment le préfet apostolique, pensait forcer la main de l'administration française en la mettant devant le fait accompli. Il espérait, sans doute, que la Restauration serait complète, y compris sur ce sujet si controversé à la fin de l'Ancien Régime. Les ordres religieux possédaient des biens, des habitations-sucreries, pour remplacer un traitement qui n'était pas versé. C'est cet usage que les Anglais avaient repris.

Mais le comte de Linois, le gouverneur et M. de Guilhermy, l'intendant, prirent une ordonnance dès le 28 février 1815, rappelant que ces habitations appartenaient au roi comme nous pouvons le lire dans le préambule : « Considérant que l'Administration anglaise en plaçant momentanément sous la direction du Clergé, les trois Habitations du Roi, dites le *Bisdary*, *Dolé* et *Saint-Charles*, n'était point autorisée à abandonner indéfiniment des biens qui forment une partie des sources de la prospérité de la Colonie ; que par le fait de la reprise de possession, tout contrat passé antérieurement est nul de droit ou sujet à révision.

Reconnaissant l'importance de la cession faite au Clergé au dépens du Roi, et la nécessité d'alléger les charges de la Colonie en ne négligeant aucun soin pour faire rentrer au Trésor Royal tous les revenus publics ;

7. ANOM : C8A121 F° 233. Copie d'un rapport présenté au roi.... Février 1815.

8. ANOM : C7A73 F° 205. 1815 (4/2/1815 ?)

Considérant que le Clergé, dont le personnel n'est plus en proportion avec la Colonie, ne peut jouir sans injustice d'immenses revenus qui peuvent être plus utilement employés pour le bien général : que les affaires temporelles, exigées par la gestion de ces habitations, les détournent naturellement de leur devoir, comme ministres de la Religion, et les éloignent forcément du but de leur institution... que les membres du Clergé ne peuvent en aucune manière faire valoir en leur faveur les droits d'anciens Ordres supprimés, dont il ne font point partie ;

Arrêtent :

Art. 1^{er} A dater du 1^{er} mars, le Domaine du Roi rentrera en possession des trois sucreries cédées momentanément au Clergé de l'Administration anglaise, et connues sous le nom de *Bisdary, St. Charles et Dolé*⁹... »

On retrouve en arrière-plan dans les attendus de l'ordonnance tout le débat qui avait eu lieu tout au long de l'Ancien Régime sur l'opportunité pour les religieux de posséder des biens étendus.

Nous voyons bien que le clergé espérait se présenter comme l'héritier naturel des ordres monastiques dissous, ce que réfutaient les nouvelles autorités.

L'argument selon lequel les biens du clergé servaient à financer les œuvres et à soutenir les religieux qui se trouvaient dans les paroisses est également réfuté notamment dans l'article IV de l'ordonnance : « Désormais, le Clergé étant réduit à ses revenus casuels, et le Gouvernement désirant les augmenter de manière à lui assurer l'existence décente et honorable qu'il doit avoir ; en conséquence, jusqu'à ce qu'il soit ordonné autrement, le préfet apostolique recevra annuellement dix mille livres coloniales ; chaque curé, cinq mille livres et chaque Desservant, trois mille¹⁰... »

D'ailleurs, pour compléter ces dispositions et régler l'aspect financier, les mêmes prirent un nouvel arrêté le 7 mars suivant dont le préambule expliquait la nouvelle politique financière envers le clergé : « Considérant que l'Arrêté du 28 février, qui fait rendre au Domaine du Roi les propriétés dont le Clergé avait la jouissance, réduit les Membres du Clergé de la Colonie à un revenu annuel, qui n'est augmenté que par le casuel de l'Eglise, et que la remise faite aux Fabriques de la Basse-Terre des rentes qui leur appartenaient est un objet de peu d'importance ; voulant faire jouir les ministres de l'Eglise de tous les avantages qui peuvent leur être accordés, sans nuire aux intérêts de la Colonie.

Arrêtent :

Art. 1^{er}. La remise faite aux Fabriques de la Basse-Terre par l'Arrêté du Gouvernement anglais, des rentes dont elles avaient la jouissance, est et demeure confirmée à leur profit¹¹... »

9. ANOM : Section géographique, Guadeloupe, C 43 D 339, le 4/7/1815 à Basse-Terre. Arrêté du comte de Linois, gouverneur et de Jean-François César de Guilhermy, Intendant. Cet arrêté a été publié dans la *Gazette Officielle de la Guadeloupe* n° 15 du 15 mars 1815. (ADG)

10. ADG : *Gazette Officielle de la Guadeloupe*, n° 15, du mercredi 15 mars 1815. Arrêté du 28 février 1815. Comte de Linois et Guilhermy.

11. ADG : *Gazette officielle de la Guadeloupe*, n° 16, du lundi 20 mars 1815. Arrêté du 7 mars 1815. Comte de Linois et Guilhermy.

L'arrêté du 28 février prévoyait toute une série de dispositions pour effectuer la passation de pouvoir avec procès-verbal dressé « en présence de l'Inspecteur colonial et inventaire de tous les Nègres, Bestiaux et mobiliers... Ces pièces seront signées, tant par l'Agent du clergé qui sera désigné pour assister à cette opération que par le Directeur-général du Domaine... »

Et le 9 mars, pour compléter ces dispositions, ils prirent une ordonnance qui avait pour but de recenser les titres des propriétés domaniales : « ... il peut être important pour le gouvernement de connaître d'une manière positive les propriétés, soit immobilières, soit mobilières de l'Etat, afin de faire cesser les abus, qui, pour cette partie, ont pu résulter de l'anarchie révolutionnaire et des changements si fréquents de gouvernement... »

Ils mandataient donc M^e Mollenthiel et M^e Léger, notaires, de la recherche des titres authentiques de propriétés de tous biens, meubles et immeubles appartenant au roi dans l'étendue de l'isle Guadeloupe et dépendances... »

Et point important, par l'article IV, ils étaient « chargés de s'assurer dans les différents greffes de la colonie, si les minutes des notaires décédés, ou qui ont cessé leurs fonctions, y ont été déposées.... »¹²

Pour être complet, il faut bien s'imaginer que le clergé ne se laissa pas dépouiller de ces habitations sans réagir et sans tenter de faire agir toutes les autorités les plus importantes, jusqu'aux ministres et au roi. Ainsi, le 25 mars 1817, le duc de Choisy écrivait à son collègue, le vicomte du Bouchage, ministre de la Marine et des Colonies afin de l'informer qu'il avait reçu une lettre de réclamations concernant ces biens et il lui demandait de bien vouloir se renseigner sur cette affaire.

Il prend prétexte d'une lettre reçue d'un ecclésiastique, non précisé mais qui est cité dans la réponse, M^{gr} l'archevêque duc de Reims qui lui transmettait l'extrait d'une lettre « d'un ancien magistrat de la Guadeloupe datée du 9 décembre 1816 à un de ses amis à Paris ». Le nombre de correspondants successifs est-il le signe que le clergé n'était pas sûr de son bon droit et une manière de plaider sa cause sans se mettre en avant en cas de refus ?

Quoi qu'il en soit, ce correspondant expliquait qu'il y avait 4 à 5 sucreries qui appartenaient au clergé en Guadeloupe, carmes, jacobins, frère de la Charité (les jésuites ne sont pas cités) qui n'avaient pas été aliénées.

Du temps où ces sucreries étaient gérées par ces ordres religieux, « les ateliers (d'esclaves) étaient bien nourris, bien vêtus et tous légitimement mariés ce qui donnait une population très grande... »

Lorsque les esclaves ont été rappelés au travail, on en a confié la gestion à des personnes plus occupées à faire leur fortune qu'à faire prospérer la chose. On les a mis ensuite à ferme... »

En conclusion cette lettre émettait le vœu que l'ensemble des habitations fût remis à un ordre qui aurait son siège à Basse-Terre et qui rémunérerait tous les prêtres. Ce qui permettrait d'attirer les prêtres dans la colonie et de fournir un curé pour chaque paroisse, car, affirmait-il, à

12. ADG : *Gazette officielle de la Guadeloupe*, n° 16, du lundi 20 mars 1815. Ordonnance du 9 mars 1815.

cette date (1816) il y avait un prêtre pour trois paroisses et des Espagnols qui connaissaient à peine la langue¹³.

En mai 1817, une note émanant du ministère de la Marine faisait le point sur cette affaire en réponse, sans doute, au duc de Choisy. Le ministre rappelait que le 10 avril, « une décision de Son Excellence inscrite au bas de l'extrait d'une lettre de M^{gr} l'archevêque Duc de Reims concernant les biens qui appartenaient autrefois au clergé portait ce qui suit : « ...Se borner à demander aux administrateurs des détails tant sur la situation actuelle des habitations dont il s'agit que sur le mode de leur administration et sur l'emploi de leurs produits... »

M. le conseiller d'Etat de Guilkermpp a adressé à Son Excellence, le 15 avril, au sujet des mêmes biens des observations qui tendent à faire reconnaître la nécessité de les employer à doter une congrégation religieuse. Il ajoute que leur possession est vraiment onéreuse au gouvernement et n'est utile qu'à ceux qui administrent... »

Au crayon rouge, dans la marge on peut lire : « Ce projet n'a pas eu de suite ».

Et à la fin de la note, une remarque intéressante avait été ajoutée à propos de celle de l'île voisine : « Les habitations du domaine à la Martinique se trouvent dans une situation particulière à raison de l'aliénation qui en a été faite par le gouverneur anglais de la colonie en 1811 et 1812. Elles seront ultérieurement l'objet d'un rapport spécial¹⁴ »

En définitive, malgré les tentatives du clergé pour les conserver, ces habitations resteront du domaine du roi.

III – CONSÉQUENCES DES CENT JOURS EN GUADELOUPE

A – Nouvelles des événements de France

Le 24 mars 1815, M. le comte de La Châtre, ambassadeur de France à Londres transmettait au comte de Linois, l'ordre formel du roi de « conserver à Sa Majesté, le dépôt de cette colonie... » et le 2 mai, celui-ci lui accusait réception en protestant de sa fidélité et de son dévouement au roi. Pendant ce temps, la nouvelle du retour de Napoléon resta secrète et les événements de la Métropole n'eurent, pour le moment, pas de conséquences sur la situation locale¹⁵.

De son côté, le ministre Decrès avait envoyé aux Antilles, la goélette *L'Agile* chargée des instructions pour les gouverneurs de la Guadeloupe et de la Martinique. Celle-ci fut capturée, le 12 juin à 9 heures du soir, dans les eaux guadeloupéennes par une frégate britannique et emmenée aux Saintes où se trouvait encore l'amiral Durham. Ce dernier en avisa M. de Linois en lui faisant savoir qu'il avait des paquets (de documents)

13. ANOM : Section géographique, Guadeloupe, C 43 D 339. Lettre du duc de Choisy à M. le vicomte du Bouchage, ministre de la marine et des colonies, le 25/3/1817, Biens du clergé à la Guadeloupe.

14. ANOM : Section géographique, Guadeloupe, C 43 D 339. Note du ministère de la Marine, mai 1817.

15. Répertoire général des causes célèbres anciennes et modernes rédigé par une société d'hommes de lettres sous la direction de B. de Saint-Edme, troisième série, tome II. Paris 1834. p. 264 – 332.

qui lui étaient destinés. Celui-ci ayant pris connaissance de la nouvelle du retour de l'Empereur, se trouva bien embarrassé. Il en fit part au gouverneur général, M. de Vaugiraud et décida, non seulement de ne pas en informer la population, mais il demanda à l'amiral britannique de renvoyer la goélette française en France en l'escortant jusqu'aux limites du débouquement.

Selon les instructions remises au capitaine Forsant de la goélette, celui-ci devait passer à la Guadeloupe pour remettre les instructions au gouverneur, se rendre en Martinique pour en faire de même, récupérer les réponses d'abord de la Martinique, puis de la Guadeloupe et retourner immédiatement en France.

Dans la lettre qui était envoyée au comte de Vaugiraud, M. de Linois, mettait en avant son honneur, ne pouvant, disait-il, interpréter les ordres du roi. Il comparait la situation des deux îles, en Martinique, la population, écrivait-il, avait l'habitude « du joug anglais » alors qu'en Guadeloupe on le redoutait. Le gouverneur de la Martinique avait recours aux forces auxiliaire pour sa sûreté intérieure tandis qu'en Guadeloupe, le gouverneur ne pouvait compter que sur les troupes « et tout ni jouit (pas) de la plus grande tranquillité¹⁶ ».

Il avait à sa disposition 1 200 hommes de troupes de lignes et 4 000 gardes nationaux dispersés dans toute la Guadeloupe, les anciennes milices formées des habitants sur une partie desquels il ne pouvait se reposer.

M. de Linois pensait avoir repoussé le problème à plus tard, étant persuadé que l'amiral britannique aurait reconduit la goélette française au large. Quelle ne fut pas sa surprise d'apprendre, au matin du 15 juin qu'une goélette était arrivée dans la nuit dans la rade de Basse-Terre et dans le même temps, le capitaine de Vaisseau Frosant ayant à son chapeau la cocarde tricolore, se présenta à lui et lui remit les paquets qui lui étaient destinés.

Il apprit en même temps que la vue de cette cocarde avait suscité des rassemblements sur le cours (Nolivos) et que les six hommes de la garde nationale, du poste de la rade, avaient fait disparaître la cocarde blanche sans la remplacer (pour le moment) par la nouvelle.

Le capitaine de l'*Agile* remit les dépêches destinées au commandant de la rade, les paquets du *Moniteur* et des journaux. Ces derniers distribués immédiatement produisirent un grand effet sur la population et surtout, il n'était plus possible pour les autorités supérieures de cacher la survenue des événements en France. La ville de Basse-Terre fut rapidement en émoi. Lorsque le capitaine Forsant entra chez le gouverneur pour lui remettre les paquets qui lui étaient destinés, le procureur du roi, vint avertir le gouverneur que 4 000 personnes l'attendaient à la porte. Il ordonna qu'on tienne prêtes deux compagnies pour agir au besoin. Il fit reconduire le capitaine à son navire sous bonne escorte accompagné de son fils. Il lui refusa de faire de l'eau et de réparer son navire qui en avait besoin¹⁷.

16. ANOM : C8A121 F° 194. M. de Linois au comte de Vaugiraud, à Basse-Terre, le 13 juin 1815.

17. Procès de M. le comte de Linois et de Boyer-Peyreleau (BNF) p. 34.

Le gouverneur se rendit sur le cours et demanda aux habitants de se calmer et de vaquer à leurs occupations habituelles. Il se rendit ensuite au poste de la garde nationale et remarqua que tous, sauf trois, avaient enlevé leurs tricornes et les avaient remplacés par des bonnets ronds. Aux remontrances faites par le gouverneur sur le fait qu'ils avaient aussi ôté leur cocarde blanche, ils répliquèrent que l'on ne mettait pas de cocarde sur des bonnets. Une manière de ne pas prendre parti dans l'incertitude.

Le gouverneur fit relever le poste et remplaça les gardes nationales par des soldats¹⁸. Il fit faire des patrouilles et arrêter les 6 hommes du poste de la rade qui furent incarcérés au fort. Le calme fut ainsi rétabli.

Il décida d'envoyer la goélette en Martinique¹⁹ et de convoquer le conseil (privé) pour délibérer de ce que l'on devait faire des paquets remis et s'il décidait de les ouvrir, cela sera fait en présence des membres du conseil²⁰.

L'intendant, M. de Guilhermy, fidèle au parti du roi, proposa de sceller les paquets et de les envoyer au roi par l'intermédiaire de son ambassadeur à Londres, M. de La Châtre. Le bruit, conforté par les lettres qui arrivaient de Martinique, courut que la Guadeloupe allait être livrée aux Anglais.

L'agitation provoquée par l'inquiétude atteint particulièrement les libres de couleur et plus particulièrement ceux de Pointe-à-Pitre qui craignaient les Anglais et qui étaient farouchement antibritanniques.

Tout à coup, le bruit circula que les Anglais débarqueraient le 17 juin à Basse-Terre, une liste de 300 à 400 noms de personnes à proscrire aurait été établie. Le doute cessa lorsque deux lettres confidentielles écrites par le frère de l'ordonnateur, M. de Vaucresson, ardent royaliste, furent connues par le public. Ces lettres annonçaient que sous deux jours, mille Anglais débarqueraient à la Basse-Terre « pour mettre à la raison toute cette canaille de bonapartistes ».

A ces nouvelles, la foule réclama le rattachement au gouvernement de la Métropole, le départ du gouverneur et de tous ceux qui étaient d'avis de livrer la Guadeloupe aux Anglais.

Pointe-à-Pitre se rallia donc aux nouvelles autorités en arborant le drapeau tricolore afin de faire cesser immédiatement toutes les manifestations et le commandant Boyer-Peyreleau se rendit à Basse-Terre.

Parti à 10 heures du soir de Pointe-à-Pitre avec le capitaine Desrières, il arriva dans le chef-lieu à 6 heures du matin. Il se rendit au camp de Beausoleil où le 62^{ème} régiment était cantonné et en l'absence de son colonel qui logeait en ville, il leur fit prendre la cocarde tricolore.

Des grenadiers furent envoyés chez le gouverneur, l'intendant et l'ordonnateur afin de les garder à vue en attendant les ordres, ces deux derniers, étant favorables au retour des Anglais.

Le commandant en second se rendit ensuite sur le Cours, réunit la garde nationale et obtint qu'elle se prononçât pour l'Empire et contre le retour des Anglais.

18. Procès de M. le comte de Linois et de Boyer-Peyreleau (BNF) p. 34.

19. Il se rendit à Saint-Pierre puis à Fort Royal où M. de Vaugiraud le fit arrêter avec ses officiers. Ils ne sortirent de prison que pour être envoyés en France à la disposition du Ministre de la Marine après la seconde restauration. BNF : *Rapport au roi sur le gouvernement de la Martinique et de la Guadeloupe par M. le comte de Vaugiraud*, Paris 1822.

20. ANOM : C8A121 F° 196. M. de Linois au comte de Vaugiraud, à Basse-Terre, le 15 juin 1815

A midi, le pavillon tricolore fut levé au fort Richepance et à une heure, devant les officiers supérieurs réunis, le gouverneur ouvrit les paquets venus de France et qui lui étaient destinés. Le paquet de l'intendant qui s'était retiré à la campagne fut remis à son secrétaire.

Cependant le gouverneur hésitait toujours sur la décision à prendre et demanda à réfléchir jusqu'au lendemain matin. Il passa le reste de la journée à recevoir des délégations qui le suppliaient de reprendre la pouvoir pour la tranquillité de la colonie.

Le soir il semblerait (mais est-ce bien vrai ?) qu'il y ait eu des rassemblements d'esclaves « que l'on avait armés » aux environs de Basse-Terre, semble-t-il, selon le commandant en second, pour occuper l'armée pendant que les Anglais débarqueraient.

Au procès des deux dirigeants, ce tumulte fut évoqué par Moreau, aide de camp :

« Question : Quelle est cette espèce de tumulte qui dites-vous, eût lieu le soir ?

Réponse : La joie très bruyante des gens de couleur, des affranchis. Je ne connais pas assez les localités pour pouvoir préciser la cause de cette joie.²¹ »

Le commandant en second dit qu'il prit des mesures pour empêcher tout rassemblement, fit mettre en garde à vue, le commandant de la place, M. Schmaltz²², intime du gouverneur, qui avec l'ordonnateur l'incitaient à résister aux demandes de la foule et de se déclarer fidèle au roi.

Dans la nuit, l'ordonnateur²³ et son frère disparurent. On apprit qu'ils s'étaient rendus au quartier général des Anglais.

Le lendemain, 19 juin à 6 heures du matin, le gouverneur annonça qu'il reprenait ses fonctions et fit publier une proclamation dans laquelle il s'adressait aux militaires, aux gardes nationales et aux habitants de la Guadeloupe. Il y fit l'éloge de l'Empereur, annonçait son retour, son débarquement au Golfe Juan et sa marche triomphale jusqu'aux Tuileries sans avoir versé une goutte de sang. « Les dépêches ministérielles que nous recevons par l'Aviso *L'Agile* du gouvernement français ne mettent aucun doute que nous et les colons se railleront dans cette grande circonstance à la volonté du gouvernement pour le rétablissement de la dynastie impériale²⁴. » Il promettait également de faire partir le major de la place, M. Schmaltz, comme le réclamait une majorité de personnes. L'ordonnateur qui était également visé par les habitants étant déjà parti de lui-même comme nous l'avons dit plus haut.

A 11 heures du même jour, le vaisseau anglais, le *Vénérable* portant l'amiral Durham, vint mouiller dans la rade de Basse-Terre. L'officier anglais se présenta de la part du gouverneur de Vaugiraud pour offrir ses secours à la Guadeloupe. M. de Linois les refusa et affirma qu'il

21. Procès de Linois et Boyer (BNF) p. 53 ;

22. Dans la liste qui fut établie après la reconquête de la Guadeloupe indiquant les opinions politiques des administrateurs, pour Schmaltz, major de la place, il est indiqué : parti pour France. Son opinion était douteuse.

23. Noté plus tard : fidèle au roi et à l'honneur.

24. ADG : 5J 144, Papiers d'Ecosse, *Gazette Officielle de la Guadeloupe*, 20 juin 1815. Proclamation du 18 juin 1815.

était prêt à s'opposer à toute tentative de débarquement de la part des Anglais.²⁵

On peut imaginer que le gouverneur de Linois était pris entre son aversion envers les Anglais dont il avait été prisonnier à plusieurs reprises depuis 1793²⁶ et sa fidélité au roi. Et d'ailleurs pour expliquer son refus d'accepter la « protection » des Anglais, à son procès, il déclara : « Depuis quarante ans que je sers mon pays, je suis accoutumé à regarder les Anglais comme ennemis et non pas comme amis de mon pays... »

L'intendant, de Guilhermy, fidèle à ses opinions, décida de résilier ses fonctions et de quitter la Guadeloupe. Il se rendit d'abord aux Saintes puis en Martinique.

Dès la nouvelle du retour de Napoléon en France, la population de la Guadeloupe prit parti pour l'un ou l'autre camp. Les habitants de la campagne, parmi lesquels il y avait beaucoup d'émigrés de retour après la Révolution, on était en grande partie favorable au roi et par conséquent, aux Anglais qui étaient censés protéger les intérêts de la monarchie française. Dans les villes, Basse-Terre et surtout Pointe-à-Pitre on était plutôt favorable à l'Empereur ce qui était le cas aussi des libres de couleur. En réalité, comme pour la Révolution, la campagne s'opposait à la ville.

Les libres de couleur particulièrement aspiraient à un régime différent suivis par les esclaves.

Lors du procès du comte de Linois, M. Roguin, payeur des dépenses de guerre à Pointe-à-Pitre résuma la situation qui régnait dans le port. Il estimait qu'il avait autant de crainte des Anglais et du désir de les repousser que de propension à un nouvel ordre des choses et il y avait une grande différence entre les opinions des blancs et des gens de couleur, c'est-à-dire les libres de couleur.

M. de Laborde, médecin en chef de la Grande-Terre relata les événements qui concernaient ces derniers à la suite du châtement infligé à un enfant mulâtre, sous-entendu libre, qui fut traité comme un esclave : « Un enfant mulâtre vint à la Pointe-à-Pitre. On le traita comme un esclave. Il fut condamné au fouet : l'exécution fut terrible. Tous les mulâtres s'assemblèrent et les bruits qui couraient s'en augmentèrent d'une manière alarmante. Chaque mulâtre regardait ce châtement comme une offense qui lui était personnelle et paraissait disposé à unir ses efforts aux vœux que les gens de couleur faisaient pour voir arriver un autre ordre des choses ». L'enfant de 14 à 15 ans qu'il avait soigné après la correction violente qu'il avait subi sur l'ordre d'un blanc lui aurait dit : « Dans quelques jours nous verrons bien si les blancs nous ferons fouetter ! » Est-ce à dire qu'ils espéraient une situation comparable à celle d'Haïti dans laquelle ils pourraient participer au pouvoir

25. Boyer-Peyreleau (Eugène-Edouard) : « Événements de La Guadeloupe en 1814 et pendant les Cent-Jours, avec une relation du procès du contre-amiral Linois, gouverneur, et de l'adjudant général Boyer-Peyreleau, commandant en second. Extrait de l' » *Histoire générale des Antilles françaises depuis leur découverte* », publiée en 3 vol. en 1823, par le général Boyer-Peyreleau. Précédé d'une déclaration de l'auteur à ses concitoyens et d'une notice biographique par l'éditeur et Colonel H. de Poyen : *Les guerres des Antilles de 1793 à 1815*, Ed. Berger-Levrault 1896.

26. Prisonnier des Anglais du 10 mai 1793 au 11 mars 1794, de juillet 1795 à 1796, du 14 mai 1806 au 22 avril 1814.

politique car ils n'avaient rien à attendre de nouveau du retour du roi dans le sillage des Britanniques. C'est ce que semblent suggérer les témoignages suivants.

Selon M. Hott, commissaire de marine, les gens de couleur parlaient d'embarquer le gouverneur, dans l'espoir de rééditer ce qui s'était fait le 21 octobre 1801 alors que « les classes riches avaient une extrême inquiétude ». Les gens de couleur des campagnes montraient une agitation extrême et étaient venus se réunir aux gens de couleur de la ville. Je crois bien qu'il y avait 2 000 à 3 000 hommes réunis sur la place de la Victoire disait-il²⁷.

L'attitude des Anglais semblait équivoque. Ils auraient pu éviter cette situation en retenant l'*Agile* comme l'avait demandé le comte de Linois. Cependant, il semble qu'ils espéraient que la Guadeloupe se montre rebelle pour avoir un prétexte de l'occuper. C'est ce qu'écrivit M. de Vaugiraud au comte de Blacas, le 20 juillet : « Je dois même dire que l'amiral Durham est en partie cause de la catastrophe de la Guadeloupe ; d'abord en y laissant pénétrer la goélette l'*Agile* qu'il avait arrêtée, et ensuite en n'insistant pas que nos dépêches fussent lues au comte de Linois en donnant au contraire lieu à ce dernier d'imprimer qu'elles ne lui avaient pas été remises ; et enfin en rehaussant l'espoir des factieux par l'idée qu'il reproduisait partout de la défense qu'il lui était faite d'attaquer le pavillon tricolore.... »

Les couleurs tricolores ayant été arborées, ajoute le comte de Vaugiraud, l'amiral anglais m'apprit qu'il avait l'ordre de les attaquer et de les remplacer par le pavillon britannique.

Il poursuivait en faisant savoir que les Britanniques exigeraient le serment de fidélité au roi d'Angleterre de la part des habitants de Marie-Galante qu'ils allaient conquérir au nom de leur souverain²⁸. Ce qui est confirmé par la déclaration du 15 août 1815, en direction des habitants de Marie-Galante que les autorités anglaises, James Leith, C. Durham firent imprimer et distribuer dans la petite dépendance²⁹.

En Martinique, le gouverneur général décida de rester fidèle au roi et fit appel à la protection des Anglais. Dès le 18 avril, depuis Gand, le roi décida de nommer un gouverneur général pour les deux îles. Ce fut donc le comte de Vaugiraud, vice-amiral et gouverneur de la Martinique qui reçut les pouvoirs les plus étendus³⁰. Il fallut, comme nous le verrons plus loin, attendre que cette décision arrivât aux Antilles pour que les Anglais et le gouverneur de la Martinique décident de s'appuyer sur cette décision pour en tirer des conséquences.

Nous verrons plus loin les suites de ces décisions et voyons ce qui se passait en Guadeloupe.

27. Procès de de Linois et de Boyer-Peyreleau (BNF) : p. 61-70. « Procès de M. le comte Durand de Linois, contre-amiral, et de M. le baron Boyer de Peyreleau, adjudant-commandant, accusés de désobéissance, de rébellion, mis en jugement devant le 1^{er} conseil de guerre de la 1^{re} division militaire ; avec le jugement ; et précédé d'une notice biographique sur ces officiers, ornée de leurs portraits -S.-C. L'Huillier (Paris)-1816 »

28. BNF : *Répertoire général des causes célèbres* SER3/T2 rédigé par une société d'hommes de lettres, p. 284-285.

29. ANOM : C8A120 F° 158 : *Gazette de la Martinique*, n° 67, 15 août 1815

30. ANOM : C8A121 F° 239. Copie d'une lettre de M. de Blacas à Dubuc, Gand le 18 avril 1815.

En Grande-Terre, la majorité des habitants des campagnes décidèrent de suivre l'attitude de M. de Vaugiraud et de faire appel aux Britanniques pour garantir leur sécurité et leurs biens. Ce qui les préoccupait surtout, était l'attitude des esclaves. Ils craignaient leur révolte et le retour à la situation qu'ils avaient connue lors de la Révolution française. Il faut dire que l'exemple d'Haïti et la crainte d'une contagion, étaient présents dans tous les esprits. M. de Linois fit donc paraître une circulaire datée du 30 juin 1815 dans laquelle il reconnaissait les faits et menaçait de les expulser et de saisir leurs biens : « ...des habitants de la Grande-Terre se sont adressés aux étrangers pour réclamer leur secours et n'ont pas craint de plonger la colonie dans la guerre civile la plus affreuse en leur promettant d'armer leurs nègres... » L'accusation d'armer les esclaves venait des deux bords. Les uns affirmaient que le commandant en second voulait les armer et ce dernier accusait les habitants de vouloir le faire. Situation que la Guadeloupe avait connue en 1793.

M. Rézé (Raizet), trésorier général et propriétaire à la Guadeloupe³¹, dans l'île depuis 15 ans, précisa que « l'insurrection avait sa source principale à la Pointe-à-Pitre. Cette partie de l'île est peuplée d'hommes de couleur riches qui armaient autrefois des corsaires et qui, pour cette raison, portent aux Anglais une haine plus prononcée encore que les autres colons... »

A la question sur l'idée du gouverneur d'armer les esclaves, il répondit que le comte de Linois avait pris un arrêté pour faire appel à ceux des hommes de couleur seulement qui étaient affranchis mais n'avaient pas encore reçu leurs lettres d'affranchissement. Cela ne concernait que 30 à 40 personnes.

Le capitaine de Génie, Courtois, estimait qu'un mouvement qui aurait éclaté à Pointe-à-Pitre aurait pu donner de l'audace aux nègres des autres parties de la colonie et produire peut-être, une insurrection sérieuse.

Et M. Rézé d'ajouter que les hommes de couleur qui habitent la Guadeloupe ont joui d'une liberté portée jusqu'à la licence et que cette considération a dû contribuer pour beaucoup à la Pointe-à-Pitre surtout, à faire arborer les trois couleurs.

Il est vrai que les libres de couleur étaient plus nombreux dans les villes et notamment à Pointe-à-Pitre où en 1813 ils représentaient le quart de la population (1 859 âmes soit 25,04 %) plus nombreux que les blancs (1 792 âmes soit 24,14 %) et à Basse-Terre, les libres de couleur au nombre de 1 197 représentaient 22,94 % soit un peu moins que les blancs ; 1 629 pour 31,23 %³².

L'apparition des trois couleurs du drapeau national rappelait la Révolution et ses conséquences. Les esclaves en espéraient un retour à une liberté qui leur avait été reprise en 1802. Tant est si bien qu'au moment où *La Gazette Officielle de la Guadeloupe* du 5 juillet 1815 faisait paraître la déclaration du gouverneur de Vaugiraud qui appelait à la révolte et au putsch contre les administrateurs de la Guadeloupe et la réponse de de Linois qui promettait la mort à ceux qui s'y conformeraient, paraissait

31. Il possédait l'habitation du Parnasse sur les hauteurs de Basse-Terre Extra-Muros.

32. ADG : Archives d'Ecosse : Etat de la population et des cultures Année 1813. Population totale : Basse-Terre, 5 216 (esclaves 2390 et 45,82 %), Pointe-à-Pitre : Total : 7423 (esclaves 3 772 – 50,81 %)

la proclamation du Lieutenant-colonel D'Arnaud, « commandant pour l'empereur à Marie-Galante, à la garde nationale et aux habitants de Marie-Galante. »

Elle disait ceci : « J'ai appris que des esclaves se permettent de porter la cocarde à leur chapeau : cette insulte faite à la Couleur Nationale, ne provient que de la conduite licencieuse de quelques habitants qui, dans l'effervescence où ils ont été depuis le moment de la restauration oublient leurs très chers intérêts en ne surveillant plus leurs ateliers.... »

Veut-il par-là, stigmatiser quelques habitants, lesquels en choisissant le parti de la révolte envisageraient l'affranchissement des esclaves comme une conséquence naturelle de leur choix ou ceux qui revoyant le retour des trois couleurs, se désespéraient et laissaient leurs esclaves vagabonder ? Quoiqu'il en soit, il semble qu'à Marie-Galante, comme dans le reste de la Guadeloupe, le drapeau tricolore fût synonyme de liberté. Il rappelait fermement qu'elle en était la signification politique pour lui et pour le reste des bonapartistes : le retour de Napoléon et du pavillon tricolore était le symbole d'une opposition à la monarchie de droit divin et à leurs alliés, les Britanniques.

« ...Que tous ceux qui habitent cette colonie se persuadent bien que ce pavillon que nous avons arboré le 23, n'est pas celui de la Révolution, mais celui de l'Empereur, de la France régénérée : que ce pavillon est la sauve-garde (sic) des personnes et des propriétés, et non l'avant-coureur de ces scènes révolutionnaires qui ont, pendant tant d'années, désolé notre malheureuse patrie.

Partisan zélé de NAPOLEON LE GRAND, mes soins et mes veilles seront employés à faire respecter ses décrets, à faire chérir son Gouvernement. Pour parvenir à ce but je me déclare formellement ennemi juré de ces êtres immoraux qui, ne connaissant que l'esprit de vengeance, sacrifient tout, même l'intérêt général pour satisfaire leurs passions ; ceux-là ne seront pas les plus forts et je promets qu'une punition prompte et sévère les confirmera dans l'accord parfait qui existe de mes principes avec ceux de MM. le Gouverneur général et le sous-gouverneur de la Colonie.

VIVE L'EMPEREUR !!!

Marie-Galante, le 30 juin 1815.³³ »

Cette déclaration censée faire le point politique et rappeler aux esclaves et aux habitants que le retour de Napoléon n'était pas le retour de la Révolution, ce dont on se serait douté mais qui pouvait prêter à confusion pour des personnes peu au fait de la politique nationale et internationale, suivait nous l'avons dit, la proclamation de M. de Vaugiraud dans laquelle il déclarait destituer MM. de Linois et Boyer-Peyreleau ainsi que « tous les officiers de terre et de mer qui auraient pris part à la révolte qui a eu lieu le 18 juin : ils ne pourront, à l'avenir, jouir d'aucun traitement d'activité, ni de retraite, ni d'aucune pension.

Il est défendu aux habitants, de quelque classe qu'ils soient, d'obéir aux ordres qui leur seraient donnés aux noms des susnommés....

Nous licencions dès ce moment tous les soldats qui voudront retourner en France, et les dégageons de tous service militaire – Il sera délivré

33. ADG : Archives d'Ecosse.

à tous ceux qui voudront jouir de cet avantage, des congés absolus, et ils pourront compter pour passer dans leur patrie, sur toutes les facilités qu'assure aux fidèles sujets du roi, l'alliance de S. M. avec le roi de la Grande-Bretagne.

Persuadé que l'oubli des devoirs n'aura pas été général, et qu'il se trouvera un officier supérieur qui rétablira l'autorité légitime en ralliant autour de lui tous ceux qui seront encore fidèles à l'honneur et à leurs serments, nous l'investissons d'avance, par ces présentes, du commandement provisoire de la colonie. Dans le cas où cet officier ne se présenterait pas, nous donnons le même commandement à un officier de la garde nationale...³⁴ »

Il s'agissait d'un véritable appel à la désertion et au putsch militaire et il va de soi que cette proclamation fut saisie par les autorités et qu'elle ne fut pas répandue dans la population. A Marie-Galante où les esclaves représentaient plus de 80 % (81,87 %) de la population et les blancs seulement 13,5 %³⁵ il était nécessaire de maintenir la population servile dans la plus stricte obéissance, le moindre dérapage pouvant aboutir à une révolte que l'on ne pourrait maîtriser.

Dès le 3 juin, le gouverneur général des îles anglaises, à bord du *Crescent* au large de Sainte-Lucie, faisait savoir à son ministre que le comte de Vaugiraud lui avait demandé de faire débarquer des troupes pour garantir la sécurité de la Martinique, ce qu'il ferait le 5 juin. Quant à la Guadeloupe, dit-il, le gouverneur avait refusé ses offres, la troupe et les habitants s'apprêtaient à résister à une nouvelle occupation qui ne pourra donc, éventuellement se faire, que par les armes³⁶.

« Les habitants de la Guadeloupe sont vivement attachés à l'intérêt de l'usurpateur et la présence d'une force militaire considérable possédée des mêmes sentiments rend problématique la possibilité de s'assurer de cette isle autrement que par la force des armes. »

Un arrangement eut lieu entre le comte de Vaugiraud et Sir James Leith, afin que les forts de la Martinique fussent occupés par des garnisons britanniques, le 2 juin. Le commandant Durham attendait avec 2 000 hommes de l'artillerie à Sainte-Lucie que selon la promesse faite par le gouverneur de la Martinique, une grande partie des troupes françaises fusse envoyée en France³⁷.

L'attitude des autorités de la Martinique reçut l'approbation des colons représentés par les membres du conseil privé, qui le firent savoir dans une adresse au gouverneur M. de Vaugiraud et à l'intendant, M. Dubuc, le 8 juillet 1815³⁸. Le 13 juillet, le contre-amiral commandant général Durham faisait savoir à M. de Vaugiraud qu'il avait reçu des instructions de Londres et qu'il était prêt à protéger les Antilles sous pavillon blanc et commencer les hostilités contre les tricolores.

34. Procès de Linois et Boyer-Peyreleau (BNF) p. 55 – 56.

35. ADG : Archives d'Ecosse : Etat de la population et des cultures Année 1813. Population totale 11 160, Blancs 1 577, Libres de couleur 506, esclaves 9 137.

36. ANOM : C8A 121 F° 177 : Lettre de James Leith à bord du *Crescent*, le 3 juin 1815. Une copie de la même lettre se trouve au F° 225 datée par erreur, du 6 octobre 1815.

37. ANOM : C8A 121 F° 225, Ste Lucie, le 2 juin 1815, le commandant Durham.

38. ANOM : C8A 121 F° 136 et *Gazette de la Martinique*, n° 58 du 18 juillet 1815.

Dans la foulée, il avertissait M. de Linois, en Guadeloupe, qu'il ne pouvait dorénavant ne recevoir de message que de M. de Vaugiraud, la seule autorité légitime qu'il puisse reconnaître dans ce pays.

Si les colons de la Martinique et par conséquent les milices, marquèrent leur satisfaction dans l'attitude du gouverneur et de l'intendant, ce ne fut pas le cas de la troupe qui refusa en grande partie d'être relevée par des Anglais ainsi que des troupes de marine. La Guadeloupe, encore une fois, fit de la résistance. Malgré les recommandations de M. de Vaugiraud, M. de Linois refusa, (mais en avait-il le pouvoir ?) de réduire la garnison de la Guadeloupe en en expédiant une partie en France.

B – Napoléon abolit la traite des Noirs

Napoléon 1^{er} de retour au pouvoir prit le temps de légiférer et de prendre des décisions pour les colonies. Ainsi, le 29 mars 1815, il signa un décret qui abolissait la traite des noirs dans les territoires français. (voir décret ci-joint).

Le ministre de la Marine et des colonies, Decrès, décida d'envoyer une circulaire à tous les commandants des bâtiments de guerre français, accompagnée des journaux parus en Métropole. Le décret fut inséré dans *Le Moniteur*³⁹ et il pensa à l'effet que pouvait produire sur les habitants des colonies, l'annonce de l'abolition de la traite, aussi mettait-il l'accent sur cette décision importante pour la population des possessions d'outre-mer : « Vous remarquerez le décret du 29 mars dernier qui abolit la traite des noirs.

Je ne me dissimule point l'impression que cette dernière mesure pourrait faire dans une colonie dont les habitants seraient servilement sous le joug de l'empire des habitudes : mais les colons français ne sont point en arrière des lumières des temps où nous vivons. La très grande majorité d'entre eux est composée d'esprits sages et réfléchis qui reconnaîtront que l'Empereur n'a fait que proclamer ce que le génie du siècle inspirait et ce que la voix de l'humanité réclamait avec tant d'énergie⁴⁰... »

En prenant cette décision, Napoléon Bonaparte ne faisait qu'entériner la décision qui avait été prise sous la pression de la Grande-Bretagne sur les principaux Etats européens qui acceptèrent l'abolition de la traite des Noirs. En mai 1814, au premier congrès de Paris, Louis XVIII s'était engagé à « prohiber entièrement ce commerce » mais au bout de cinq ans seulement, alors que certains abolitionnistes britanniques avaient envisagé de ne restituer à la France l'ensemble de ses colonies que si celle-ci l'interdisait complètement et immédiatement. En allant au-devant des souhaits de l'Angleterre, Napoléon Bonaparte contentait les abolitionnistes mais il s'aliénait les colons de Guadeloupe qui voyaient avec regret s'évanouir la possibilité d'acquérir la main-d'œuvre dont ils avaient besoin pour renforcer leurs ateliers amoindris par les événements qu'ils venaient de subir depuis la Révolution jusqu'à l'occupation anglaise.

39. BNF : *Correspondance de Napoléon 1^{er}...*, Tome XXVIII, p. 51.

40. ANOM : C8A120 F° 181, Le ministre de la marine à MM les commandants des bâtiments de guerre français, Paris, 16 avril 1815.

B. n. ° 8. (55)

remettre au garde des archives de l'Empire, qui leur en donnera décharge.

4. Nos ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, chacun en ce qui le concerne.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'état, signé LE DUC DE BASSANO.

(N.° 59.) *DÉCRET IMPÉRIAL qui abolit la Traite des Noirs.*

Au palais des Tuileries, le 29 Mars 1815.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS;

Nos ministres d'état entendus,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} A dater de la publication du présent décret, la traite des noirs est abolie.

Il ne sera accordé aucune expédition pour ce commerce, ni dans les ports de France, ni dans ceux de nos colonies.

2. Il ne pourra être introduit, pour être vendu dans nos colonies, aucun noir provenant de la traite soit française, soit étrangère.

3. La contravention au présent décret sera punie de la confiscation du bâtiment et de la cargaison, laquelle sera prononcée par nos cours et tribunaux.

4. Néanmoins les armateurs qui auraient fait partir avant la publication du présent décret des expéditions pour la traite, pourront en vendre le produit dans nos colonies.

5. Nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'état, signé LE DUC DE BASSANO.

Charles Alexandre Léon Durand de Linois

C – Le retour des Anglais

Les Anglais, avec l'aide de la Martinique, s'apprêtaient à attaquer la colonie. Dans la nuit du 5 au 6 juillet, 300 hommes débarquèrent aux Saintes faisant prisonniers la garnison et le capitaine d'artillerie qui la commandait.

Le 8 juillet M. de Vaugiraud informait le roi qu'il avait pris des dispositions pour empêcher l'arrivée de tous renforts à la Martinique et qu'il était en relation avec tous les gouverneurs des îles britanniques des Antilles pour organiser le blocus de la Guadeloupe⁴¹.

Le 18 juillet, sans déclaration de guerre, ils s'emparèrent de Marie-Galante et y arborèrent le pavillon anglais.

Dans le même temps, ils envoyaient des espions et des émissaires aux habitants de la Guadeloupe pour les inciter à ne pas combattre et à favoriser leur arrivée.

Les Anglais exerçaient de véritables actes de piraterie. Ainsi, le 23 juillet ils tentèrent un débarquement à Saint-François pour saisir 3 caboteurs et leurs chargements. Ils furent repoussés par les habitants. Le lendemain ils

41. ANOM : C8A120 F° 136. 8 juillet 1815, le comte de Vaugiraud au roi.

récidivèrent et le bourg de Sainte-Anne fut mitraillé. Encore une fois, les habitants repoussèrent les assaillants.

Les défections prévisibles se firent de plus en plus forte et même le colonel Vatable, commandant du 62^{ème} régiment fut convaincu de relations avec l'ennemi.

Lorsque le 19 juin, M. de Linois renvoyait le parlementaire anglais, il espérait que les nouvelles concernant la politique en Europe resteraient secrètes⁴² mais elles commençaient à filtrer et elles devinrent des certitudes lorsque le 7 août, à Pointe-à-Pitre, arrivèrent des nouvelles d'Europe et notamment la *Gazette de la Barbade* qui relatait les événements qui étaient intervenus dans ce continent. On y faisait le récit de la bataille de Waterloo. Les partisans du roi et de ses alliés anglais, reprirent de l'assurance. C'est ainsi que le colonel Vatable se rendit chez le gouverneur, lui remit des lettres de particuliers et la *Gazette de la Martinique* qui annonçait la défaite de Napoléon. Il lui fit savoir que non seulement les Anglais attaqueraient la Guadeloupe le lendemain mais aussi où auraient lieu les débarquements. Ce qui a été vérifié et qui prouve, s'il en était besoin, les relations étroites qu'il entretenait avec l'ennemi⁴³. On peut supposer aussi, qu'il les avait renseignés sur l'état des forces armées et sur l'armement réel dont elles disposaient.

Ces proclamations firent leur effet et une partie des troupes françaises décida de ne pas combattre inutilement contre un ennemi largement supérieur en nombre et pour une cause qui était d'ores et déjà perdue.

Le comte de Linois et Boyer-Peyreleau ayant décidé, malgré tout, de s'opposer aux Britanniques, qui avaient espéré occuper l'île sans combat, ces derniers s'apprêtèrent à la conquête.

Il faut dire que dès le 3 août, les autorités françaises avaient la certitude de la défaite de Waterloo, cependant, les partisans de Napoléon étaient incrédules et ne voulaient pas se rendre à l'évidence, car, disaient-ils, cette défaite était annoncée par les Anglais, lesquels dans le même temps faisaient savoir qu'ils voulaient prendre possession de la Guadeloupe au nom de Sa Majesté Britannique. Ils avaient aussi exigé des habitants de Marie-Galante, le serment de fidélité au roi d'Angleterre.

Une escadre fut donc rassemblée aux Saintes et les Anglais voulant éviter les pertes humaines, tentèrent une dernière médiation. Le 3 août, le capitaine Hay, fils de James Leith, le commandant général des troupes britanniques, se rendit à Basse-Terre pour proposer la « protection » de l'armée britannique, sommer la garnison de mettre bas les armes et de se constituer prisonnière pour être envoyée en France. Selon les Anglais, il fut accueilli favorablement par la population qui le reçut aux cris de « Vive le Roi ! ».

Cependant, les autorités réagirent immédiatement en faisant paraître une proclamation signée de Linois qui dénonçait les traîtres et leur promettait une punition exemplaire : « Il est pourtant des traîtres qui méditent d'arborer chez eux, à l'apparition de l'ennemi, le pavillon blanc ; ils dirigeront l'ennemi et combattront dans ses rangs. Point d'indulgence pour ces traîtres ; je les dénonce aux braves défenseurs de la Colonie ; que l'on

42. A cette date, la bataille de Waterloo (18 juin 1815) ne pouvait pas être connue aux Antilles.

43. Boyer-Peyreleau : Evènements ... op.cit. p. 73-74.

saisisse leurs personnes, qu'ils soient conduits à la première autorité de la Colonie, un tribunal militaire équitable, mais sévère leur appliquera la rigueur des lois.... »

Elle était suivie d'un arrêté qui promettait la mort pour tous ceux qui aideraient l'ennemi et la séquestration de leurs biens.⁴⁴

Une fois la Guadeloupe conquise, M. de Vaugiraud s'empressa de faire un rapport en commençant par la participation des trois corvettes françaises qui étaient censée limiter l'impact d'une invasion uniquement britannique. Il s'agissait de conserver des arguments pour une prochaine négociation.

Les forces britanniques avaient été rassemblées aux Saintes. Avec elles se trouvaient les trois corvettes françaises : l'*Actéon*, le *Messager* et le *Diligent* que le comte de Vaugiraud avait mis au service des Anglais. L'escadre quitta les Saintes le 8 août au matin et se rendit à la Pointe de Saint-Sauveur (Capesterre) où à six heures du matin débarqua le régiment du Royal York Rangers sans rencontrer de résistance. Puis elle se rendit aux Trois-Rivières et à la Grande-Anse où 2 300 hommes mirent pied à terre sans que la batterie armée d'un seul canon n'ait fait feu.

A cinq heures Sir James Leith en personne débarqua et une fusillade assez nourrie eut lieu à partir de l'habitation Pautrizel⁴⁵. Les miliciens qui s'étaient embusqués sur l'habitation qui contrôlait la route vers Basse-Terre en furent chassés par les rangers et les Anglais s'y installèrent. Ils furent rejoints par les troupes débarquées à Grande-Anse qui s'étaient mises en route sitôt à terre. Elles se sont arrêtées sur l'habitation Lorial⁴⁶ sur laquelle Sir James Leith passa la nuit. A quatre heures du matin, des reconnaissances furent poussées du côté de Dolé où il eut été logique que les défenseurs se fussent renforcés pour empêcher l'avance ennemie. Or, ils ne trouvèrent aucune force, le chemin était libre. Les colonnes se sont donc mises en marche et dans la matinée, le Palmiste et le Morne Boucanier qui contrôlaient le passage de Walkanaërs étaient occupés. Il y eut un accrochage de l'arrière garde et une des colonnes commandée par le capitaine Hay qui la repoussa. Le dernier verrou qui protégeait Basse-Terre au sud était donc levé.

Boyer de Peyreleau avec le gros de ses troupes (6 à 700 hommes) s'était retranché au Morne Houël où l'artillerie avait été concentrée.

Les troupes anglaises l'encerclèrent et à six heures du soir, le contournement était achevé.

Dans la journée, une colonne dirigée par le major général Douglas avait débarqué au Baillif où une résistance assez vive se fit et le soir les Anglais étaient cantonnés tout près de Basse-Terre.

A dix heures du soir, le comte de Linois envoya un parlementaire au général anglais pour lui demander les conditions d'une reddition. Celui-ci répondit qu'il ne voulait traiter qu'avec les deux chefs, de Linois et Boyer Peyreleau. L'aide de camp du général se rendit au Morne Houël

44. ANOM : C8A 121 F° 136 et *Gazette de la Martinique*, n° 58 du 18 juillet 1815.

45. L'habitation Pautrizel située à l'entrée du Walkanaërs constituait un point de passage obligé entre le Palmiste et le Morne Boucanier, la partie plane de cet endroit étant occupée par un marécage. Il était donc primordial de contrôler cette habitation pour rejoindre Basse-Terre sans passer par le Palmiste.

46. Située avant la rivière de Grande-Anse et Dolé.

où il rencontra les deux chefs et leur démontra que personne ne pouvait s'échapper de l'encerclement et que les combats étaient inutiles. Ils acceptèrent donc de capituler et signèrent l'accord proposé le 10 août.

Il était convenu que les militaires et les administrateurs fussent envoyés en France comme prisonniers de guerre. Les officiers demandaient à conserver leurs épées ainsi que leurs bagages ce qui fut refusé sauf pour les bagages personnels des soldats.

Les gardes nationales (les milices) qui étaient retournées chez eux ne seraient pas poursuivies, par contre, ceux qui étaient restés avec les militaires seraient considérés comme prisonniers de guerre et les individus ne seraient pas recherchés et poursuivis pour leurs opinions politiques et point essentiel pour les habitants : « Les lois de la colonie et les propriétés particulières seront respectées et mises sous la protection de Sa Majesté Britannique » (article 5).

De plus James Leith demandait la remise immédiate de tous les forts et des places d'artillerie, les aigles, les drapeaux tricolores, le trésor public, les archives, les plans, les propriétés publiques.....⁴⁷.

Dans la matinée du 10, James Leith installa son état-major sur l'habitation Raizet (L'Espérance⁴⁸). Le pavillon tricolore qui flottait encore sur le fort fut descendu à 3 heures et remplacé par le pavillon blanc. A 5 heures, le général en chef fit son entrée à Basse-Terre et s'installa dans l'hôtel du gouvernement⁴⁹.

Le bilan humain fut de 30 hommes tués ou blessés du côté britannique et une centaine chez les défenseurs.⁵⁰

Les personnes emmenées en Europe comme prisonniers de guerre étaient au nombre de 1 117 individus, comprenant les officiers, les soldats, les marins, les femmes, les enfants et les domestiques.

L'historien Lacour, témoin des événements fut plus prolixe sur les combats et notamment sur ceux qui eurent lieu à Baillif.

Le 3^{ème} bataillon des milices comprenait la garde nationale des quartiers de Baillif, Vieux-Habitants, Bouillante et Pointe-Noire, soit toute la Côte sous le Vent. Il était commandé par Levanier qui était chargé de s'opposer au débarquement qui devait avoir lieu au Baillif. Effectivement, ils se présentèrent avec soixante-douze navires qui balayèrent le rivage et les alentours avec de la mitraille et des boulets. Parmi ces navires se trouvaient les 3 corvettes françaises qui avaient été prêtées par de Vaugiraud.

Le bataillon de Levanier se composait de 350 hommes.

Boyer avait envoyé deux compagnies de ligne pour le renforcer mais elles ne passèrent pas la rivière des Pères. Seule une quarantaine d'hommes rejoignit les troupes créoles. Levanier et ses hommes s'étaient mis en position sur l'habitation Butel située sur une petite hauteur.

Dès que les embarcations se détachèrent des vaisseaux, la compagnie Sainte-Luce Billery s'élança à leur rencontre. L'ennemi pensant qu'il

47. ANOM : C8A120 F° 148 : Précis des événements de Guadeloupe. De Vaugiraud le 15 août 1815.

48. L'habitation l'Espérance est située sur la route de Choizy. Elle est connue actuellement sous le nom de « la Bonifierie ». Dans les guerres précédentes, l'Etat-Major s'était installé sur l'habitation *L'Islet* située un peu au-dessous de l'Espérance.

49. Situé à l'emplacement de l'actuel conseil général.

50. ANOM : C8A120 F° 158 : *Gazette de la Martinique*, n° 67, 15 août 1815.

s'agissait d'une compagnie qui avait refusé de combattre, ne se méfia pas et fut surpris par le feu nourri dans leur direction. Dans la foulée, la compagnie Saint-Félix Cottery arriva en renfort et l'ennemi fut repoussé en laissant ses morts et ses blessés. Mais les forces ennemies étant largement supérieures en nombre, elles remplacèrent ceux qui avaient battus en retraite et les Français furent repoussés vers les hauteurs. A ce moment, Levanier intervint avec toutes ses forces créant des pertes à l'ennemi qui avoua 305 tués et autant de blessés selon Lacour. Cependant, le bilan qui a été fait par les Anglais n'indique, selon les sources anglaises, comme nous l'avons vu plus haut, que 30 hommes tués ou blessés du côté britannique. Est-ce une minimisation d'un côté et une exagération de l'autre ? Quoiqu'il en soit, devant la poussée des Anglais, Levanier repassa la rivière des Pères au passage de La Coulisse.

Il se rendit compte que tout le monde avait abandonné la cause de l'Empereur et avait déserté. Il renvoya donc ses hommes dans leurs foyers et se rendit au Morne-Houël. « Là, brisant son épée, il fit au général Boyer de violents reproches de ce qu'ayant renoncé à défendre le pays, il l'avait laissé, en négligeant de lui en donner avis, engager une lutte dans laquelle avaient été blessés et tués des pères de famille.

L'ordre de ne pas se battre avait été envoyé, mais trop tard. Le dragon à qui il avait été confié n'avait pas été choisi parmi les soldats de Levanier. Quand il arriva sur la rive gauche de la rivière des Pères, les Anglais étaient déjà sur la rive droite et les combats allaient commencer : il jugea prudent de ne pas traverser la rivière. Un autre dragon, le sieur Benet, porteur du même ordre, ne craignit pas les balles ennemies et passa : mais lorsqu'il put joindre Levanier tout était fait, les Français battaient en retraite⁵¹.... »

D – Une expédition de reconquête britannique ou une aide au roi de France ?

L'ancien intendant de la Guadeloupe, M. de Guilhermy resta un ferme partisan du roi et un défenseur des intérêts nationaux, position qu'il poussa jusqu'à l'intransigeance. Il s'opposa fermement à la politique britannique et au gouverneur James Leith qui en était l'instrument. Ce dernier dans un long rapport fit le point de ses différends avec l'ancien intendant de la Guadeloupe et par contrecoup, nous donne le point de vue de son contradicteur. Ce dernier tenta de maintenir la fiction de troupes britanniques, auxiliaires du pouvoir français dans le débarquement à la Guadeloupe pour le rétablissement du pouvoir royal.

Naturellement, le gouverneur rendit hommage au comte de Vaugiraud pour les efforts qu'il fit pour faire rentrer la Guadeloupe « sous l'obéissance du roi de France », mais disait-il, « les moyens lui manquaient pour y parvenir. La garnison française de la Martinique réduite des deux tiers.... », laquelle oubliait-il de préciser avait été réduite par la volonté du gouverneur à la demande des Anglais qui redoutaient sa fidélité à l'Empereur déchu.

Il poursuivait : « ... le défaut des moyens maritimes lui ôtait la possibilité d'entreprendre une expédition purement française contre les

51. M. A. LACOUR : *Histoire de la Guadeloupe*, Basse-Terre, 1860, Volume IV, p. 281-282.

rebelles de la Guadeloupe dont les forces devenaient chaque jour plus considérables et qui menaçaient d'employer le terrible moyen de l'insurrection des esclaves... » Cette menace qui était redoutée par une grande partie des habitants, n'était pas considérée comme un possible recours par les insurgés qui, nous le verrons, n'hésiteront pas à utiliser des esclaves comme défenseurs avec promesse de liberté, mais, le drapeau tricolore qui avait fait sa réapparition dans l'île, était perçu par la masse des esclaves qui avaient connu la Révolution, comme le symbole de leur prochaine libération. Il était donc à craindre avec justesse que les esclaves anticipent une décision qui ne serait pas venue malgré la volonté affichée des insurgés à maintenir l'esclavage.

Reprenons les propos du gouverneur britannique : « ... Le concours de l'armée britannique était donc nécessaire et le comte de Vaugiraud fit donc tout ce que l'on devait attendre d'un sujet aussi fidèle et dévoué aux intérêts de son maître pour que cette force n'apparaisse que comme auxiliaire et protectrice du pavillon blanc. Ses efforts et ses démarches furent inutiles parce que les ordres reçus par le commandant en chef des forces de S. M. B. étaient précis. Il ne devait attaquer les troupes de Bonaparte qu'au nom du Roi, son maître et sous son pavillon.... »

M. de Guilhermy était donc dans le juste quand il soupçonnait les Anglais d'avoir agi pour leur propre compte et non pas avec l'intention de rendre la colonie au roi de France.

Lors de la prise de possession de Marie-Galante par les Anglais, « M. de Guilhermy, alors réfugié à la Martinique, croyant voir dans cette occupation et dans l'expédition qui se préparait à la Barbade, une chose contraire aux intérêts du roi de France, fit une protestation contre l'attaque de cette dernière colonie par les troupes de S. M. B.... »

Il opposait cette attitude à celle du gouverneur de la Martinique qui « par ses actions et loyales démarches envers Sir James Leith pour obtenir que l'expédition projetée par les troupes britanniques se fît sous le pavillon blanc, s'était montré le véritable, comme il l'est, le seul représentant du roi de France en cette partie du monde, donna en cette circonstance, une nouvelle preuve de sa loyauté, de sa sagesse et de son humanité en exigeant la suppression de la protestation aussi absurde qu'intempestive de M. de Guilhermy dont l'effet pouvait être si fatal à la Guadeloupe.... »

Cette attitude empirera lorsque la Guadeloupe sera entièrement aux mains des Britanniques et sera à l'origine d'une brouille sévère entre les occupants et une partie des habitants de la Guadeloupe qui n'acceptaient pas le joug britannique⁵².

E – Administration anglaise

Le lieutenant général James Leith et le vice-amiral Charles Durham firent une proclamation en direction de la population de Marie-Galante et une autre en direction de celle de la Guadeloupe. La première, adressée aux « colons de Marie-Galante » leur proposait la protection de Sa Majesté Britannique. Cependant, les termes utilisés laissaient percer

52. ADG : Archives d'Ecosse : Sir James Leith, non daté.

l'arrière-pensée que nous avons perçue précédemment. Il s'agissait de dissocier la dépendance de la Guadeloupe en espérant la conserver pour servir de point d'observation idéal sur les activités guadeloupéenne et constituer une menace permanente sur la colonie française qui devra, elle avec certitude, être rendue une fois encore.

« Nous venons offrir à Marie-Galante la puissante protection du Pavillon Britannique.

La justice, qui gouverne notre gouvernement, vous est déjà connue.

Toute protection vous sera accordée, pour votre sûreté personnelle et vos propriétés, tant que le bon ordre sera conservée, et que vous resterez fidèles au gouvernement du Prince Régent, agissant pour et au nom de Sa Majesté Britannique.

Désormais vous considérerez Sa Majesté Britannique comme votre souverain, à moins que des arrangements nouveaux ne soient pris avec un gouvernement fixe en France, et reconnu de l'Europe, qui puissent changer les destinés de Marie-Galante ; et vous serez de nouveau assujettis aux mêmes engagements de fidélité à Sa Majesté, que ceux qui ont été observés dans les dernières guerres, et dont l'observation vous a acquis une juste prétention à la protection paternelle, dont vous avez joui précédemment.... »

Pour la Guadeloupe, la proclamation est sans ambiguïté. Elle s'adresse aux habitants de l'île et il est bien clair qu'elle sera conquise pour être remise aux représentants de Louis XVIII. Après avoir tracé le tableau des événements en Europe qui ont vu la défaite de Napoléon, les chefs britanniques incitaient les combattants à désertir avant qu'il ne soit trop tard : « ... les officiers et soldats de la troupe de ligne (qui) n'ont fait que céder à la circonstance et ne servent sous le drapeau tricolore qu'avec l'espoir de saisir la première occasion de faire paraître leur loyauté ... seront admis sous la protection du pavillon britannique... » et remis au gouverneur général de Vaugiraud. Les autres qui se rendront avec leurs armes seront considérés comme prisonniers de guerre et envoyés en France en conservant leur bagage. Les milices et autres colons en armes qui se sépareront immédiatement des troupes servant sous la bannière « révolutionnaire » pourront retourner sur leurs habitations et ne seront pas recherchés, ni inquiétés. Ils seront protégés ainsi que leurs propriétés.

Tous ceux qui continueront à s'opposer par les armes seront faits prisonniers de guerre et envoyés en Angleterre⁵³.

Dès que la capitulation fut signée, James Leith s'empessa d'éliminer le danger potentiel que représentaient les opposants à son administration et notamment les commandants de quartier qui avaient été nommés par de Linois en remplacement des royalistes.

Le 11 août il prit une ordonnance par laquelle il destituait tous les chefs de bataillons des gardes nationales et les commandants de quartier qui avaient été nommés depuis le 18 juin. Ils devaient être remplacés immédiatement par ceux qui étaient en poste avant cette date (Art. II). Ils devront se charger de récupérer toutes les armes qui avaient été distribuées aux gardes nationales (Art. III) lesquelles seront récupérées par les officiers envoyés par le commandement militaire avec un état de ceux qui ne les auront pas rendues (Art. V)⁵⁴.

53. ANOM : C8A120 F° 158 : *Gazette de la Martinique*, n° 67, 15 août 1815

54. ADG : Archives d'Ecosse, Ordonnance de Sir James Leith, le 11 août 1815.

Dès la reprise de l'île par les Anglais, les partisans de leur intervention, pour le roi de France ou tout simplement pour conserver leurs propriétés, s'empressèrent de féliciter le nouveau gouverneur et de dénoncer les bonapartistes ou selon les termes employés, les personnes qui, disent-ils voulaient instaurer l'anarchie révolutionnaire dans l'île.

M. de Venancourt, commandant de la place de Sainte-Anne, écrit dès le 19 août, au général Leith pour le remercier de son action et dénoncer les fauteurs de trouble de sa paroisse.

« Lorsque l'expression de la plus vive reconnaissance part du cœur de tous les loyaux français de cette colonie pour remercier votre Excellence et son magnanime gouvernement d'être venu mettre sous leur protection un pays où régnait déjà l'anarchie et dans peu devait être le théâtre de toutes les fureurs révolutionnaires, Permettez monsieur que je m'acquitte du plus doux des devoirs en vous offrant le tribut des grâces qui vous est dû comme notre Libérateur.

En remplissant ce devoir, il est un autre qui m'est imposé comme commandant du quartier de Sainte-Anne et je croirais manquer aux obligations qui me sont imposées en cette qualité si je ne faisais connaître à votre Excellence les hommes dangereux qui ont troublé la tranquillité du quartier et qui étaient prêts à se livrer à tous les excès lorsque vous avez sauvé la colonie....

Je viens, animé du sentiment de mon devoir et comme l'interprète des habitants de mon quartier, vous désigner les habitants blancs et de couleurs dont le délire révolutionnaire ont contribué à mener la Colonie au bord de l'abîme où vous l'avez trouvée. Il est nécessaire que votre Excellence connaisse ces agents (sic) du désordre ennemi de tout gouvernement régulier dont la fureur n'est que comprimée et qui saisiront toujours toutes les occasions de troubler la tranquillité publique....

Je vous joins les noms des individus désignés ci-dessus. Cette liste est certifiée par les premières autorités du quartier et vous sera remise par le Ch^{er} De Villiers⁵⁵.... »⁵⁶

L'ordonnance du 11 août de Sir James Leith n'en demandait pas tant. Il voulait simplement qu'on lui désigne les gardes nationaux qui ne voulaient pas rendre les armes qu'on leur avait données.

D'autres listes plus importantes furent établies par ceux qui avaient choisi de rester fidèle au roi et qui s'étaient réfugiés auprès des Anglais et (ou) de M. de Vaugiraud, en Martinique.

M. de Vaucresson, passa en revue tous le personnel administratif de la Guadeloupe en leur attribuant l'étiquette de « Royaliste » ou de « Bonapartiste » et parmi ces derniers, « Rebelle prisonnier » et partisan de Bonaparte.

Pour les autorités centrales : gouverneur, commandant en second et officiers supérieurs, la distinction était facile, d'autant qu'ils avaient été faits prisonniers après la capitulation, comme de Linois et de Boyer-Peyreleau mais aussi St. Query, commandant de Saint-Martin, Darnaud,

55. Dans la liste établie par de Vaucresson, il a le n° 107. Il est désigné comme « directeur des Domaines et Douanes et administrateur a beaucoup d'ennemis et a été accusé de dilapidation mais comme je n'en ai vu aucune preuve, je suis loin de le condamner. Il a dit-on rendu des services à la cause du roi lors de la première chute de Bonaparte. M. de Talleyrand était son protecteur. J'ignore qu'elle est son opinion mais je l'ai toujours entendu parler comme un royaliste. »

56. Archives d'Ecosse. M. de Venancourt au général Leith, le 19 août 1815.

commandant de Marie-Galante, Fromentin, aide-major de la Pointe-à-Pitre, Gruz, aide-major de la place de Basse-Terre, Caussade, capitaine commandant de l'artillerie pour lequel il indiqua : « le plus ardent bonapartiste de la colonie après Boyer », Courtois, capitaine commandant et Visquenel, lieutenant du Gosier, Gobert, chef du génie maritime.... suivis de personnages moins importants. Une partie non négligeable de l'armée et de l'administration avait donc suivi leur hiérarchie dans leur option politique. Certains s'étaient même distingués par leur activisme comme Fayard, commissaire principal de marine à Pointe-à-Pitre : « forcené bonapartiste qui a eu l'insolence d'aller au Moule chercher le pavillon du roi et de le rapporter à la Pointe-à-Pitre attaché à la queue de son cheval ».

Sur les sept conseillers au Conseil Supérieur, 3 sont désignés comme royalistes et 3 comme s'étant déclarés bonapartistes. Le commentaire à propos du doyen, Butel Mongay est mitigé : « Il a du talent mais il jouit d'une mauvaise réputation. On l'accuse de posséder un bien aux dépens des héritiers légitimes ; on m'a assuré qu'il n'avait même pas toujours été royaliste et lorsqu'il habitait le Moule il avait porté publiquement le bonnet rouge, soit par opinion, soit par crainte. »⁵⁷

Dans une autre liste le désignant comme président de la cour d'appel, l'avis est moins négatif et purement administratif : « C'est un homme probe, un magistrat intègre, éclairé et le seul à la cour qui connaisse la forme. Son amour propre est facile à émouvoir.

Il a une fortune honnête, une habitation à une lieue et demi de distance de la ville⁵⁸, conséquemment à portée du gouvernement. »⁵⁹

Le conseil privé de la période anglaise fut reconstitué à l'identique. Il était composé de 7 membres anglophiles, tous planteurs et aucun négociant pour représenter le commerce. Parmi eux fut nommé un maréchal de camp chargé de surveiller les milices et un adjoint pour surveiller l'administration⁶⁰.

F – Le clergé

Rappelons qu'en 1810, Alexander Cochrane avait rétabli le rôle du curé tel qu'il était avant 1789 en matière d'autorité morale et administrative⁶¹ et que le clergé, bien que séculier, avait récupéré les habitations qui appartenaient auparavant aux ordres religieux.

Le clergé, était jugé essentiel pour l'encadrement de la population, d'autant que l'ancien régime rétabli par l'Administration française avait à peine eu le temps d'être modifié pendant cette courte période. Les membres du clergé étaient également évalués en fonction de leurs opinions. Deux personnes étaient particulièrement visées pour leur opinion et il s'agissait des deux curés qui étaient restés en Guadeloupe plus ou moins clandestinement pendant tout le temps de la Révolution, l'un

57. ADG : Archives d'Ecosse. Liste de Vaucresson.

58. Baillif ?

59. ADG : Archives d'Ecosse. Liste sans signature.

60. Boyer-Peyreleau E. E. : *Les Antilles françaises particulièrement la Guadeloupe...* Paris, 1726, Tome 3 p. 402-403.

61. ADG : Pour Marie-Galante, voir : *Gazette de la Guadeloupe*, n° 9, 20 juillet 1810. Ordonnance du 15 juillet 1810.

dans la région de Sainte-Anne, l'abbé Foulquier et l'autre dans la région de Bouillante/Pointe-Noire, l'abbé Girolamy⁶². Le premier avait su se rendre indispensable après la période révolutionnaire et nous l'avons vu, il avait été nommé vice-préfet apostolique puis préfet apostolique après le décès du père Trépsac en Martinique. Lors de la période anglaise, il avait pu récupérer les anciennes habitations des religieux et en tirer un profit personnel. Lors des « Cent jours » de la Guadeloupe, il s'était apparemment rapproché des nouvelles autorités. Sachant qu'on ne lui pardonnerait pas cette option, il a préféré s'exiler de lui-même.

L'avis qui est donné sur sa personne est une opinion qui nous semble assez partagée par ses contemporains, pour ce que l'on en sait :

« 168 : Foulquier : curé de la PAP, préfet apostolique est l'intrigant et le brigand le plus éhonté de la colonie changeant d'opinion selon ses intérêts. Il a chanté des *Te Deum* et prononcé des discours à la louange de tous les partis, voleur, avare, libertin cet homme a tous les vices et il est d'autant plus dangereux qu'il a beaucoup d'esprit il est parti pour France avec sa fortune. »

L'opinion sur l'autre « prêtre de la Révolution » n'est pas aussi négative. Il n'est pas taxé d'affairisme mais on lui reproche essentiellement ses options politiques. Il est vrai que l'on avait conservé de lui une très bonne opinion dans le nord de la Côte sous le Vent, ayant poursuivi clandestinement son apostolat alors que sa vie était en danger. Cependant M. de Vaucresson lui faisait grief de ses opinions :

« 172 : Girolamy : curé à la Pointe-Noire. Bandit révolutionnaire. Justement méprisé de tous ceux qui le connaissent. »

Les autres trouvaient grâce à ses yeux : le Père Vianet (Vianey), oncle du « saint curé d'Ars », était l'un des carmes de la Guadeloupe avant la Révolution. Il s'était réfugié en Amérique et était revenu en Guadeloupe lors de son occupation par les Anglais. Il est à l'origine du sauvetage et de la remise en état du bâtiment de l'église Notre-Dame du Mont-Carmel. Il n'était donc pas suspect de sympathie révolutionnaire ni bonapartiste. C'était le cas également du Père Graff, l'autre curé de Basse-Terre, qui avait été déporté à Sinnamary par les révolutionnaires. Le seul curé de Marie-Galante, le père Hérard était fermement royaliste⁶³.

Lors de la première occupation anglaise, nous avons vu que les anciennes habitations des ordres religieux avaient été rendues à l'Eglise qui était devenue séculière afin qu'elle rémunère les membres du clergé avec les revenus qu'elle en tirait. Dès le retour de l'Administration française, cette disposition avait été supprimée au profit de l'application du Concordat. Le budget de 1815 prévoyait un traitement annuel de 5 000 £ pour le père Hérard, curé de Marie-Galante, autant pour les 7 curés

62. Voir à ce sujet mon ouvrage : *Bouillante : cœur de la Côte sous le Vent*, Editions Karthala, Paris. Foulquier et Girolamy ont été tous les deux curés de Bouillante avant la Révolution. Ils étaient également francs-maçons. Le premier étant devenu vénérable de la loge *La Fraternité* de Sainte-Anne.

63. 169 : Vianet : curé à la Basse-Terre. Homme honnête, bienpensant et généralement estimé
170 : Graff : curé à Basse-Terre. Dévoué au roi, c'est un homme qui remplit ses devoirs avec zèle et qui est aimé et respecté de tous les honnêtes gens. Il a été dans les horreurs de la révolution déporté à Sinnamary dans la Guyane française.

171 : Hérard : curé à Marie-Galante. Cet homme très pieux et très zélé, a le malheur de résider dans un pays où il n'y a ni principes ni moralité, ni religion. Il est royaliste.

173 à 184 : s'adresser à MM Vianet et Graff. (11 membres du clergé)

titulaires de la Guadeloupe et seulement 3 000 £ pour les 7 curés espagnols qui œuvraient dans les églises de la colonie. Ce budget fut visé et entériné par le gouverneur anglais, le 12 octobre 1815. Cette disposition fut reprise pour le budget de 1816⁶⁴.

G – Les esclaves du gouvernement

En dehors des esclaves des anciennes habitations du clergé, la colonie en possédait pour les tâches domestiques de l'administration.

Le 9 avril 1816, un *Etat de Situation des Nègres du Gouvernement* est établi. Il nous permet de voir comment ceux-ci étaient utilisés et quelle était leur situation.

111 sont répertoriés : 77 hommes, 25 femmes, 5 garçons et 4 filles.

Les esclaves étaient en poste soit au gouvernement, soit à la résidence des gouverneurs du Matouba.

Au gouvernement il y avait : 1 domestique, 1 vacher, 3 marmitons, 3 au jardin des fleurs, 9 au jardin potager, 6 blanchisseuses et 6 servantes dont l'une était malade.

Au Matouba, il y avait 8 domestiques, 4 au jardin du Matouba et 4 au jardin de St. Fis (Saint-Phy) tout près, 7 blanchisseuses, 11 servantes dont une malade, une valétudinaire et une infirme, une femme « occupée à chercher des herbes pour les vaches.

7 hommes servait à l'hôpital militaire, 4 à la poste coloniale, 1 était conducteur de la chaîne.

Il semble qu'il y avait un certain nombre d'esclaves qui n'avaient pas d'affectation définie. Ils sont indiqués « disponibles ». Ils ont une position particulière. L'un d'eux, Férol, 23 ans, servant, est indiqué disponible et « travaillant pour sa liberté ». Un autre, est indiqué disponible et « à l'hôtel du Conseil privé », mais la plupart étaient malades ou estropiés⁶⁵.

64. ADG : Archives d'Ecosse.

65. ADG : 5J144 : Archives d'Ecosse.

H – Une Guadeloupe anglaise ou française ?

Nous avons vu qu'une mésentente profonde régnait entre le gouverneur britannique James Leith suivi par une cour formée d'habitants admiratifs du système anglais ou opportunistes et une partie des habitants « patriotes », derrière l'ancien intendant M. de Guilhermy viscéralement royaliste et français.

Face aux accusations proférées par l'ancien intendant qui soupçonnait avec raison, les vues des Britanniques sur la Guadeloupe, le gouverneur tenta de se justifier pour maintenir une paix sociale dans la colonie qu'il gouvernait.

Il faut dire que la population libre de la Guadeloupe se scindait en trois partis : l'un, nous l'avons dit, pour les Anglais et admiratif du système qu'ils appliquaient dans leurs colonies antillaises, plus autonomiste que le système centralisé à la française qui était censé restreindre leurs libertés. Il était formé des habitants les plus importants qui espéraient tirer profit d'une nouvelle administration qui leur donnerait la part belle, peu importait le roi qui l'instituerait.

Les admirateurs de la Révolution et plus sûrement de l'Empire et de son chef, Napoléon Bonaparte, étaient soit exilés, soit prisonniers et expédiés hors de la colonie, ou faisaient profil bas en espérant se faire oublier en attendant des jours meilleurs. C'était essentiellement, des libres de couleurs, des petits blancs, des marchands et commerçants, plus particulièrement des citadins.

Un troisième parti était constitué des « patriotes » le qualificatif (faute de mieux) désignant ceux qui étaient profondément français et surtout antibritanniques. Ils ne supportaient pas l'occupation et aspiraient au départ des troupes étrangères. Étaient-ils royalistes ? Le recours à la monarchie leur assurait un retour, non pas certain, mais plus sûr dans le giron national.

James Leith, qui connaissait bien la situation, mettait en avant le fait que l'occupation anglaise s'était faite à la demande de M. de Vaugiraud, seul représentant légal du roi de France dans la zone.

Cependant, M. de Guilhermy, s'affirmait lui aussi, le représentant du roi pour la Guadeloupe, du fait de la destitution et de la trahison de ses deux supérieurs : le gouverneur et le commandant en second. Dans son intransigeance pour les intérêts du royaume de France, il s'opposait au gouverneur Leith qui défendait les intérêts de son monarque.

Ce dernier donna son point de vue sur les origines du conflit :

« Dans le courant du mois de septembre, M. de Guilhermy, désira revenir à la Guadeloupe pour y déposer sa famille et y prendre son point de départ pour la France.... M. de Guilhermy à son arrivée à la Guadeloupe, reçut l'accueil le plus affectueux de la part de tous les habitants honnêtes ... Le gouverneur général par les égards dont il le comblait s'attachait à lui témoigner quoique ses fonctions publiques eussent cessées à la Guadeloupe, sa rentrée dans la classe des simples particuliers n'avait rien ôté à la considération précédemment attachée à ses fonctions.

Soit que M. de Guilhermy se méprit aux marques de déférences et même de respect qu'il recevait des personnes en place et des particuliers, soit qu'il se fût formé une opinion fausse sur sa situation à la Guadeloupe,

il affecta de se considérer comme le représentant de S. M. T. C. dans cette colonie soumise alors au gouvernement britannique ; ne parla plus qu'en cette qualité, et passant de cette absurde prétention, à une conduite analogue ; s'établit censeur des actes du gouvernement, blâma les mesures de sévérité qu'un devoir rigoureux exigeait du gouverneur, mesures prises moins dans l'intérêt du gouvernement britannique que dans celui de S. M. T. C. son alliée et de la tranquillité de tous les peuples ; s'attacha à séparer les intérêts des deux nations en annonçant que servir le gouvernement britannique n'était pas agir en serviteur fidèle du roi de France et par des insinuations aussi pernicieuses parvient à jeter de l'indécision et des scrupules dans l'esprit des royalistes que le sentiment de la reconnaissance avait réuni autour du gouvernement établi dans la colonie⁶⁶.... »

M. de Guilhermy répondit indirectement au gouverneur de ces accusations, dans une lettre qu'il fit parvenir au procureur du roi à charge pour celui-ci de la remettre au gouverneur avec lequel il refusait de correspondre.

A l'accusation de se prendre indument pour le représentant de l'Etat français, il répondait qu'il n'avait aucune affaire personnelle qui le retenait en Guadeloupe et qu'il y était resté que par devoir et contre son désir personnel pour attendre les ordres du ministre avec lequel il correspondait et qui lui a demandé de les attendre. La lettre, disait-il, reçue du ministre a été communiquée au gouverneur. Il attendait ses ordres, quoiqu'ils puissent être, avec impatience.

Il rappelait ses prérogatives qui auraient dû être respectées par le gouverneur de la Guadeloupe, fût-il britannique : « Monsieur le gouverneur est placé dans un rang certainement très élevé. Mais comme représentant encore reconnu du roi de France dans ces parages, suivant les propos et expressions du ministre de Sa Majesté, comme membre du conseil de Sa Majesté, comme magistrat français, comme gentilhomme français, j'ai droit chez tous les peuples qui ont des relations avec Sa Majesté, à des égards dont aucun rang ne dispense... »

Il récuse le fait qu'il s'immisçait dans les affaires du gouvernement et qu'il recevait des personnes qui avaient trahi le roi. Les personnes qu'il a reçues chez lui sont celles qui ont aussi été reçues par le gouverneur.

Cependant, dès le début de sa lettre il met l'accent sur le point essentiel du différend : « J'ai reçu hier soir, Monsieur le Procureur, une lettre de M^r le Gouverneur dont la conclusion est que si je n'ai pas la certitude officielle que la Guadeloupe doit être remise incessamment à la France et que mes affaires personnelles ne m'y retiennent pas, S. E. regardera comme chose avantageuse à la tranquillité de la colonie que je m'en éloigne le plutôt possible.... »

Effectivement, selon le traité dit de la Sainte-Alliance, signé à Paris le 20 novembre 1815, la Guadeloupe devait être rendue à la France. Cependant, tout laissait penser localement que les Anglais n'étaient pas pressés de passer la main en espérant, sans doute, un événement qui leur permettrait de rester.

M. de Guilhermy justifiait ses craintes en poursuivant : « Je n'ai d'autre certitude officielle de la remise de la Guadeloupe que le traité du

66. ADG : Archives d'Ecosse. James Leith, non datée.

20 novembre et je dois croire à un traité solennel contre la teneur duquel je n'ai entendu citer des lettres très apocryphes ou des opinions particulières très peu imposantes et ce n'est pas ainsi qu'on annule un traité... »

Le scepticisme et l'activisme de M. de Guilhermy gênaient le gouverneur britannique et ses affidés d'autant que son avis commençait à faire tache d'huile comme le reconnaissait implicitement le gouverneur dans ses propos cités plus haut. Il distingue ceux qui le suivent et le soutiennent : « Les membres du conseil et de l'Administration, plus à portée que les autres habitants de la colonie de juger de la nécessité des mesures adoptées par le Gouverneur et de la loyauté qui les dictait ne pouvaient être ébranlés dans leur opinion sur la nature de leurs devoirs comme français soumis accidentellement à un gouvernement allié de leur souverain naturel et libérateur de leur pays ; aussi devinrent-ils le principal but des attaques sourdes de M. de Guilhermy et des hommes faibles et pervers dont il était devenu le point de ralliement... ». On distingue en réalité le clivage qui est intervenu dans l'élite de la société entre les deux partis principaux. Il est donc nécessaire, du point de vue britannique, que le chef de l'opposition fut éloigné.

Les pro-britanniques avaient bien compris que James Leith aurait aimé rester dans la colonie et qu'il pouvait être celui qui plaiderait leur cause à Londres, aussi ils tentèrent de l'attacher à la Guadeloupe en lui manifestant leur reconnaissance lors de la deuxième session du conseil privé du 16 janvier 1816.

M. le comte de Bouillé⁶⁷, représentant l'ensemble du Conseil Privé, en introduction, exprima « le sentiment de la profonde reconnaissance dont tous les habitants de la Guadeloupe sont animés pour l'illustre chef qui leur a rendu le repos et le bonheur.... »

Et plus loin il poursuivait : « Il n'est aucun de nous qui sachant apprécier les éminentes qualités de Votre Excellence, ses intentions bienfaisantes et vraiment paternelles, ne sente qu'à sa présence dans cette colonie est attachée, non seulement notre prospérité à venir, mais encore le maintien actuel de l'ordre et de la tranquillité. Les malveillants intimidés et contenus avec fermeté par la main qui a su les désarmer, seront réduits à l'impossibilité de nuire et sous un gouvernement juste et sévère, mais tempéré par la bonté, tel que celui de Votre Excellence, cet esprit révolutionnaire qui agite encore quelques têtes se dissipera, et on verra s'éteindre ce foyer de troubles dont cette colonie est depuis si longtemps le centre, et qui tôt ou tard, occasionnerait sa ruine et pourrait entraîner celle des colonies voisines.... »

Nous n'avons qu'un vœu à former c'est de voir se prolonger les jours de l'heureuse administration de Votre Excellence.... »

Après avoir évoqué le retour de la colonie à la France, sous un roi qui pourrait à nouveau être trahi, le comte de Bouillé continuait :

« Maintenu sous le gouvernement protecteur de sa Majesté Britannique, il se pourrait que par cette fatalité dont cette colonie a été si souvent le jouet, nous ne visions voir accomplir le plus ardent de nos vœux, celui d'être gouverné par Votre Excellence.... » et il poursuivait : « Mais alors

67. Le comte de Bouillé dans les appréciations établies après la prise de possession de la Guadeloupe par les Anglais était noté ainsi : « Beaucoup d'esprit et d'instruction et très bon à consulter sur les intérêts de la colonie. »

comme vos hautes fonctions de commandant en chef des forces de S. M. d'avoir plusieurs résidences dans l'étendue de votre commandement, nous supplions Votre Excellence de fixer, du moins pour quelque temps de l'année, son séjour dans cette colonie... » et il lui offrait au nom du Conseil privé, et au nom de la colonie, la maison du Matouba, ancien presbytère qui avait été transformé en résidence d'été par le gouverneur Ernouf, Matouba qui avait été très apprécié par les gouverneurs anglais qui avaient présidé à l'aménagement non seulement de la maison mais aussi du jardin et des environs. « Des travaux ont été faits... » précisait-il « on les continuerait, avec plus d'activité, pour la rendre sinon digne de Votre Excellence, du moins commode et agréable⁶⁸.... ». De plus, le Conseil ajoutait une augmentation de 120 000 £ aux émoluments ordinaires des gouverneurs de cette colonie. Et « Les membres du conseil privé de S. M. sont d'avis qu'une somme de 2 000 liv. sterling soit envoyée au député de la colonie pour être mise à la disposition de Votre Excellence, et être employée pour elle à un objet tel qui pourrait lui convenir, et qui pourrait recevoir cette inscription : LA GUADELOUPE SAUVÉE ET RECONNAISSANTE A SIR JAMES LEITH SON LIBÉRATEUR – dix août 1815. »

Il s'agissait donc d'un véritable acte d'allégeance au commandant en chef des forces britanniques et par conséquent à son roi.

Le gouverneur fut naturellement flatté d'un tel hommage et le 23 janvier suivant, il répondit en rappelant la situation qui l'avait amené en Guadeloupe : « ... l'état critique dans lequel une faction criminelle et parjure avait placé, non seulement les propriétés, mais les personnes et les familles des habitants les plus loyaux et les plus estimables de cette colonie...

J'ai à me féliciter avec vous que les fléaux d'une cruelle Révolution aient produit au moins l'avantage d'identifier le maintien de l'Autorité légitime et la destruction du Jacobinisme, au grand système de la politique générale et des intérêts de toutes les Nations civilisées... »

Il justifiait ensuite les proscriptions de la colonie de ceux qu'il estimait dangereux pour la tranquillité publique, se félicitait qu'au moins, les événements révolutionnaires aient permis en définitive le rapprochement entre les nations britanniques et la France et arrivait enfin aux avantages qui avaient été proposés par le Conseil privé.

Il acceptait la maison du Matouba dans les termes suivants : « Si le service public exigerait que je quittasse l'exercice des fonctions du gouvernement civil, le profond intérêt que je prends autant par devoir que par inclination à la prospérité de la Guadeloupe, me ferait regarder comme un véritable bonheur la faculté de séjourner parmi vous, en ma qualité de commandant en chef pendant une partie de l'année, aussi longtemps que la multiplicité des affaires de mon commandement me le permettra et dans ce cas, je profiterai avec la plus grande satisfaction de la proposition aussi libérable qu'obligeante que vous me présentez dans votre adresse en m'offrant la Maison du Matouba pour ma résidence comme commandant des forces...⁶⁹ » Il acceptait également les offres financières, à savoir une augmentation de ses indemnités en plus du traitement de gouverneur et enfin, en ce qui concerne la dernière offre, il souhaitait « qu'une partie de

68. Voir à ce propos mon ouvrage : *La paroisse du Matouba à l'origine de Saint-Claude*, Editions Karthala, 2014.

69. ADG : Archives d'Ecosse : Documents concernant la Guadeloupe.

l'honorable monument que vous m'offrez, fut une épée que mes enfants auraient le bonheur de conserver et dont je n'oublierai jamais que l'usage doit être employé à soutenir les intérêts réunis de la France et de la Grande-Bretagne, en assurant la tranquillité de la Guadeloupe... ».

Plus tard, en ce qui concerne la maison du Matouba, Boyer-Peyreleau, écrit : « ...à la fin de 1815... quelques adulateurs de l'étranger qui, quoique criblés de dettes, jouissaient d'un grand pouvoir, y firent faire de nouveaux travaux dans le dessein de la distraire du domaine du roi ; et d'en faire hommage à un général anglais, au nom et aux frais de la colonie qu'on décimait alors par des proscriptions⁷⁰. » Ce qui fut confirmé par Lacour dans ces termes : « Le général Leith aimait le séjour du Matouba. Les mêmes conseillers privés émirent le vœu que la colonie lui marquât sa reconnaissance en lui faisant l'offrande d'une villa dans ce lieu qui rappelle le climat d'Europe. Ce vœu ne s'est pas réalisé⁷¹. »

Quoiqu'il en soit, même s'il avait accepté ce cadeau, il n'aurait pu en profiter car il décéda de la fièvre jaune, le 16 octobre 1816 à la Barbade. Son corps fut transporté en Angleterre et enterré dans la partie centrale de la nef de Westminster Abbey⁷²

James Leith⁷³

70. Boyer-Peyreleau, 1^{er} novembre 1825. T. 1 p. 191-193.

71. Lacour M. A. op. Cit. T. IV p. 294.

72. James Leith par Charles Picard (Philadelphia Museum of Art). www.westminster-abbey.org
73. Il est né dans une vieille famille écossaise le 8 août 1763. Il a été élevé à Aberdeen et a rejoint l'armée dans laquelle il a servi à Gibraltar, en Irlande, en Espagne et dans les Antilles. En 1804, il était brigadier général et prit part à la bataille de Corunna.

View of part of Guadeloupe. Taken from Matoubat House⁷⁴

74. Collection Archives départementales de la Guadeloupe.

Conclusion

Après l'ultime défaite de Napoléon, les puissances européennes purent à nouveau s'atteler à régler les problèmes issus des guerres. Les Colonies françaises devaient donc être remises au roi Louis XVIII.

Cependant, le 20 novembre 1815, l'Angleterre et la France signèrent une convention relative à la réclamation des sujets britanniques envers le gouvernement français.

L'article 16 de cette convention était conçu ainsi :

« Après que les trois millions cinq cent mille francs de rente mentionnés dans l'article 9 auront été inscrits au nom des commissaires dépositaires et à la première demande du gouvernement français, Sa Majesté Britannique donnera les ordres nécessaires pour la rétrocession des colonies françaises telle qu'elle a été stipulée par le traité de Paris du 30 mai 1814, y compris la Guadeloupe et la Martinique qui ont été occupées depuis par les forces britanniques, l'inscription mentionnée ci-dessus aura lieu d'ici au 1^{er} janvier prochain au plus tard... »

Cela entraîna la réclamation des habitants de la Martinique qui mandatèrent leur député, M. de Maupéou, afin qu'il proteste auprès du ministre de la Marine et des Colonies, du fait que la Martinique et la Guadeloupe aient été liées dans la garantie. Ils opposaient leur île dont les autorités et les habitants avaient montré leur fidélité au roi en utilisant l'aide des alliés du roi, les troupes anglaises qui étaient d'ailleurs sous les ordres d'un général français à l'île voisine qui avait été conquise à la suite de la trahison de leurs gouvernants et d'une partie de la population. La Guadeloupe pouvait être considérée comme propriété de l'empire britannique par droit de conquête.

« Que le roi d'Angleterre garde la Guadeloupe en nantissement que ses sujets réclament du Gouvernement français, il le peut.... Mais comment confondre la Martinique et la Guadeloupe dans la position réelle et bien connue de ces deux colonies ? ⁷⁵.... »

Par ordonnance royale du 11 avril 1816, le roi nomma les nouvelles autorités qui devaient prendre possession de la Guadeloupe en son nom.

M. le comte de Lardenoy gouverneur et lieutenant général des armées, Foulon d'Ecotier, conseiller d'Etat et qui avait déjà occupé un poste aux Antilles, intendant, le baron Vatable, commandant en second avec le grade de maréchal de camp et M. Roustagnenq, ancien chef d'administration de la Guadeloupe au poste de commissaire général, ordonnateur.

Le 16 mai, le nouveau gouverneur et l'intendant furent présentés au roi par le ministre de la Marine et des colonies. Ils prêtèrent serment à leur souverain.

Le 13 juin, le gouverneur arriva à La Rochelle à 10 heures du soir et le 17 juin, l'escadre mit la voile en direction des Antilles.

Le gouverneur et son état-major se trouvaient sur la frégate *Arthémuse* avec 300 soldats et sur le vaisseau de ligne armé en flûte, le *Foudroyant* se trouvaient les troupes destinées à la Martinique.

75. ANOM : C8A 121 F° 204 : Note remise au ministre par le comte de Maupéou.... 29 novembre 1815.

Les commerçants français voulurent immédiatement profiter de ces nouvelles opportunités. Quelques-uns à La Rochelle avaient chargé plusieurs navires qui devaient faire route avec l'escadre et d'autres de Bordeaux avaient pris les devants. Ils devaient, théoriquement, attendre les navires du roi pour décharger leurs marchandises⁷⁶.

Le gouverneur arriva en Guadeloupe le 22 juillet. Le 24 il fut accueilli par le lieutenant-général anglais, Sir James Leith qui lui fit la remise de la Guadeloupe. Chacun y alla de son discours, l'Anglais s'adressait à ses partisans. Il faisait fi de la volonté de son pays d'occuper la colonie pour en faire une possession britannique ou faisait mine d'oublier ces projets politiques. Il voulut faire croire que l'armée britannique était venue pour conserver la liberté des colons et les intérêts de la monarchie française. Il tentait, (mais leur rendaient-ils vraiment service dans ces nouvelles circonstances ?) de recommander aux nouvelles autorités les administrateurs qu'il avait choisis pour leur servilité envers l'occupant : « Je me suis fait un devoir de distinguer ceux d'entre vous qui avaient donné à S M. Très-Chrétienne les preuves les plus éclatantes de dévouement... »

Le lendemain il se rendit à la Barbade où il décéda de la fièvre jaune, le 16 octobre⁷⁷.

Le comte de Lardenoy, dans son discours, voulait mettre un point final à une période pendant laquelle la Guadeloupe connut des perturbations extraordinaires : « Le roi, dont le plus ardent désir est de mettre fin aux malheurs de la révolution et d'en cicatriser les plaies, voudrait pouvoir effacer promptement jusqu'aux moindres traces de ses funestes suites. Sa sollicitude paternelle, vivement affectée des troubles et des calamités, qui depuis vingt-cinq ans, ont agité et désolé cette intéressante colonie, veille particulièrement sur elle et s'occupe dans sa sagesse des moyens les plus propres à y rétablir la tranquillité et l'union, à y ranimer la culture du sucre et des différents produits dont son heureux sol est susceptible, et à y faire reflourir le commerce.... »

Un programme, que le nouveau gouverneur s'appliquera à remplir.

Une page était tournée. Elle mettait fin à une histoire particulièrement tourmentée dans laquelle la Guadeloupe joua, malgré elle, un rôle majeur dans l'environnement caribéen.

La Révolution avait laissé la colonie complètement exsangue, une population fortement diminuée par les combats, les déportations. L'Ancien Régime qui aurait voulu être rétabli était un faux-semblant : les nouvelles classes sociales qui s'étaient enrichies sur les dépouilles des anciens habitants et par la course, s'opposaient sourdement aux anciens propriétaires revenus reprendre possession de leurs habitations amoindries et qui les considéraient comme des usurpateurs. L'unité de façade n'était maintenue que par la proximité des esclaves et la crainte permanente d'une révolte, d'autant que ces derniers avaient expérimenté la liberté et par la présence latente de Haïti, exemple honni par les possédants et glorifié par les esclaves.

76. *Journal des débats politiques et littéraires*, 1816.

77. Selon les auteurs, les dates varient : l'arrêt de nomination de Lardenoy est du 11 mai et son départ se fit de Rochefort pour Boyer-Peyreleau, Pour Lacour du 16 juin et départ de Rochefort et pour l'*Annuaire de la Guadeloupe*, la prise de possession de l'île eut lieu le 13 juillet.

Cette solidarité obligatoire, était aussi soudée par la peur de leur éventuelle alliance avec les libres de couleur qui étaient l'objet de toutes les tracasseries et d'une surveillance de tous les instants.

Ces tensions sociales furent particulièrement mises en avant lors des occupations anglaises qui s'appuyaient sur les planteurs et notamment les anciens émigrés qui leur transmettaient leurs préoccupations et leur perception de la société. Les occupants étaient d'autant plus sensibles à cette influence que ces personnes parlaient généralement leur langue.

L'outil économique détruit ou en déshérence, était à reconstruire alors que les émigrés revenaient complètement démunis par leur séjour à l'étranger dans lequel ils avaient expérimenté un système politique qui faisait la part belle aux créoles qui en faisait des partisans des Britanniques. Ils devaient également honorer les dettes qu'ils avaient contractées avant leur émigration forcée, remboursement différés mais qui n'avaient pas été effacées. Une Guadeloupe britannique leur aurait permis de repartir à zéro en conservant un pouvoir largement plus favorable que le système français.

La guerre qui reprit empêcha une reconstruction aisée d'autant que le gouverneur Ernouf, pensait surtout à sa fortune personnelle et que son attachement à l'Empereur faiblissait avec le temps. Les Guadeloupéens reprirent la course, encouragés par le gouverneur lui-même qui y avait des intérêts. La défense du territoire fut négligé alors que les Britanniques grignotaient systématiquement les positions françaises dans la zone caribéenne (Guyane, Martinique) et dans l'environnement immédiat de la Guadeloupe (Marie-Galante, la Désirade, les Saintes).

Lorsque la Guadeloupe fut conquise en 1810, les Anglais, tout en limitant leurs investissements à l'inverse de ce qu'ils avaient fait en 1759, pensèrent conserver l'île et notamment Marie-Galante. Cependant, le gouvernement britannique pensa utiliser la Guadeloupe comme monnaie d'échange en la cédant à la Suède en 1813, en contrepartie d'une alliance économique et militaire en Europe du Nord. Don qui, en définitive, ne fut pas concrétisé complètement.

En 1814, par le Traité de Paris, la Guadeloupe fut rendue à la France. Le retour de Napoléon Bonaparte lors des « Cent Jours » fut accueilli avec faveur par les troupes et par les autorités locales à l'inverse de la Martinique dont le gouverneur, soutenu par la majorité des habitants, en éloignant la troupe, se mit sous la protection des Britanniques. Ces derniers, avec l'aval du gouvernement de Louis XVIII et du gouverneur de la Martinique, débarquèrent en Guadeloupe qui dut capituler le 10 août 1815.

Les occupants qui savaient qu'ils n'étaient là que provisoirement, mirent la colonie au pillage et lorsqu'ils la quittèrent, celle-ci était complètement ruinée, les récoltes faites avant même la maturation des cannes et les fortifications désarmées.

C'est dans ces conditions que le gouverneur de Lardenoy prit possession de son gouvernement.

CHRONOLOGIE

- 28 mai 1802 : Sacrifice de Delgrès à D'Anglemont, quartier du Matouba

- 16 juillet 1802 : Arrêté consulaire signé par Napoléon Bonaparte qui rétablit l'esclavage en Guadeloupe
- 17 juillet 1802 : Arrêté de Richepance rétablissant l'esclavage pour les noirs
- 14 mai 1803 : Ernouf promulgue l'arrêté qui annule le décret du 4 février 1794 et qui rétablit l'esclavage en Guadeloupe.
- février 1808 : Les Anglais occupent les îlets de Petite Terre
- 2 mars 1808 : Les Anglais occupent Marie-Galante
- 31 mars 1808 : Occupation de la Désirade
- 12 janvier 1809 : Prise de Cayenne par une expédition Brésilo-britannique.
- 30 janvier 1809 : Occupation de la Martinique
- 14 avril 1809 : Occupation des Saintes
- 28 janvier 1810 : Les Anglais débarquent à Sainte-Marie de Capesterre
- 29 janvier 1810 : Les Anglais débarquent à Marigot (Vieux-Habitants)
- 5 février 1810 : Le gouverneur Ernouf signe la capitulation de la Guadeloupe.
- 3 mars 1813 : La Guadeloupe est cédée à la Suède.
- 30 mai 1814 : Traité de Paris du 30 mai 1814, la Guadeloupe est rétrocédée à l'Angleterre qui la rendra à la France
- 13 juin 1814 : Le roi nomme le contre-amiral, comte de Linois, gouverneur de la Guadeloupe, le chevalier de Guilhermy, intendant et l'adjudant-général, baron Boyer-Peyreleau, commandant en second
- 17 novembre 1814 : Les troupes françaises dirigées par Boyer-Peyreleau débarquent et sont cantonnées au camp de Bologne.
- 7 décembre 1814 : transmission des pouvoirs aux autorités françaises par les autorités anglaises.
- 14 décembre 1814 : Le gouverneur de Linois débarque en Guadeloupe.
- 29 mars 1815 : décret de Napoléon qui abolit la traite des noirs dans les territoires français
- 5 juin 1815 : Débarquement des Anglais à la Martinique à l'appel de M. de Vaugiraud
- 18 juin 1815 : Défaite de Napoléon à Waterloo
- 6 juillet 1815 : 300 hommes débarquent aux Saintes faisant prisonniers la garnison et le capitaine d'artillerie qui la commandait.
- 18 juillet 1815 : Les Anglais s'emparent de Marie-Galante et y arborent le pavillon anglais.
- 8 août 1815 : Les Anglais débarquent à la Pointe de Saint-Sauveur (Capesterre) sans rencontrer de résistance
- 9 août 1815 : Une colonne débarque au Baillif où elle rencontre une grande résistance de la part des milices. Les troupes françaises encerclées au morne Houël
- 10 août 1815 : La capitulation de la Guadeloupe est signée.
- 11 avril 1816 : Ordonnance royale nommant les nouvelles autorités qui devaient prendre possession de la Guadeloupe en son nom, le comte de Lardenoy gouverneur et lieutenant général des armées, Foulon d'Ecotier, intendant, le baron Vatable, commandant en

second avec le grade de maréchal de camp et M. Roustagnenq, commissaire général ordonnateur.

- 24 juillet 1816 : M. de Lardenoy est accueilli par le lieutenant-général anglais, Sir James Leith qui lui fait la remise de la Guadeloupe.